

# La Révolution Sociale

COLLECTION

“ Etudes sur le Devenir social ”

- 
- I. **Les Illusions du Progrès**, par GEORGES SOREL, 3<sup>e</sup> édition augmentée, 1921, 1 vol. in-16..... 9 fr.
- II. **Dialogues socialistes**, par ED. BERTH, 1 vol. in-16. 5 fr. 25
- III. **Karl Marx: l'économiste, le socialiste**, par A. LABRIOLA, traduit par BERTH. Préface de G. SOREL, 1 vol. in-16. 6 fr.
- IV. **Réflexions sur la violence**, par GEORGES SOREL, 4<sup>e</sup> édit., 1920, 1 vol. in-16..... 8 fr.
- V. **Le Mythe vertuiste et la Littérature immorale**, par VILFREDO PARETO, 1 vol. in-16..... 4 fr. 50
- VI. **L'interprétation économique de l'Histoire**, par E. SELIGMAN, traduit par H.-E. BARRAULT. Préface de GEORGES SOREL, 1 vol. in-16..... 4 fr. 50
- VII. **Pour le droit naturel**. A propos du livre de M. Hauriou: Les principes du Droit public, par G. PLATON, 1 volume in-16 ..... 3 fr.
- VIII. **Introduction à l'économie moderne**, par GEORGES SOREL, 2<sup>e</sup> édit. augmentée, 1921, 1 vol. in-16..... 9 fr.
- IX. **La possession communale du sol**, par N.-G. TCHERNICHEWSKY, 1 vol. in-16..... 4 fr. 50
- X. **La Révolution sociale**, par KARL KAUTSKY, 1 vol. in-16, 1912 ..... 4 fr. 50
- XI. **Les grands hommes et le milieu social**, par A. ISAÏEFF, 1 vol. in-16..... 3 fr.
- XII. **Les Disciplines classiques**, par CLOUARD, 1913, 1 vol. in-16 ..... 5 fr. 25
- XIII. **Les méfaits des intellectuels**, par ED. BERTH, 1914, 1 vol. in-16..... 5 fr. 25
- XIV. **Introduction à la Philosophie**, par WILLIAM JAMES, traduit par ROGER PICARD, 1914, 1 vol. in-16..... 6 fr.
- XV. **Matériaux d'une théorie du prolétariat**, par GEORGES SOREL, 2<sup>e</sup> édition, 1921, 1 vol. in-16..... 9 fr.
- XVI. **De l'utilité du Pragmatisme**, par GEORGES SOREL, 1921, 1 vol. in-16 ..... 12 fr.

ÉTUDES SUR LE DEVENIR SOCIAL

X

Karl KAUTSKY

La  
Révolution Sociale

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE

31, Rue Jacob, 31

—  
1921

Biblioteca Centrală Universitară  
BUCUREȘTI  
I 146.473  
774035

C45/12

B.C.U. "Carol I" Bucuresti



C774035

# AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITEUR

---

En publiant la présente étude du principal théoricien de la *social-démocratie* allemande, nous n'avons qu'un seul but: mettre à la portée du public français — toujours plus grand — qui s'occupe de questions sociales, un document dont la valeur est incontestable pour la connaissance des tendances socialistes que représente l'auteur.

Lorsque ces pages parurent en langue allemande, elles provoquèrent de vives controverses. Le *Mouvement Socialiste*, en France, en donna une traduction à ses lecteurs, et l'intérêt que lui prêtèrent ceux qui purent la lire fut considérable.

Nous espérons que tous ceux qui auront désormais la facilité de parcourir cet ouvrage, resté jusqu'ici inaccessible au grand public, nous sauront gré de notre initiative.

Ils y verront une preuve nouvelle de l'éclectisme qui nous guide dans le choix de nos publications et qui nous fait indistinctement choisir toutes les œuvres importantes qui touchent aux grands problèmes de la société contemporaine.

*L'éditeur.*

# PRÉFACE

DE L'ÉDITION ALLEMANDE

---

Le présent travail a été élaboré à l'instigation du Club Socialiste de Lecture d'Amsterdam. Ce groupement, composé surtout d'intellectuels, m'avait invité à faire des conférences dans la ville où il a son siège, et aussi à Delft. Le sujet de la révolution sociale se trouvait parmi ceux que je traitai alors. Les camarades néerlandais admettaient parfaitement que je parlasse sur le même thème dans les deux localités. Je tenais cependant à ne pas me répéter, et je divisai mon sujet en deux parties, indépendantes à maints égards, mais liées au fond par l'enchaînement des idées : Réformes sociales et Révolution sociale, puis : Au Lendemain de la Révolution sociale.

Ce qui paraît ici n'est pas du tout une sténographie des deux conférences. En écrivant celles-ci après coup, j'y ai introduit bien des

choses qu'à la tribune j'avais dû laisser de côté pour n'être pas trop long. Je me suis néanmoins astreint à ne pas déborder du cadre qui s'impose à un conférencier, car je ne voulais point faire un livre.

Le but de mon travail est assez évident pour n'avoir pas besoin d'être expliqué. Il y avait d'ailleurs une opportunité toute particulière à traiter le sujet dans les Pays-Bas à la fin d'avril 1902 (le 22 à Amsterdam, et le surlendemain à Delft). M. Pierson, ancien ministre, venait de développer en réunion publique cette opinion, qu'une révolution prolétarienne était vouée à un échec inévitable, et cela pour des causes tenant à son origine même. Mes deux conférences apportèrent une riposte presque immédiate. M. Pierson fut du reste assez aimable pour assister à la seconde. Il y prit même une profusion de notes. Seulement il ne daigna pas demander la parole pour me réfuter.

J'ajouterai qu'en outre des considérations de propagande générale et locale, ce qui m'avait plus spécialement encore induit à parler sur la révolution sociale, c'était le fait que mon auditoire était en majeure partie composé d'intellectuels. Ce sont les intellectuels, en Allemagne du moins, qui se familiarisent le plus difficilement avec l'idée de révolution. Il faut croire

qu'en Hollande il en va autrement. Mes conférences ne provoquèrent nulle contradiction, et l'approbation générale recueillie par mes paroles me surprit agréablement. Je pense que cela n'est pas attribuable seulement à la courtoisie internationale, car il est notoire que le marxisme compte parmi les intellectuels néerlandais quelques-uns de ses plus fermes représentants.

Tout ce que je puis souhaiter de mieux, c'est que mon exposé trouve partout le même assentiment. Et c'est pour moi un devoir et un plaisir de profiter de l'occasion pour remercier une fois encore les camarades néerlandais de leur accueil fraternel.

KARL KAUTSKY.

---

PREMIÈRE PARTIE

---

**Réformes sociales  
et Révolution sociale**

## CHAPITRE PREMIER

---

### L'idée de la Révolution sociale

---

Il y a peu d'idées au sujet desquelles on se dispute autant qu'à propos de celle de *révolution*. Cela doit être attribué, d'abord et pour une bonne part, à ce fait qu'il existe peu de notions aussi hostiles aux intérêts et aux préjugés dont le milieu actuel est dominé, mais ensuite à cet autre fait que le mot de *révolution* comporte une rare multiplicité d'acceptions.

En règle générale, il est impossible de percevoir aux événements une délimitation précise, comme celle qui se manifeste pour les choses. Cela est vrai surtout des éventualités d'ordre social, qui sont extrêmement complexes et le deviennent toujours davantage à mesure qu'évolue la société, c'est-à-dire à mesure que se diversifient les formes des rapports entre les individus. Or, c'est à la catégorie des éventualités les plus complexes de toutes qu'appartient une révolution sociale autrement dit un complet bouleversement des formes jusqu'alors revêtues par les rapports individuels.

Il ne faut pas s'étonner qu'un pareil mot, em-

ployé par tout le monde, n'évoque point pour tout le monde les mêmes idées, — mieux encore, que le sens en varie avec le temps pour la même personne, cas assez fréquent. Pour certaines gens, il évoque des barricades, des incendies de châteaux, des guillotines et des septembrisades, enfin l'accumulation de toutes les atrocités imaginables. D'autres voudraient, au contraire, lui enlever tous ses piquants, — si l'on peut dire, — lui donner le sens d'une transformation sociale, considérable, mais pacifique et à peine sensible pour les contemporains, à peu près comme celles qui ont déterminé la découverte de l'Amérique et l'invention de la machine à vapeur. Et entre ces deux extrêmes il y a une foule de nuances usuelles.

Karl Marx, dans la préface à la *Critique de l'Economie Politique*, appelle révolution sociale, la transformation lente ou brusque, qui, pour le vaste ensemble des superstructures politique et juridique de la société, résulte du changement des assises économiques de celle-ci.

S'en tenir à cette définition, c'est établir une distinction fondamentale entre l'idée de révolution sociale et le fait du changement des assises économiques, par exemple du bouleversement amené par l'invention de la machine à vapeur ou la découverte de l'Amérique. C'est admettre que de pareils bouleversements, loin de constituer par eux-mêmes des révolutions, ne jouent dans celles-ci que le rôle de causes premières.

Mais il me semble impossible de se contenter de la définition de Marx. Je crois bien que l'on peut atteindre plus de précision. Toute transformation des superstructures politique et juridique de la société ne constitue pas nécessairement une révolution; celle-ci, n'est, à proprement parler, qu'une catégorie, une méthode spéciale de transformation.

Les socialistes sont tous portés à donner au terme de révolution sociale l'acceptation la plus ample. Cela n'empêche d'ailleurs point certains de nos camarades de vouloir éliminer la chose, d'affirmer que la transformation sociale peut s'opérer à coups de réformes seulement. On oppose ainsi, à la doctrine de la révolution sociale, celle des réformes sociales, et c'est cette opposition qui aujourd'hui fait le fond des discussions poursuivies dans notre parti. Pour en parler ici, je m'en tiendrai à l'acceptation la plus étroite, je n'entendrai par révolution sociale qu'une méthode spéciale de transformation sociale.

S'il y a opposition entre les réformes et la révolution, cela ne tient pas à ce que la violence soit employée dans l'un des deux cas à l'exclusion de l'autre. Toute mesure politique ou juridique est une mesure coercitive imposée par l'Etat à l'aide de la force. D'autre part, des catégories spéciales de violences, — par exemple les combats dans les rues ou les exécutions en masse, — ne caractérisent pas essentiellement une révolution en tant que phénomène opposé

à celui des réformes. Elles peuvent résulter de circonstances isolées, c'est-à-dire ne se rattachant pas le moins du monde à une révolution; elles peuvent corroborer un mouvement réformiste. Lorsque, en France, le 17 juin 1789, les députés du Tiers-Etat se constituèrent en Assemblée nationale, ils accomplirent un acte éminemment révolutionnaire, et cependant il n'y eut pas là le moindre déploiement de violence. En France encore, en 1774 et 1775, on avait vu de grandes insurrections, qui avaient cet objectif unique et nullement révolutionnaire d'aboutir à une taxation du pain, pour en finir avec la cherté de cet aliment.

Il est toutefois incontestable que les combats dans les rues et les exécutions en masse, s'ils ne suffisent pas à caractériser une révolution, n'en sont pas moins susceptibles de nous éclairer indirectement sur ce qu'est en réalité une révolution. Le grand bouleversement qui a débuté pour la France en 1789 est devenu le type classique de toute révolution. C'est à lui que tout le monde pense lorsqu'il est question de révolution. C'est en l'étudiant que nous pourrions le mieux comprendre ce qu'est une révolution, et en elle-même et en opposition avec les réformes.

La révolution avait été précédée d'une série de tentatives réformistes, en particulier de celles de Turgot, pour ne citer que les plus connues, et ces tentatives avaient, à beaucoup d'égards, le même objectif que celui où devait tendre ensuite

la révolution. Or, qu'est-ce qui distingue les réformes de Turgot des mesures analogues prises par les pouvoirs révolutionnaires? C'est que les secondes résultaient de la conquête de la puissance politique par une classe nouvelle. Là réside la différence essentielle entre des réformes et une révolution.

Des mesures tendant à adapter les superstructures politique et juridique de la société à des conditions économiques nouvelles sont des réformes si elles émanent des classes qui, jusqu'alors, ont exercé dans la société la souveraineté politique et économique. Ce sont aussi des réformes si, au lieu d'avoir été accordées de bon gré, elles ont été arrachées par un effort des classes dominées, ou simplement imposées par la force des circonstances. Ce sont au contraire des phases d'une révolution si elles sont l'œuvre d'une classe qui, jusqu'alors opprimée politiquement et économiquement, vient de conquérir le pouvoir politique, et l'utilise, comme c'est nécessaire et d'ailleurs fatal, pour métamorphoser à son profit, et lentement ou promptement, la totalité des superstructures politique et juridique, et instituer de nouveaux modes de rapports sociaux.

La conquête de la force gouvernementale par une classe jusqu'alors opprimée, autrement dit la révolution politique, est donc une caractéristique essentielle de la révolution sociale dans le sens le plus étroit de ce terme, dans le sens



directement opposé à celui de la réformation sociale. Rejeter en principe la révolution politique comme moyen de transformation sociale, vouloir restreindre cette transformation aux mesures que l'on peut obtenir des classes dirigeantes, c'est être un réformiste, — un *Sozialreformer*, dit-on en Allemagne, — quand même on nourrirait un idéal en opposition absolue avec les modalités sociales existantes. Au contraire, c'est être un révolutionnaire que de vouloir la conquête des pouvoirs publics par une classe jusqu'alors opprimée. Et ce n'est pas cesser d'être un révolutionnaire que de préparer et hâter cette conquête à l'aide de mesures susceptibles d'être arrachées aux classes dominantes. Le réformiste et le révolutionnaire veulent l'un et l'autre des réformes; ce qui les distingue, c'est que le premier restreint la transformation sociale à une série de réformes.

D'autre part, une révolution politique ne devient une révolution sociale que si elle est accomplie par une classe jusqu'alors opprimée et obligée d'assurer par son émancipation sociale son affranchissement politique, parce que sa condition sociale en est arrivée à faire irrédûctiblement obstacle à sa domination politique. De sorte qu'un conflit au sein des classes dirigeantes aura beau présenter les plus violents caractères de guerre civile, ce ne sera pas le moins du monde une révolution sociale.

Je ne m'occuperai ici de la révolution sociale que dans le sens dont il vient d'être question.

## CHAPITRE II

---

### Évolution et Révolution

---

Il n'y a pas d'incompatibilité fondamentale entre les intérêts des classes dirigeantes et une réforme sociale; celle-ci consolide pour un moment la situation sociale de celles-là; elle peut même la renforcer. Une révolution sociale est au contraire en opposition absolue avec les intérêts des classes dominantes, puisque toujours elle équivaut pour celles-ci à l'anéantissement de leur hégémonie.

Il n'est donc pas étonnant que les classes dirigeantes de tous les temps aient maudit et calomnié la révolution et que, à peine leur souveraineté semblait-elle menacée, elles se soient efforcées de substituer à l'idée de la révolution sociale celle des réformes sociales, — et encore en se contentant bien souvent d'opérer dans le ciel lesdites réformes.

Toujours c'est aux doctrines les plus en vogue que l'on a emprunté des arguments contre la révolution. Tant que le christianisme a régi la

pensée humaine, on a réprouvé la révolution comme une satanique rébellion contre les autorités instituées par Dieu. Le Nouveau Testament est riche en anathèmes de ce genre, parce qu'il a vu le jour à l'époque des Césars, c'est-à-dire alors que toute rébellion contre les puissances temporelles semblait désespérément vaine, et que toute indépendance avait disparu de la vie politique. Les classes révolutionnaires pouvaient d'ailleurs riposter par des arguments empruntés à l'Ancien Testament, — arguments que l'on retrouve encore sous maintes formes dans l'esprit de certaine démocratie paysanne d'origine assez récente.

Plus tard, quand la mentalité théologique fut remplacée par les conceptions juridiques, on tint le raisonnement suivant: la révolution est une rupture violente du droit en vigueur, mais, personne n'ayant le droit d'attenter au droit, le droit à la révolution serait une absurdité, et la révolution ne peut être que la négation du droit. Alors les protagonistes des classes montantes opposaient, au droit en vigueur, c'est-à-dire déjà devenu historique, le droit revendiqué par ces classes, un droit éternel, affirmaient-ils, parce que fondé sur la raison et la nature, l'inaliénable et l'imprescriptible droit humain. Il ne s'agissait que de restaurer un ordre juridique, lequel, étant le seul légitime, n'avait évidemment pu être aboli que par une violation du droit, et il était par conséquent impossible de considérer cette restaura-

tion comme un attentat au droit, même si l'on était, pour la réaliser, obligé de recourir à une révolution.

Aujourd'hui, les éléments théologiques n'ont plus de prise, tout au moins sur les masses révolutionnaires du droit actuel et des gouvernements perdu de sa puissance persuasive. L'origine révolutionnaires du droit actuel et des gouvernements d'à présent est encore trop récente pour que l'on soit bien venu à invoquer en leur faveur la légitimité? Ce n'est pas seulement le gouvernement de la France qui est l'origine révolutionnaire, c'est également celui de l'Italie, et de l'Espagne, et de la Bulgarie, et de l'Angleterre, et de la Hollande. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands ducs de Bade et de Hesse doivent et leur titre et de considérables portions de leurs Etats à un révolutionnaire parvenu, Napoléon. C'est sur les ruines d'une quantité de trônes que les Hohenzollern ont pu arriver à installer le leur. Les Habsbourg eux-mêmes ne se sont-ils pas inclinés devant la révolution de Hongrie? Si Andrassy, pendu en effigie en 1852 comme coupable de haute trahison, est devenu ministre impérial en 1867, c'est en vertu de l'influence exercée par les idées de la révolution nationale hongroise en 1848.

La bourgeoisie avait d'ailleurs un intérêt capital à toutes ces violations du droit historique. Et une fois devenue classe dirigeante elle pouvait d'autant moins condamner, au nom de ce droit, la révolution, que ses juristes multipliaient leurs

efforts pour concilier le droit naturel et le droit historique. Il lui fallait donc chercher, afin d'anathématiser la révolution, des arguments plus efficaces. Elle en trouva dans une mentalité nouvelle dont l'avènement résultait en somme du sien même, dans la théorie moderne des sciences naturelles. Tant que la bourgeoisie fut révolutionnaire, les sciences naturelles étaient dominées, tant en biologie qu'en géologie, par les théories catastrophiques. Il était entendu que tout dans la nature procédait par grands et brusques sursauts. Quand la révolution bourgeoise eut été accomplie, les théories catastrophiques furent remplacées par l'idée d'un développement continu, insensible, s'opérant par succession d'innombrables et infimes progrès et adaptations, et à l'aide d'une perpétuelle concurrence vitale. La bourgeoisie révolutionnaire avait bien volontiers tenu pour logiques et normales toutes les catastrophes quelconques, la bourgeoisie conservatrice déclara déraisonnable et antinaturelle une pareille conception.

Je ne prétends pas sans doute que les naturalistes, dans leurs théories successives, se soient déterminés d'après les besoins politiques et sociaux de la bourgeoisie. Les représentants des théories catastrophiques professaient des opinions foncièrement réactionnaires et nullement révolutionnaires. Mais l'esprit de classe où il vit influe sur chacun, sans qu'il s'en doute, et chacun en teinte quelque peu ses convictions scientifiques. Pour Darwin, nous le savons positivement :

ses hypothèses se ressentent beaucoup des idées économiques de Malthus, adversaire décidé de la révolution. Les théories de l'évolution sont nées en Angleterre (Lyell, Darwin). Ce n'est pas là un effet du hasard : depuis deux cent cinquante ans, l'histoire de ce pays se compose de poussées révolutionnaires ; mais les classes dominantes ont toujours su les dépeuiller à temps de leur acuité.

Une idée peut être déterminée par l'opinion des classes dont elle émane ; cela ne prouve nullement qu'elle soit vraie ou fausse. Mais son succès historique dépend de cette opinion. Les nouvelles théories sur l'évolution ont été adoptées rapidement et avec enthousiasme par de grandes masses populaires, auxquelles toute impossibilité de les vérifier était interdite. La raison en est que ces théories répondaient chez elles à des besoins profonds. D'un côté — et c'est ce qui les rendait précieuses dans les couches révolutionnaires —, elles supprimaient beaucoup plus radicalement que les anciennes théories catastrophiques la nécessité de reconnaître une puissance surnaturelle qui crée le monde par des actes successifs. D'autre part — et c'est par là qu'elles plaisaient surtout à la bourgeoisie —, elles voyaient dans toute révolution, dans toute catastrophe, quelque chose de monstrueux, de contraire aux lois de la nature, d'absurde. Quiconque veut aujourd'hui combattre la révolution au nom de la science se réclame de la théorie de l'évolution : elle démontre, en effet, que la nature ne fait pas de saut ; toute modifi-

cation soudaine des conditions sociales est impossible; le progrès n'est que la somme de très petites modifications, de très minces améliorations, que l'on appelle réformes sociales s'il s'agit de la société. Considérée à ce point de vue, la révolution est, dit-on, une notion antiscientifique qui ne provoque plus qu'un haussement d'épaules chez les gens cultivés.

On pourrait répondre qu'il ne convient cependant pas de mettre directement sur le même plan des procès sociaux et des procès naturels. Inconsciemment, la conception que nous avons des uns influera sur l'idée que nous avons des autres, nous venons de le voir. Mais ce n'est là nullement un avantage. Il nous faut bien plutôt restreindre que favoriser ce passage d'une loi d'une sphère dans une autre. Certes, tout progrès dans les méthodes d'observation, une compréhension plus parfaite des phénomènes dans un domaine, peut tourner au profit de nos méthodes et de nos connaissances dans une autre sphère et le fera sans aucun doute; mais il n'est pas moins sûr que cet ordre de phénomènes est soumis à des lois qui ne s'appliquent pas à un autre.

Il est déjà nécessaire de distinguer rigoureusement la nature inanimée de la nature animée. Personne ne songera, en se fondant sur des analogies extérieures, à transporter purement et simplement une loi qui est valable pour un ordre de choses dans un autre ordre de choses. Il ne viendra à l'esprit de personne de vouloir résoudre les

problèmes de la reproduction sexuelle et de l'hérédité, grâce aux lois des combinaisons chimiques. Mais on commet la même faute en appliquant directement les lois naturelles à la société, quand, par exemple, se réclamant de la lutte pour l'existence, on proclame la nécessité naturelle de la concurrence, quand, s'appuyant sur les lois de l'évolution naturelle, on repousse, on déclare impossible la révolution sociale.

Disons mieux. Si les anciennes théories catastrophiques ont disparu des sciences naturelles, les nouvelles théories qui font de l'évolution la somme de modifications infimes, insignifiantes, se heurtent à des objections de plus en plus fortes. D'un côté, on incline aux théories quiétistes, conservatrices, qui réduisent même l'évolution à un minimum; d'autre part, les faits obligent à donner dans l'évolution naturelle une place de plus en plus grande aux catastrophes. Cette remarque s'applique aussi bien aux théories de Lyell sur l'évolution géologique qu'à celles de Darwin sur l'évolution organique.

Il se produit une espèce de synthèse des anciennes théories catastrophiques et des nouvelles théories évolutionnistes semblable à celle que le marxisme a déjà effectué sur elles. Le marxisme distingue entre la lente évolution économique et le bouleversement subit de la superstructure politique et économique. De même beaucoup de théories modernes, tant biologiques que géologiques, reconnaissent, outre l'accumulation de modifica-

tions parfois infimes, des changements de forme soudains, profonds, des catastrophes qui ont leur origine dans l'évolution plus lente.

Un exemple remarquable nous est fourni par les observations communiquées par De Vries au dernier Congrès des sciences naturelles tenu à Hambourg. Il a trouvé que les espèces végétales et animales restent longtemps sans subir de modifications; les unes disparaissent finalement quand elles sont devenues vieilles et ne sont plus adaptées aux conditions d'existence, qui ont changé. D'autres espèces sont plus heureuses: elles « explosent » tout-à-coup, comme il le dit lui-même, pour donner naissance à nombre de formes nouvelles, dont les unes se maintiennent et se multiplient et dont les autres disparaissent parce qu'elles ne sont pas adaptées aux conditions d'existence.

Je n'ai nullement l'intention de tirer de ces observations une conclusion en faveur de la révolution. Ce serait tomber dans la même erreur que si je déduisais de la théorie de l'évolution l'impossibilité de la révolution. Mais les observations que nous avons rapportées prouvent du moins que les naturalistes eux-mêmes ne sont pas d'accord sur le rôle des catastrophes dans l'évolution géologique ou organique. Pour cette seule raison, il serait plus dangereux de déduire d'une quelconque de leurs hypothèses le rôle que doit jouer la révolution dans l'évolution sociale.

Tient-on absolument à le faire, nous répon-

drons par un exemple très vulgaire et qui est connu de chacun; nous montrerons d'une façon palpable que la nature, elle aussi, fait des sauts. Je veux parler de la naissance, de l'accouchement. Il y a là un saut. D'un seul coup, un fœtus, qui constitue une partie de l'organisme de la mère, qui partage sa circulation, qui reçoit d'elle sa nourriture, qui ne respire pas, devient un être humain indépendant, doué d'une circulation propre, qui respire et crie, prend sa nourriture propre et l'évacue par l'intestin.

Révolution et naissance procèdent donc par sauts, par bonds. Mais l'analogie de ces deux phénomènes ne s'arrête pas là. Examinons-les d'un peu plus près. Nous nous convaincrions alors que, dans la naissance, cette transformation soudaine est limitée aux fonctions. Les organes ne se développent que lentement. Il faut que leur développement ait atteint un certain degré; alors est possible le bond qui dégage leurs nouvelles fonctions. Si cet événement se produit avant que ce développement n'ait été atteint, le résultat n'est pas que les nouvelles fonctions des organes commencent, elles s'arrêtent au contraire et le nouvel être meurt. D'autre part, si le lent développement des organes dans le sein de la mère pouvait se poursuivre encore il leur était impossible de commencer leurs nouvelles fonctions avant l'acte révolutionnaire de la naissance. Celle-ci devient inévitable dès que les organes ont atteint un certain degré de développement.

Si nous observons la société, nous arrivons à la même constatation. Là encore les révolutions sont le résultat d'évolutions lentes, progressives. Là encore, ce sont les organes sociaux qui se développent lentement. Ce qui peut être modifié aussitôt d'un coup, révolutionnairement, ce sont leurs fonctions. Les chemins de fer ne se sont développés que peu à peu. Par contre, on peut d'un seul coup transformer une ligne de chemin de fer qui, comme exploitation capitaliste, ne sert qu'à enrichir un groupe de capitalistes, en une entreprise socialiste servant exclusivement au bien commun. Et de même qu'à la naissance toutes les fonctions de l'enfant doivent être révolutionnées simultanément, — circulation du sang, respiration, digestion, — de même, dans la ligne de chemin de fer, toutes les fonctions doivent être révolutionnées ensemble, d'un seul coup : toutes en effet sont très étroitement liées. On ne peut les socialiser successivement, graduellement ; on ne peut par exemple transformer aujourd'hui en fonctions publiques les fonctions de mécanicien et de chauffeur, quelques années plus tard celles des gardes-barrières, dans quelques années encore celle des caissiers et des comptables, etc. La chose est claire dans le cas d'une ligne de chemin de fer, mais il n'est pas moins absurde de vouloir socialiser graduellement les différentes fonctions d'un ministère dans un Etat centralisé. Un ministère lui aussi est un organisme ayant son unité et dont les

organes doivent coopérer. Les fonctions de l'un d'entre eux ne peuvent se modifier sans que se modifient également celles de tous les autres. Il est étrange de penser que la démocratie socialiste pourra conquérir successivement les diverses sections d'un ministère; c'est vouloir, par exemple, diviser l'accouchement en une série d'actes successifs, répartis sur plusieurs mois; dans chacune de ces périodes, un organe particulier passerait de l'état inférieur qu'il a chez le fœtus à l'état plus parfait que l'on rencontre chez l'enfant; le cordon lierait le nouveau-né à sa mère jusqu'à ce qu'il ait appris à marcher et à parler.

Ainsi donc, une ligne de chemin de fer, un ministère ne peuvent passer graduellement de la forme capitaliste à la forme socialiste. C'est d'un seul coup, dans tous leurs organes, simultanément, qu'ils peuvent devenir, d'organes du capital, organes de la classe ouvrière. Cependant, cette transformation n'est possible qu'autant que tous les organes sociaux ont atteint un certain degré de développement. Remarquons qu'ici le cas est différent s'il s'agit de la société ou de l'organisme maternel: pour la première, il est impossible d'établir scientifiquement le moment où le degré de maturité nécessaire est atteint.

D'autre part, la naissance ne marque pas la fin du développement des organes, mais, au contraire, le début de leur nouvelle évolution. L'enfant est placé dans de nouvelles conditions. De nouveaux organes se créent; ceux qui existent dé-

jà continuent à se parfaire. Les dents poussent, les yeux apprennent à voir, les mains saisissent, les jambes marchent, la bouche parle, etc. Une révolution sociale ne peut donc constituer le terme de l'évolution sociale; elle est l'origine d'un nouveau développement. Une révolution socialiste peut, d'un seul coup, faire passer une fabrique, propriété capitaliste, dans la propriété sociale. Mais ce n'est que graduellement, au cours d'une évolution se poursuivant lentement, qu'on peut transformer la fabrique où sévit un travail forcé, monotone, rebutant, en un lieu séduisant où, joyeusement, l'homme exercerait son activité. Une révolution socialiste pourrait aussi faire entrer d'un seul coup dans la propriété sociale les grandes exploitations agricoles. Mais, par contre, dans les régions où règne la petite exploitation paysanne, il faut commencer par créer les organes d'une production sociale, socialiste: ce ne peut être le résultat que d'une lente évolution.

Nous le voyons: l'analogie entre la naissance et la révolution se poursuit assez longuement, cela ne prouve que ceci: on a tort quand, se réclamant de la nature, on affirme que la révolution sociale est nécessairement chose absurde, monstrueuse. Mais nous l'avons déjà dit, nous n'avons pas le droit de déduire des procès naturels des conclusions s'appliquant directement aux procès sociaux. Nous n'avons donc nullement le droit de

poursuivre et, nous fondant sur cette analogie, de conclure ainsi: de même que tout animal doit passer par une catastrophe pour arriver à un degré supérieur de développement (subir la naissance ou briser la coquille de l'œuf), de même une société ne peut s'élever à un degré supérieur que grâce à une catastrophe.

---

## CHAPITRE III

---

### Les révolutions dans l'antiquité et au Moyen âge

---

Des analogies tirées de l'histoire naturelle ne nous autorisent pas à décider si la révolution est ou non une nécessité. Nous ne pouvons trancher la question qu'en étudiant les faits que nous offre l'évolution sociale. Un simple coup d'œil suffit à nous montrer que la révolution sociale, au sens étroit où nous l'entendons ici, n'est nullement la conséquence nécessaire de toute évolution sociale. Avant même l'apparition des antagonismes de classe et du pouvoir politique, il existait une évolution sociale. Mais, à ce stade, une conquête du pouvoir politique, une révolution sociale étaient naturellement impossibles.

Même après que se fussent constitués ces antagonismes de classe et le pouvoir politique, pendant longtemps encore, nous ne trouvons rien, ni dans l'antiquité ni au Moyen âge, qui réponde à notre conception de la révolution sociale. Nous rencontrons bien des luttes de classes exaspérées,

nombre de guerres civiles et de catastrophes politiques; mais nous voyons qu'aucune d'elles n'a amené une rénovation profonde et durable des conditions de propriété, n'a, par suite, institué une forme nouvelle de société.

A mon sens, les raisons en sont les suivantes: dans l'antiquité et même au Moyen âge, la commune était le centre de la vie économique et politique. Toute commune formait une communauté se suffisant à elle-même, sur tous les points essentiels. Elle n'était rattachée au monde extérieur que par des liens fort lâches. De grands Etats n'étaient que des agglomérations de communes. Une dynastie, une commune plus puissante, en en dominant, en en exploitant d'autres maintenaient l'union. Chacune d'elles jouissait d'une évolution économique propre qui répondait aux conditions locales particulières. Aussi, toutes avaient-elles leurs luttes de classes spéciales. A cette époque, les révolutions politiques n'étaient que des révolutions communales. Il était de prime abord impossible de bouleverser par une révolution politique toute la vie sociale d'une grande région.

Dans un mouvement social, plus est faible le nombre des individus qui y participent, moins est forte la mesure où la masse s'y rallie, et moins aussi arrive à prévaloir ce qui a un caractère général, tout ce qui se produit en vertu d'une loi; le fortuit, le personnel l'emportent. La diversité des luttes de classes dans les diffé-

rentes communes ne pouvait qu'exagérer encore ce phénomène. Les masses n'intervenant pas dans ces luttes, le fortuit et le personnel masquant tout ce qui a un caractère général, tout ce qui se produit en vertu d'une loi, la connaissance profonde des buts, des causes sociales des mouvements de classes, devenait impossible. Quelque grande qu'ait été la philosophie grecque, l'économie scientifique lui resta toujours étrangère. Aristote n'a donné que des essais. Dans le domaine économique, les Grecs et les Romains ont surtout produit des instructions pratiques d'économie domestique, concernant spécialement les exploitations agricoles, telles que Varron et Xénophon en ont composées.

Les causes sociales profondes de la situation des diverses classes restaient donc ignorées. Les actes de personnages isolés, les incidents locaux les masquaient. Rien de surprenant dès lors que les classes opprimées, dès qu'elles avaient conquis le pouvoir politique, s'en servissent pour écarter certaines personnalités, pour abolir quelques institutions locales. Elles n'allèrent jamais jusqu'à instituer une nouvelle forme de société.

Mais la lenteur de l'évolution économique formait la cause principale qui contrariait ces efforts révolutionnaires. Elle se poursuivait sans qu'on s'en aperçût. Paysans, artisans, tous travaillaient suivant la coutume de leurs pères et de leurs ancêtres. Les procédés anciens, ayant fait leurs preuves, étaient seuls parfaits. Tentait-on

quelque chose de nouveau, on cherchait à se persuader soi-même et aux autres que l'on revenait seulement à une tradition oubliée. Les progrès de la technique ne faisaient pas sentir le besoin de nouvelles formes de propriété: ils consistaient uniquement dans les progrès de la division du travail social, dans la division d'une industrie en plusieurs. Mais dans chacune des nouvelles branches, c'était toujours le travail de l'artisan qui s'exerçait comme dans les anciennes, les moyens de production restaient insignifiants, l'habileté manuelle était décisive. Nous rencontrons bien, à côté des paysans et des artisans, de grandes exploitations, — industrielles même, à la fin de l'antiquité, — mais elles étaient confiées aux esclaves qui, comme des étrangers, restaient en dehors de la communauté. Ce ne sont que des entreprises de luxe qui ne peuvent développer aucune force économique particulière, sauf momentanément, aux époques des grandes guerres qui ruinent l'agriculture et font baisser l'esclave de prix. Une forme économique supérieure, un nouvel idéal social ne peuvent sortir d'un régime fondé sur l'esclavage.

Les seules formes du capital qui se développent dans l'antiquité et au Moyen âge sont le capital usuraire et le capital commercial. A certains moments, tous deux peuvent provoquer des modifications économiques rapides. Mais le second ne peut que favoriser la division des anciennes industries en d'autres plus nombreuses et accéléré-

rer le progrès des grandes entreprises fondées sur le travail servile. Le capital usuraire n'exerça qu'une influence perturbatrice sur les formes de production existantes, sans en créer de nouvelles. La lutte contre le capital usuraire et contre les grandes exploitations agricoles confiées aux esclaves fit naître parfois des luttes politiques qui ressemblent aux révolutions sociales de notre époque. Mais elles ont pour unique but le rétablissement d'un état antérieur; elles ne tendent pas à une rénovation sociale. Ce fut le cas pour l'amortissement des dettes que Solon sut mener à bonne fin au profit des paysans de l'Attique. Il en est de même des mouvements des paysans et prolétaires romains auxquels les Gracques ont donné leur nom.

A toutes les causes, — lenteur de l'évolution économique, ignorance des rapports sociaux les plus profonds, éparpillement de la vie politique dans de nombreuses communes, toutes différentes, — venait s'en ajouter une autre : dans l'antiquité classique et au Moyen âge, les moyens de réduire une classe naissante étaient relativement faibles. La bureaucratie n'existait pas, du moins là où la vie politique était active et où les luttes de classe étaient menées le plus énergiquement. Dans le monde romain, par exemple, la bureaucratie ne se développa qu'à l'époque impériale. Dans les diverses communes, les relations intérieures, celles qu'elles entretenaient avec leurs voisines, étaient simples, faciles à surveiller,

et cet office n'exigeait pas de connaissances spéciales. Les classes dominantes n'avaient donc pas de peine à trouver dans leur sein les fonctionnaires publics nécessaires. D'ailleurs, la domination s'accompagnait de loisirs et l'on s'occupait d'art, de philosophie, de politique. Ces classes ne se contentaient pas de régner, elles gouvernaient aussi.

D'autre part, la masse du peuple n'était pas absolument sans défense. Au plus beau temps de l'antiquité classique, le système des milices était en vigueur. Chaque citoyen portait les armes. Une très légère modification dans la puissance des classes suffisait souvent dans ces conditions pour appeler au pouvoir un nouveau groupe de citoyens. Il était difficile que les antagonismes prissent un caractère aigu, assez accusé du moins pour que les classes opprimées songeassent sérieusement à bouleverser complètement l'ordre existant; les groupes oppresseurs ne s'attachaient pas avec trop d'opiniâtreté à tous leurs privilèges. De plus, comme nous l'avons déjà remarqué, les révolutions politiques tendaient surtout à remédier à des inconvénients isolés, à écarter certains personnages. Aussi n'était-il pas rare que des compromis réussissent à prévenir de semblables révolutions.

De tous les grands Etats modernes, l'Angleterre est celui qui, sinon au point de vue économique, du moins dans ses formes politiques, est resté le plus près du Moyen âge. La démocratie

et le militarisme s'y sont peu développés. Elle possède une aristocratie qui ne se contente pas de régner, mais gouverne. Aussi, dans ce grand Etat moderne, les efforts des classes opprimées se bornent-ils souvent à remédier à des maux particuliers et ne s'attaquent pas à tout le système social. C'est chez elles que l'on s'attache surtout à prévenir les révolutions par des compromis.

L'armement général du peuple ne favorisait donc pas les grandes révolutions sociales. Mais, d'un autre côté, il produisait ce résultat : pour les causes les plus futiles, les classes avaient recours aux armes. Les soulèvements violents, les guerres civiles ne font pas défaut dans l'antiquité et au Moyen âge. Souvent les luttes sont furieuses et elles aboutissent à l'exil, à l'expropriation, et même au massacre des vaincus. Si c'est dans la violence que l'on cherche le caractère de la révolution sociale, on ne manquera pas de rencontrer beaucoup de mouvements de cette espèce aux époques qui nous ont précédés. Mais si l'on pense qu'il y a révolution sociale seulement quand la conquête du pouvoir politique par une classe, opprimée jusque-là, bouleverse la superstructure juridique et économique de la société et, en particulier, les rapports de propriété, il en est autrement ; on ne découvrira pas de révolution sociale dans ces périodes. Le développement social y procède par bonds, pièce par pièce. Il ne se concentre pas en quelques grandes catastrophes. Il se fractionne à l'infini, paraît

manquer de cohérence et de continuité, ne cesse de varier en se renouvelant, se poursuit inconsciemment. La plus grande transformation sociale qu'aient vu l'antiquité et le Moyen âge, l'abolition de l'esclavage en Europe, se produit si insensiblement que les contemporains n'y donnent point garde; on est obligé aujourd'hui de reconstruire ce procès à l'aide d'hypothèses.

---

## CHAPITRE IV

---

### La Révolution sociale de la période capitaliste

---

L'aspect change complètement dès que se développe le mode de production capitaliste. Si je voulais ici exposer son mécanisme, énumérer ses conséquences, l'entreprise nous entraînerait trop loin; je ne ferais d'ailleurs que répéter ce que chacun sait. Bref, ce mode de production crée l'Etat moderne qui met fin à l'indépendance politique des communes et des districts; d'autre part, leur indépendance économique cesse d'exister. Chacune d'elles devient la partie d'un tout, perd ses privilèges, son caractère spécial, le nivellement est général, toutes sont soumises à la même législation, aux mêmes impôts, aux mêmes juridictions, à la même administration. Aussi l'Etat moderne doit-il s'efforcer de compléter les autres égalités par l'égalité dans le langage.

L'influence exercée par l'autorité publique sur la vie sociale est toute différente de ce qu'elle était dans l'antiquité et au Moyen âge. Dans

un grand Etat moderne, toute modification politique importante agit profondément sur une sphère énorme, également, d'un seul coup. La conquête du pouvoir politique par une classe opprimée jusqu'alors doit donc entraîner des effets sociaux bien différents des conséquences qu'elle aurait eues autrefois.

Ensuite, la puissance, les moyens dont dispose l'Etat moderne se sont accrus dans des proportions énormes. La révolution technique amenée par le capitalisme s'étend à la technique des armes de guerre. Depuis la Réforme, elles ne cessent de devenir plus parfaites, mais aussi plus coûteuses. Elles rentrent parmi les privilèges de l'autorité publique. Ce seul fait suffit à séparer l'armée de la nation alors même que l'obligation du service militaire est générale quand elle n'est pas complétée par l'armement général du peuple, ce qui n'est le cas dans aucun grand Etat. Partout les chefs militaires sont des soldats de profession, séparés de la nation et formant une caste privilégiée.

Mais la puissance économique, les moyens économiques dont dispose un Etat moderne centralisé sont, eux aussi, énormes si on les compare aux forces de cette nature que possédaient les groupements politiques antérieurs. L'Etat moderne concentre la richesse d'un domaine énorme dont les moyens techniques accessoires laissent bien loin derrière eux ceux des civilisations les plus avancées de l'antiquité.

Il possède en outre une bureaucratie centralisée inconnue autrefois. Les devoirs de l'Etat se sont multipliés si effroyablement qu'il est impossible de les exercer sans une large division du travail et des connaissances professionnelles fort étendues. Le mode de production capitaliste prive les classes dominantes des loisirs dont elles jouissaient. Bien que ne produisant pas et vivant de l'exploitation des classes productrices, leur parasitisme n'est pas oisif. Grâce à la concurrence, à ce ressort de la vie économique actuelle, les exploités se voient contraints de sans cesse se livrer mutuellement les combats les plus exténuants qui menacent les vaincus d'un anéantissement complet.

Mais les capitalistes n'ont ni le temps, ni la tranquillité, ni les connaissances préliminaires indispensables pour s'occuper d'art ou de science. Les conditions préalables d'une participation régulière à l'administration des affaires publiques leur font même défaut. Comme l'art et comme la science, cet office cesse d'être exercé par les classes dominantes. Elles l'abandonnent à des salariés, aux bureaucrates. La classe capitaliste règne mais ne gouverne pas. Elle se contente de commander au gouvernement. La noblesse féodale à son déclin, en devenant une noblesse de cour, s'est satisfaite du même emploi. Mais ce qui, chez elle, est le produit de la corruption, de la renonciation à ses fonctions sociales découle, au contraire, pour la classe capitaliste,

de ses devoirs sociaux, appartient à son essence.

Quand une classe jouit d'une puissance si considérable, elle peut se maintenir longtemps après qu'elle est devenue superflue et même nuisible. Et plus l'autorité publique est forte, plus aussi une classe dominante s'en prévaudra, plus elle s'attachera opiniâtement à ses privilèges, moins elle sera disposée à des concessions. Mais assurer ainsi sa domination, c'est donner encore plus d'acuité aux antagonismes de classe, c'est ménager un caractère d'autant plus violent à la catastrophe politique quand elle finira par se produire. Les bouleversements sociaux qui en découleront en seront plus profonds. La conquête du pouvoir politique par une classe opprimée se transformera d'autant mieux en une révolution sociale.

Mais en même temps les classes en lutte voient de plus en plus nettement les conséquences sociales de leurs luttes politiques. Dans le mode de production capitaliste, le mouvement du développement économique s'accélère excessivement. La révolution économique préparée par l'époque des découvertes, se continua par l'introduction de la machine dans l'industrie. Depuis ce moment notre situation économique est soumise à un changement continuel: tout ce qui est ancien disparaît rapidement, les nouveautés se succèdent à court intervalle. Le vieux, le traditionnel cesse de passer pour garanti, respectable, intangible, il devient synonyme d'imparfait, d'insuffisant, de

suranné. Cette manière de voir s'étend en dehors de la vie économique, à l'art, à la science, à la politique. Si auparavant on s'en tenait à l'ancien sans examen, on le rejette aujourd'hui volontiers sans examen, simplement parce que c'est ancien, et la durée nécessaire pour vieillir et démoder une machine, une institution, une théorie, une tendance d'art, devient de plus en plus courte. Et si l'on travaillait autrefois avec la conscience de travailler pour l'éternité, avec tout le dévouement que donne cette conscience, on travaille aujourd'hui pour l'effet fugace d'un moment, on le sait, et le travail se fait à la légère. Aussi nos produits ne sont pas seulement vite démodés, mais ils sont au bout de peu de temps effectivement hors d'usage.

Le nouveau est ce que nous observons tout d'abord, ce que nous étudions le plus à fond. Le traditionnel, le banal semblent tout naturels. Il est certain que les hommes ont médité bien plus tôt sur les éclipses de soleil que sur le lever et le coucher de cet astre. De même, les phénomènes sociaux n'ont pas dû vivement solliciter la curiosité, tant qu'ils étaient traditionnels, naturels. Mais cette curiosité dut s'éveiller dès que la vie sociale présenta des formes nouvelles, de l'inouï. Ce qui a tout d'abord provoqué l'observation scientifique au xvii<sup>e</sup> siècle, ce ne fut pas l'économie féodale traditionnelle, mais le capitalisme naissant à côté d'elle.

Un autre facteur vint encore davantage stimu-

ler la science économique : la production capitaliste est la production par masse : le type de l'Etat capitaliste moderne est le grand Etat. L'économie moderne comme la politique moderne, n'a à s'occuper que de *phénomènes de masses*. Mais plus se multiplient les observations de semblables phénomènes, et plus ressortira ce qu'ils contiennent de général, de régulier, plus s'effacera ce qu'ils ont d'individuel, de fortuit, et plus il sera facile de déterminer les lois auxquelles ils obéissent. L'observation en masse des phénomènes sociaux, faite méthodiquement, constitue la statistique ; la sociologie a son point de départ dans l'économie politique et son point culminant dans la conception matérialiste de l'histoire ; l'une et l'autre science ne sont devenues possibles qu'avec le mode de production capitaliste. C'est alors seulement que les classes ont pu avoir pleinement conscience de l'importance sociale de leurs luttes, alors seulement qu'elles pouvaient se proposer de grands buts sociaux, qui ne seraient plus des songes creux, de vains désirs, venant échouer contre la brutalité des faits, mais qui résulteraient de la connaissance scientifique de ce qui est économiquement possible et nécessaire. Cette connaissance scientifique peut, à la vérité, être erronée, les conclusions qu'on en tire peuvent souvent être illusives. Mais quelques grandes que puissent être parfois ces erreurs, elles ne peuvent effacer le caractère de toute science véritable, celui de

tendre vers la synthétisation de tous les phénomènes dans un tout homogène. C'est ainsi que la sociologie nous apprend que la société entière forme un organisme homogène dont on ne peut pas, séparément et arbitrairement, modifier certaines parties. La critique théorique des classes socialement opprimées ne se dirige plus désormais uniquement contre certaines personnes, contre certaines institutions, mais contre *toute la société actuelle*, et grâce à cette connaissance nouvelle toute classe opprimée qui conquiert le pouvoir politique est poussée à renverser les fondements mêmes de la société.

La société capitaliste, qui est née de la Révolution de 1789 et des révolutions subséquentes, avait déjà été conçue, dans ses lignes principales, par les physiocrates et par leurs successeurs anglais.

C'est sur cette diversité entre l'Etat et la société d'aujourd'hui et les organisations de l'antiquité et du Moyen âge que repose la diversité dans les formes de leur évolution: là-bas, l'inconscience prédomine: d'innombrables petites communes, à des degrés de développement très différents, s'usent en luttes, en rébellions, en conflits locaux permanents au sujet des personnes; ici, la conscience publique s'affirme de plus en plus, on connaît le grand but social vers lequel on tend, il est établi et propagé par une active critique scientifique. Les révolutions politiques deviennent plus rares, mais elles ont plus

d'ampleur et des conséquences sociales plus importantes.

C'est la Réforme qui, appartenant à la fois aux temps modernes et au Moyen âge, fait la transition des guerres civiles antiques et moyenâgeuses à la révolution moderne, à la révolution sociale dans le sens que nous avons indiqué au début de cette conférence. La révolution d'Angleterre du milieu du xvii<sup>e</sup> siècle se rapproche déjà plus de la révolution moderne ; la grande révolution française de 1789 est le type classique de la révolution sociale ; les révolutions de 1830 et de 1848 n'en sont que de faibles échos.

La révolution sociale, dans le sens employé ici, est, pour la société et pour l'Etat capitalistes, un stade particulier de leur évolution sociale. Ce stade ne se présente pas avant le capitalisme, parce qu'alors le cadre politique était trop étroit et l'idée sociale trop peu développée. Il disparaîtra avec le capitalisme, puisque celui-ci ne peut être vaincu que par le prolétariat qui, comme classe inférieure devra employer sa domination à faire disparaître toute distinction de classes et, par suite, la condition préalable de toute révolution sociale.

Voici maintenant une grosse question, une question qui nous agite profondément aujourd'hui, parce qu'elle a une grande influence sur notre conduite pratique du moment : le temps de la révolution sociale est-il déjà passé ou non ? Les conditions politiques sont-elles réalisées, qui

permettront de passer du capitalisme au socialisme sans révolution politique, sans la conquête de la puissance politique par le prolétariat, ou bien avons-nous encore à attendre une époque de luttes décisives pour la possession de cette puissance, une époque de révolution ? L'idée d'une révolution sociale est-elle une de ces idées surannées qui ne hantent plus que les adorateurs irréflechis de conceptions toutes faites ou les démagogues avides des applaudissements des foules ignorantes, et doit-elle être repoussée par tout honnête homme, observant, sans parti pris, les faits sociaux de nos jours ? Voilà la question. C'est certainement une question importante ; elle mérite qu'on s'y arrête.

Nous avons trouvé que la révolution sociale est le produit de certaines conditions historiques préalables. Elle ne suppose pas seulement des antagonismes de classes excessivement tendus, mais aussi un grand Etat national qui a aboli tous les droits particuliers des communes et des provinces, et qui se développe avec son mode de production niveleur de tout particularisme ; il faut de plus une autorité fortifiée par la bureaucratie et le militarisme, une connaissance de l'économie politique, et un progrès économique accéléré.

Aucun de ces facteurs de la révolution sociale ne s'est affaibli dans ces derniers temps ; tous, au contraire, ont gagné en puissance. Jamais l'évolution économique n'a été plus rapide. La science économique, si elle n'est pas toujours très appro-

fondie, se répand de plus en plus, grâce à la presse. Jamais il n'y a eu une telle diffusion des idées économiques, jamais classes dominantes et masses populaires n'ont été autant en état de voir les conséquences les plus lointaines de leurs faits et gestes. Cela montre déjà que ce ne sera pas sans nous en apercevoir que nous passerons du capitalisme au socialisme, que nous ne pourrons pas miner lentement la domination des classes exploitantes, que celles-ci n'en ignoreront pas, qu'elles se mettront sur la défensive et qu'elles emploieront toute la puissance dont elles disposent pour maintenir dans l'abaissement le prolétariat grandissant en force et en influence.

Si l'on n'a jamais eu une idée aussi nette des rapports sociaux qu'aujourd'hui, l'autorité non plus n'a jamais été aussi puissante ; jamais ses ressources militaires, administratives et économiques ne se sont aussi puissamment développées. D'où il résulte que le prolétariat en devenant maître du gouvernement, sera assez fort pour entreprendre immédiatement de grandes réformes sociales, mais il en résulte aussi que les classes actuellement dominantes pourront, avec l'aide du pouvoir, prolonger leur existence et l'exploitation des classes laborieuses encore longtemps après que leur nécessité économique aura cessé. Mais plus les classes dominantes s'appuieront sur la machine gouvernementale, plus elles s'en serviront pour exploiter et opprimer, et plus grandira l'exaspération du prolétariat contre

elles, plus s'avivera la haine des classes et plus on mettra d'acharnement à s'emparer de cette machinerie gouvernementale. A quoi l'on a objecté que dans cette manière de voir on ne tient pas compte des phénomènes sociaux les plus récents qui montrent clairement que l'évolution suit une autre marche. L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie loin de grandir va en s'affaiblissant, et dans tous les Etats modernes il y a assez d'institutions démocratiques qui permettent au prolétariat de gagner sinon le pouvoir, du moins un pouvoir de plus en plus grand et par conséquent aucune révolution sociale n'est nécessaire. Voyons jusqu'à quel point ces objections sont fondées.

---

## CHAPITRE V

---

### L'atténuation des antagonismes de classe

---

Considérons d'abord la première objection: « l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat s'affaiblit ». Je fais abstraction ici des crises industrielles dont la décroissance a été affirmée il y a quelques années. Depuis, cette opinion a été si violemment contredite par les faits les plus évidents que je puis m'abstenir de la discuter; d'ailleurs sa réfutation m'entraînerait trop loin. Je ne contribuerai pas davantage à prolonger les débats sur une théorie dont nous sommes rebattus: celle des partisans de la misère croissante. Avec un peu d'habileté, on peut, si on le veut, la développer à l'infini, mais on ne fait alors qu'entasser des commentaires sur le terme « misère », on ne constate pas de faits précis. Tous les socialistes admettent unanimement que le mode de production capitaliste, abandonné à lui-même, a pour conséquence un accroissement de la misère physique. Mais nous sommes également tous convaincus que, maintenant déjà,

dans la société actuelle, l'organisation de la classe ouvrière et l'intervention de l'Etat sont capables d'endiguer cette misère. Nous sommes enfin d'accord pour penser que l'on doit attendre l'émancipation du prolétariat non de son abaissement croissant, mais de l'augmentation de sa force.

L'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat s'accuse-t-il davantage? C'est là une autre question. Il nous faut examiner d'abord si le degré d'exploitation s'élève.

Marx a démontré, il y a déjà plus d'une génération, que l'exploitation augmentait et, à ma connaissance, personne n'a encore prouvé le contraire. Pour pouvoir contester ce fait que le prolétariat est de plus en plus exploité, il faudrait avoir commencé par réfuter le *Capital* de Marx.

On m'objectera, peut-être, que c'est là de la haute théorie; mais que l'on n'admet comme vrai, comme démontré que ce que l'on peut toucher de la main. On ne m'oppose pas de lois économiques mais des données statistiques. A vrai dire, ces chiffres ne sont pas faciles à recueillir. Personne n'a jamais songé à établir statistiquement non seulement le total des salaires, mais le total des profits. Un coffre-fort est un château-fort, et le bourgeois le plus timide, le plus doux, le défend comme un lion contre toute incursion administrative.

On n'en a pas moins tenté de calculer quel était l'accroissement subi par les salaires et par les autres revenus. Nous renvoyons ici à l'une de ces

études, la dernière en date, à notre connaissance. Son auteur est A.-L. Bowley qui, en mars 1895, fit à Londres une conférence sur ce sujet devant la *Société de statistique* (insérée dans le *Journal de la Société*, juin 1895, p. 224-285). Nous lui empruntons le tableau suivant:

ANNÉES	Total du revenu annuel provenant de salaires		Revenu ne provenant pas de salaires			
	Montant en millions de livres sterling	‰ du total du revenu national	Soumis à l'impôt sur le revenu		Non soumis à l'impôt sur le revenu	
			Montant en millions de livres sterling	‰ du total du revenu national	Montant en millions de livres sterling	‰ du total du revenu national
1860	392	47	376	45 1/3	64	7 2/3
1866	464	45	485	47	81	8
1870	486	44 1/2	521	48	85	7 1/2
1874	609	45 1/4	635	47 1/4	100	7 1/2
1877	591	43	652	47 1/2	130	9 1/2
1880	567	42	652	48 1/2	126	9 1/2
1883	609	42 2/3	696	49	122	8 1/3
1886	605	42	715	49 1/2	125	8 1/2
1891	699	43 1/2	782	48 1/2	130	8

Ce tableau suggère bien des réflexions. Il me semble trop optimiste, et le total des salaires y apparaît plus considérable qu'il n'a été en réalité.

Dans le calcul de ce total, l'auteur ne tient pas compte du chômage; il admet en outre que dans la classe ouvrière des moments importants restent égaux d'ailleurs quand il ne peut pas établir

les variations. Comme statisticien, il a sans doute le droit d'agir ainsi; mais ces moments tournent toujours de plus en plus au détriment des classes laborieuses. Citons par exemple la proportion entre le travail féminin et le travail masculin, entre le travail qualifié (skilled) et le travail non qualifié.

Ce qui est plus grave, c'est que le calcul ne porte que sur quelques branches de travail qui toutes, sauf celle des ouvriers agricoles, sont puissamment organisées en syndicats. De plus, l'auteur admet sans examen que la situation de la classe ouvrière tout entière s'est améliorée, et a suivi en moyenne le sort des travailleurs organisés syndicalement qui, même en Angleterre, comprennent au plus le cinquième de toute leur classe. Il n'est pas sans intérêt d'examiner les variations des salaires dans ces différentes catégories. Le niveau du salaire comparé à celui de 1860 (celui-ci étant posé = 100) est le suivant :

	1860	1861	1870	1874	1877	1880	1883	1886	1891
Ouvriers agricoles....	100	105	107	130	132	122	117	111	118
Ouvriers du bâtiment.	100	116	116	126	128	125	125	126	128
Industrie du coton....	100	125	125	148	148	134	146	155	176
Industrie de la laine..	100	106	112	121	130	126	120	115	115
Industrie du fer .....	100	127	127	143	112	112	110	100	124
Constr <sup>on</sup> de machines.	100	108	110	124	123	120	127	126	126
Ouvriers du gaz .....	100	115	120	125	128	128	130	130	149
Matelots .....	100	113	103	129	123	102	118	110	143
Mineurs.....	100	?	100	150	115	100	115	100	150
Moyenne.....	100	113	113	138	132	124	130	125	140

Nous le voyons: l'élévation des salaires de 40 p. 100 pour la période de 1860 à 1891, qui, pour Bowley, atteint toute la classe ouvrière d'Angleterre, n'intéresse même pas toute l'aristocratie du travail, à l'exception des ouvriers de l'industrie cotonnière qui, en Angleterre, ne perdent rien à être conservateurs et sont présentés comme des modèles par tous les rêveurs de « paix sociale ». En 1891, la moyenne n'a été dépassée que par les ouvriers du gaz, les matelots et les mineurs. Les premiers sont redevables de ce progrès d'abord à la politique qui, dans les grandes villes, a fait profiter les travailleurs municipaux de bien des améliorations. Pour les ouvriers du gaz, des considérations de concurrence et l'exploitation par le capital privé entrent fort peu en ligne de compte. D'autre part, le relèvement de 1891 est dû peut-être à l'influence du nouvel unionisme, qui éveilla de si vastes espérances pour bientôt se perdre dans le sable. Plus encore que chez les ouvriers du gaz, l'élévation des salaires en 1891 pour les matelots et les mineurs paraît soudaine, insolite, presque fortuite. En 1886, le niveau était le même qu'en 1860, en 1891 il avait haussé de 50 p. 100. On ne peut appeler cette variation un progrès certain. Mais chez les travailleurs du bâtiment, de la laine et du fer, l'accroissement des salaires reste depuis 1860 bien inférieur à la moyenne. Bowley voudrait donc nous faire accepter que les salaires de l'ensemble des ouvriers anglais non organisés se sont élevés de 40 p. 100,

supérieures ont amélioré leur manière de vivre; c'est leur exemple qui excite l'avidité des couches inférieures.

Ce progrès est beaucoup plus rapide pour les bourgeois que pour les prolétaires. Nous pouvons nous en rendre compte à chaque pas. Les habitations ouvrières ne se sont pas beaucoup améliorées depuis 50 ans, tandis qu'aujourd'hui l'appartement d'un bourgeois est fastueux si on le compare à un logement bourgeois ordinaire de cette époque. Un wagon de troisième classe actuel et un wagon d'il y a 50 ans ne diffèrent pas beaucoup pour l'aménagement intérieur. Mais comparez un compartiment de première classe datant de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avec un coupé d'un de nos trains de luxe. Je ne crois pas que les matelots d'un transatlantique soient beaucoup mieux logés qu'il y a 50 ans, mais le luxe que l'on déploie dans le salon des passagers aurait été inouï à cette date, même dans un bâtiment de plaisance princier.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur l'élévation du degré d'exploitation du prolétariat. Mais ce facteur économique ne serait-il pas compensé par le rapprochement politique des classes qui s'effectue de plus en plus? Est-ce qu'au point de vue politique et au point de vue social le bourgeois ne reconnaît pas de plus en plus son égal dans l'ouvrier?

Pas de doute à ce sujet. Le prolétariat voit croître rapidement son crédit.

Dans son essor économique, il est dépassé par la bourgeoisie, aussi le mécontentement et l'envie ne manquent-ils pas de se développer. Mais, par contre, le développement rapide et ininterrompu du prolétariat dans le domaine intellectuel et moral est peut-être le phénomène le plus surprenant de ces cinquante dernières années.

Il y a quelques dizaines d'années encore le niveau du prolétariat était si bas que des socialistes mêmes, redoutaient sa victoire, craignaient qu'elle n'eût les plus funestes conséquences pour la civilisation. Après 1850, Rodbertus écrivait :

« Le danger qui nous menace le plus est qu'une nouvelle invasion des barbares, née cette fois au sein même de la société, n'anéantisse le foyer de la civilisation et de la richesse ».

A cette même époque, Henri Heine déclarait que l'avenir appartenait aux communistes : « J'avouais que l'avenir était aux communistes, — mais je le faisais sur le ton de l'appréhension, de la crainte la plus vive, et, hélas, ce n'était nullement une feinte. En fait, ce n'est qu'avec terreur et en frissonnant que je pense à l'époque où ces sauvages iconoclastes arriveront au pouvoir; de leurs mains calleuses ils briseront toutes les images de beauté, » etc.

On sait qu'il en a été tout autrement. Ce n'est pas le prolétariat qui met aujourd'hui la civilisation moderne en péril. Le communiste est précisément le soutien le plus sûr de la science et de l'art, et les communistes ont combattu en leur

faveur à mainte reprise et de la façon la plus décidée.

La crainte qui, après la chute de Paris, régnait encore sur tout le monde bourgeois, tend à s'évanouir rapidement. On redoutait que, victorieux, le prolétariat ne s'établît dans notre civilisation comme les Vandales des invasions, pour fonder sur un monceau de ruines un empire d'une barbarie ascétique.

Cette appréhension disparaît donc, et c'est peut-être en partie pour cette raison que les intellectuels bourgeois accordent de plus en plus leurs sympathies au prolétariat et au socialisme.

De même que le prolétariat, la classe des intellectuels est encore une des particularités du mode de production capitaliste. J'en ai déjà fait plus haut la remarque: ce mode occupe si bien les classes dominantes qu'il ne leur reste plus ni le goût ni le loisir d'assurer l'administration des affaires publiques ou de se consacrer aux arts et aux sciences comme le firent l'aristocratie athénienne ou le clergé au plus beau temps de l'Eglise catholique. L'activité intellectuelle la plus élevée, réservée jadis aux classes dominantes, est abandonnée aujourd'hui à des travailleurs salariés, et le nombre de ces fonctionnaires, ingénieurs, artistes, savants de profession, ne cesse de s'accroître rapidement.

Ils forment la classe de ce qu'on appelle les « intellectuels », la « nouvelle classe moyenne ».

Mais elle se distingue surtout de l'ancienne bourgeoisie par l'absence d'une conscience de classe spéciale. Quelques-unes de ces couches possèdent bien une certaine conscience professionnelle, d'état, et surtout une certaine vanité professionnelle, mais les intérêts sont trop spéciaux pour qu'ils puissent donner naissance à une conscience de classe commune. Ses membres se rallient aux classes et aux partis les plus différents; ils leur fournissent leurs défenseurs intellectuels. Les uns combattent pour les intérêts des classes dominantes au service desquelles beaucoup d'intellectuels sont tenus d'entrer par profession. D'autres ont fait leur la cause du prolétariat. Mais la plupart sont restés enfermés jusqu'ici dans le cercle d'idées des petits-bourgeois. Beaucoup d'entre eux ont leur origine dans la petite bourgeoisie; de plus, leur situation dans la société a de l'analogie avec celle de la petite bourgeoisie, ils forment une classe intermédiaire entre le prolétariat et les classes dominantes.

Ce sont ces couches qui, comme nous l'avons fait observer plus haut, témoignent de plus en plus de sympathie au prolétariat et au socialisme. Elles n'ont pas d'intérêt de classe précis, par profession elles sont très accessibles aux vues scientifiques; aussi des considérations intellectuelles peuvent-elles très bien les amener à certains partis politiques. La banqueroute théorique de l'économie bourgeoise, la supériorité théorique du socialisme devaient forcément leur apparaître.

Les intellectuels sentent également que les autres classes cherchent à ravalier toujours la science et l'art; de plus, comparé surtout à la décadence fatale du libéralisme, le succès, le progrès irrésistible de la démocratie socialiste en impose à plus d'un. La sympathie pour les ouvriers, le socialisme deviennent populaires chez les gens instruits. Il n'existe peut-être pas de salon où l'on ne se heurte à un ou à plusieurs socialistes.

Si ces cercles d'hommes cultivés signifiaient la bourgeoisie, sans doute nous aurions partie gagnée, et la révolution sociale serait superflue. On pourrait fort bien s'arranger à l'amiable avec eux; l'évolution lente, silencieuse, n'a pas à redouter de leur part quelque empêchement violent.

Mais ils ne forment qu'une partie de la bourgeoisie. Ils écrivent, il est vrai, et parlent en son nom, mais ne déterminent pas son action. C'est sur ses actes et non sur ses paroles que l'on juge une classe ou un homme.

De plus, cette fraction de la bourgeoisie qui témoigne des sympathies prolétariennes en forme la partie la moins propre au combat et la moins combative.

Autrefois certes, quand, même dans la masse des gens cultivés, le socialisme était flétri comme un crime, comme une démence, les éléments bourgeois ne pouvaient venir au mouvement socialiste qu'en rompant avec tout leur monde. Quiconque abandonnait alors les sphères bour-

geoisés pour aller au socialisme avait besoin, pour le faire, d'une énergie, d'une passion et d'une conviction révolutionnaires beaucoup plus grande qu'il n'en fallait à un prolétaire. Et, en thèse générale, ces éléments étaient les membres les plus révolutionnaires du parti et nourrissaient les idées les plus radicales.

Il en est tout autrement aujourd'hui : le socialisme est accepté dans les salons, il n'est plus besoin d'une énergie particulière, il n'est plus nécessaire de rompre avec la société bourgeoise pour porter le nom de socialiste. Rien d'étonnant dès lors que ces nouveaux venus restent imbus des idées et des sentiments traditionnels de leur classe.

Mais les méthodes de combat des intellectuels sont différentes de celles du prolétariat. Ce dernier doit opposer à la richesse et à la force des armes la puissance du nombre et le faisceau de ses organisations de classe. Les intellectuels sont en nombre insignifiant et dénués de toute organisation de classe. Leur seule arme est la persuasion par la parole et par l'écrit, la lutte menée avec les « armes morales », à l'aide de la « supériorité morale » ; les socialistes de salon voudraient bien voir décider ainsi les luttes de classes, les luttes prolétariennes. Ils se déclarent prêts à accorder au prolétariat leur assistance morale, mais à condition qu'il renonce à la violence, non seulement là où elle est sans espoir — les prolétaires l'abandonnent également dans ce cas, —

mais même quand le succès est probable. Aussi cherchent-ils à frapper de discrédit l'idée de révolution, à représenter celle-ci comme un moyen inefficace. Ils s'efforcent de séparer du prolétariat une aile de réformistes. Ils accomplissent donc une œuvre de division, d'affaiblissement.

Tel est, jusqu'à présent, le seul résultat produit par ce commencement de conversion des intellectuels au socialisme.

A côté de cette « nouvelle classe moyenne », l'ancienne, la petite bourgeoisie, continue à végéter. Elle formait autrefois l'épine dorsale des révolutions. Combative, propre à la lutte, quand les circonstances lui étaient favorables, elle se soulevait volontiers contre toute sujétion, contre toute exploitation, contre la bureaucratie et le militarisme, contre les privilèges de la féodalité et du clergé. Elle formait le noyau des troupes de la démocratie bourgeoise. Une partie de la nouvelle classe moyenne fait aujourd'hui montre de bienveillance envers l'ouvrier; de même la petite bourgeoisie témoignait autrefois une grande sympathie pour le prolétariat, agissait de concert avec lui, lui donnait et en recevait des encouragements moraux et des forces matérielles. Mais, ancienne ou nouvelle, la classe moyenne est toujours un allié peu sûr: la raison en est dans sa position intermédiaire entre les classes exploitantes et les classes exploitées. Comme Marx l'a déjà remarqué, le petit-bourgeois n'est pas tout à fait un prolétaire, mais n'est pas absolument

un bourgeois. Suivant la situation, il a conscience d'être tantôt l'un, tantôt l'autre.

Cette position fautive, double, a pour effet de diviser la petite bourgeoisie en deux fractions. Certaines de ses classes s'identifient avec le prolétariat, les autres se joignent aux adversaires de celui-ci.

La petite industrie est condamnée à disparaître, sa décadence se poursuit fatalement. Mais elle se manifeste diversement, lentement dans la réduction des exploitations, rapidement dans leur ruine. Certains de leurs possesseurs tombent dans la dépendance complète du capital, ne sont plus que des ouvriers à domicile, des salariés qui, au lieu de travailler à la fabrique, exercent leur métier chez eux. D'autres petits-bourgeois, commerçants ou aubergistes, restent indépendants, mais toute leur clientèle se trouve dans les classes laborieuses. Leur existence est absolument liée à la prospérité ou à la misère du travailleur. Ces diverses catégories se rallient de plus en plus au prolétariat militant.

Par contre, il en est autrement, d'abord des couches de la petite-bourgeoisie qui ne sont pas encore tombées complètement sous la domination du capital, qui sont en voie de le faire ou courent à la ruine, puis de celles qui cherchent leur clientèle en dehors des classes prolétariennes. Elles n'espèrent plus se rétablir par leurs propres forces, elles attendent tout d'en haut, des classes supérieures et des pouvoirs publics. Tout progrès

les menace; aussi sont-elles hostiles à tout progrès, sur quelque terrain d'ailleurs qu'il s'annonce. La servilité, le besoin de réaction en font les suppôts volontaires et même les défenseurs les plus fanatiques de la monarchie, de l'Eglise et de la noblesse. Elles n'en restent pas moins démocratiques: les formes démocratiques seules leur permettent en effet d'exercer une influence politique et d'obtenir l'assistance des pouvoirs publics.

C'est dans cette division de la petite-bourgeoisie que la décadence de la démocratie bourgeoise a sa cause principale. Certaines de ses fractions se tournent vers la démocratie socialiste prolétarienne, les autres vers la démocratie réactionnaire qui offre les nuances les plus variées, anti-sémitisme, nationalisme, démocratie chrétienne, subdivisions du parti conservateur et du centre, mais présente toujours le même contenu.

Cette démocratie réactionnaire a emprunté à la pensée socialiste ses raisonnements et ses arguments: on a pu croire au début qu'elle ne formait qu'une transition particulière du libéralisme à la démocratie socialiste. Aujourd'hui, chacun peut voir combien cette doctrine est insoutenable. La démocratie socialiste n'a pas d'ennemi plus exaspéré que la démocratie réactionnaire. La première doit favoriser en effet tout progrès, qu'il serve d'ailleurs directement ou non les intérêts de classe du prolétariat; au contraire, il est de l'essence de la seconde de s'opposer à tout pro-

grès, quand bien même il ne menace pas directement la petite-bourgeoisie. Si la démocratie socialiste est le parti le plus favorable au progrès, celui-ci n'a pas de plus grand adversaire que la démocratie réactionnaire; cette dernière allie en effet à la haine que tous les partis réactionnaires portent à la civilisation, la liberté d'esprit que donne l'ignorance la plus grossière de tout ce qui dépasse l'étroitesse de son horizon. En outre, considérés comme exploiters, les petits-bourgeois ne prolongent plus leur existence qu'en abusant des forces de travail les plus faibles, les moins susceptibles de défense, les femmes et les enfants. Ils se heurtent naturellement alors à l'opposition de la démocratie socialiste, qui s'efforce par l'organisation et par la législation à entraver cette destruction sauvage de vies humaines.

Ainsi, et dans la mesure où elle ne se rallie pas à la démocratie socialiste, la petite bourgeoisie, d'alliée, d'élément de conciliation entre la classe ouvrière et les classes supérieures, devient un ennemi exaspéré du prolétariat. Loin de s'atténuer, les antagonismes s'enveniment autant qu'on peut l'imaginer; et ce phénomène suit une progression rapide: il n'y a que quelques années en effet qu'il s'est suffisamment manifesté pour devenir l'objet d'observations nettes.

Ce que nous avons dit de la petite-bourgeoisie s'applique aussi, sauf de légères modifications, à la classe paysanne. Elle se divise également en

deux camps, l'un comprenant les éléments prolétariens, l'autre les propriétaires. Il est de notre devoir de favoriser ce procès de scission en éclairant le premier de ces éléments sur leurs intérêts qui s'accordent avec ceux du prolétariat, et en les amenant ainsi à la démocratie socialiste. Mais nous entravons cette évolution en l'ignorant, et en nous adressant à toute la population paysanne sans distinction de classe. Par essence, la démocratie réactionnaire nous est aussi hostile à la campagne qu'à la ville, bien qu'elle n'ait pas si nettement conscience de cet antagonisme. La ligue agraire ne constitue pas un stade de transition, ne forme pas, pour les paysans, un passage des anciens partis, du parti du centre en particulier à la démocratie socialiste. Les camarades qui le croiraient s'illusionneraient autant que ceux qui, dans les villes, attendaient le même effet de l'antisémitisme. Le gros paysan, le paysan moyen, haïssent déjà notre parti parce qu'il lutte pour que le travailleur voie diminuer son temps de travail et augmenter son salaire. C'est engager puissamment l'ouvrier agricole à émigrer dans les villes et à laisser là le paysan.

A la campagne également, les antagonismes sociaux s'accusent entre les possesseurs et les prolétaires.

Notre remarque s'applique plus encore au conflit qui oppose le grand propriétaire foncier au salarié agricole qu'à l'antagonisme qui met ce dernier aux prises avec le paysan.

Dans la grande exploitation agricole le prolétaire joue un rôle beaucoup plus important que dans l'exploitation paysanne. Pour lui, l'élévation du prix des subsistances a une toute autre importance que pour le paysan qui consomme lui-même une partie de ses produits. L'antagonisme entre le producteur et le consommateur de moyens de subsistance n'est pas le même qu'entre l'ouvrier et l'exploiteur; il se ramène à l'antagonisme entre la ville et la campagne. Mais, à la ville, les prolétaires forment aujourd'hui la classe la plus nombreuse, la plus propre à la lutte, la plus combative; et le vendeur de denrées se heurte ici encore au plus énergique de ses ennemis, le prolétaire.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, aujourd'hui, le grand propriétaire foncier ait changé de sentiment sur l'ouvrier industriel. Autrefois les luttes entre les capitalistes industriels et leurs ouvriers le laissaient indifférent. S'il les suivait, les insuccès des patrons lui procuraient une joie maligne et il témoignait aux prolétaires une certaine sympathie. L'obstacle pour lui n'était pas le travailleur, mais le capitaliste qui demandait des droits protecteurs là où il lui fallait le libre-échange, et qui, par contre, voyait dans la rente foncière un préjudice porté au profit, et cherchait à lui arracher le monopole des hauts emplois dans l'armée et dans la bureaucratie.

Il en est autrement aujourd'hui; ils sont passés les temps où tories et hobereaux, Disraeli, Rod-

bertus, Vogelsang étaient sympathiques aux ouvriers. De même que la petite-bourgeoisie, de même que la classe paysanne des grands et des moyens propriétaires, la grande propriété foncière devient de plus en plus hostile aux travailleurs.

Mais la classe capitaliste? Son importance est aujourd'hui décisive. Comme les intellectuels, fait-elle au moins preuve d'un peu plus de sympathie envers les ouvriers?

J'ai du regret à le dire, mais je ne remarque rien de semblable.

Certes, la classe capitaliste change, elle aussi; elle ne reste pas toujours semblable à elle-même. Mais quelle est donc la modification la plus importante qu'elle ait subie dans ces dernières dizaines d'années?

D'une part, nous trouvons l'atténuation, et même parfois l'abolition complète de la concurrence entre les capitalistes d'une même branche d'industrie et dans un même pays, grâce aux unions d'entrepreneurs, cartels et trusts. D'autre part, nous observons l'aggravation de la concurrence internationale amenée par l'entrée en scène de nouvelles grandes puissances capitalistes, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Les unions de capitalistes suppriment au profit de leurs membres la concurrence non seulement vis-à-vis des acheteurs de leurs produits, mais encore vis-à-vis de leurs ouvriers. Le travailleur ne se trouve plus en présence d'une quantité de

preneurs de sa force de travail: un seul les remplace tous. Nous n'avons pas besoin de montrer plus en détail combien cette méthode augmente la supériorité des patrons, mais par contre aggrave encore l'antagonisme entre les exploités et les exploités.

D'après le dernier recensement des Etats-Unis, de 1890 à 1900 les salaires ont diminué absolument dans l'industrie américaine. Si le fait est exact, nous ne nous tromperons probablement pas en voyant dans cet abaissement un effet des cartels et des trusts.

Mais l'aggravation de la concurrence étrangère agit également dans le même sens. Ici encore cette évolution se poursuit non seulement au détriment du consommateur, mais de l'ouvrier. Les droits protecteurs qui favorisent de leur côté la constitution de syndicats capitalistes provoquent le renchérissement des marchandises et, d'autre part, c'est en exagérant encore l'exploitation du travailleur que les capitalistes cherchent à lutter contre la concurrence étrangère. Aussi s'attaquent-ils avec d'autant plus d'âpreté aux organisations ouvrières de combat, politiques et corporatives, qui leur font obstacle.

Là encore, il n'y a pas atténuation, mais aggravation des antagonismes de classe.

A ces deux ordres de faits, vient s'en ajouter un troisième: le capital industriel tend à se confondre de plus en plus avec le capital-argent, avec la haute finance. Le capitaliste industriel est

un patron qui possède une entreprise de production (celle-ci étant entendue au sens le plus large et comprenant les transports) où il exploite des salariés et tire d'eux son profit. Le capitaliste financier est par contre l'ancien usurier sous une forme plus moderne. Il tire son revenu de son argent en le prêtant à intérêt, non seulement comme autrefois à des particuliers dans le besoin, mais à des entrepreneurs capitalistes, aux communes, aux Etats, etc.

Un antagonisme bien accusé sépare le capitaliste industriel et le financier, analogue à celui qui met aux prises le premier avec le grand propriétaire foncier. Comme la rente foncière (fermage, loyer), l'intérêt payé pour un capital prête constitue une soustraction opérée sur le bénéfice d'entreprise. Ces deux espèces de capitaux ont donc ici des intérêts contraires. Au point de vue politique, les directions ne sont pas moins divergentes. La grande propriété foncière prend aujourd'hui fait et cause pour un pouvoir fort, monarchique autant que possible: comme noblesse de cour, elle pense pouvoir exercer son influence personnelle sur le monarque et par lui sur le gouvernement. Elle aime le militarisme à la folie: il ouvre en effet à ses enfants la carrière d'officier à laquelle les fils de bourgeois semblent moins propres. Aussi recommande-t-elle sans cesse une politique violente à l'intérieur comme à l'extérieur. De même, la haute finance est très prévenue en faveur du militarisme, d'un gouver-

nement fort, d'une politique de violence. Elle n'a rien à craindre d'un pouvoir fort, indépendant du parlement et du peuple: elle domine par des influences personnelles s'exerçant à la cour, et d'ailleurs le pouvoir est son débiteur. Les hommes d'argent ne voient pas d'un œil indifférent le militarisme, les guerres, les dettes publiques, non seulement comme créanciers, mais encore comme pourvoyeurs de l'État; car la sphère de leur influence et de leur exploitation, leur puissance, leur richesse s'en trouvent augmentées.

Il en est autrement du capital industriel; militarisme, guerres, dettes publiques signifient élévation des impôts, auxquels il lui faut largement contribuer ou qui tout au moins augmentent les coûts de production. De plus, la guerre est le signal d'un arrêt dans la production et dans l'écoulement des marchandises, d'embarras commerciaux et souvent de ruine. Si le financier est téméraire, dissipateur et violent, l'industriel est économe, peureux, pacifique. Un pouvoir fort lui inspire quelque méfiance: il sait, en effet, qu'il ne pourra agir directement sur lui. Ses intérêts demandent non un gouvernement fort, mais un parlement fort. Au rebours de la grande propriété foncière et de la haute finance, la bourgeoisie industrielle incline donc au libéralisme, dont elle partage l'étroitesse de vue. Si, d'un côté, la rente foncière, l'intérêt, les impôts restreignent son profit, d'autre part, le prolétariat qui s'élève me-

nance tout le système économique fondé sur le profit. Mais vis-à-vis du prolétariat, et quand celui-ci ne lui paraît pas trop menaçant, il préfère, au lieu de l'abattre brutalement, employer les méthodes pacifiques; il divise pour régner, corrompt et enchaîne par des établissements de bienfaisance, etc. Quand la classe ouvrière ne s'est pas encore constituée en parti indépendant, le capital industriel s'en sert volontiers comme de bétail, de bétail électoral pour accroître sa propre puissance politique. Pour le socialisme petit-bourgeois, l'antagonisme entre le capital industriel et le prolétariat est moins accusé que l'opposition entre le bénéfice d'entreprise d'une part et la rente foncière et l'intérêt de l'autre; pour lui, la solution de la question sociale est dans la suppression de l'intérêt et de la rente foncière.

Mais l'opposition entre la finance et l'industrie s'atténue de plus en plus: grâce aux progrès de la concentration des capitaux, la première se rend de plus en plus maîtresse de la seconde. Ce qui y contribue beaucoup, c'est le remplacement progressif des entrepreneurs privés par les sociétés montées par actions. Des optimistes bien pensants y voient un moyen de démocratiser le capital et de le changer ainsi, pacifiquement, insensiblement en propriété nationale. En fait, c'est le moyen de transformer en capital-argent tout l'argent que les classes moyennes et inférieures ne dépensent pas immédiatement dans la con-

somation; c'est le moyen de le mettre à la disposition des grands financiers et de leur permettre de restreindre le nombre des capitalistes industriels; c'est le moyen d'augmenter pour la finance la faculté de concentrer l'industrie entre les mains de quelques hommes d'argent. Sans le régime des sociétés montées par actions, les grands financiers n'auraient pu gouverner que les exploitations qu'ils auraient achetées de leurs propres deniers. Grâce à ce système, ils arrivent à placer sous leur dépendance de nombreuses entreprises qu'ils ne peuvent acheter faute de fonds et à hâter ainsi leur acquisition. Toute la puissance fabuleuse d'un Pierpont-Morgan et Cie qui, aux Etats-Unis, dans l'espace de quelques années, a réuni en une seule main de nombreuses lignes de chemin de fer, des mines, presque toutes les usines sidérurgiques, et monopolisé les plus importantes lignes de transports transatlantiques, — toute cette conquête soudaine de l'industrie et du commerce des pays civilisés les plus importants, serait impossible sans les sociétés par actions.

D'après l'« Economist » de Londres, cinq hommes, J. D. Rockefeller, E. H. Harriman, J. Pierpont-Morgan, W. R. Vanderbilt et G. D. Gould, possèdent ensemble plus de 3.000 millions de marks. Mais ils gouvernent, à eux cinq, un capital de plus de 30.000 millions de marks, alors que le capital total engagé dans les banques, chemins de fer, sociétés industrielles des Etats-Unis

s'élève à 70.000 millions. Ainsi, grâce au système des sociétés par actions, ils gouvernent presque la moitié de ce capital dont dépend à son tour toute la vie économique de l'Union.

Et comme toujours, la crise, qui ne laissera pas d'éclater en Amérique, expropriera les petits actionnaires et étendra et assurera la propriété des grands.

Mais plus le capital financier s'empare de l'industrie, plus aussi le capital industriel adopte les méthodes du premier. Pour le patron qui vit à côté de ses ouvriers, ceux-ci sont encore des hommes. Leur prospérité, leur misère ne peuvent le laisser complètement indifférent s'il n'est pas absolument endurci. Pour l'actionnaire, seul le dividende existe, les ouvriers ne sont que les chiffres d'un problème d'arithmétique, mais d'un problème au résultat duquel il est puissamment intéressé, qui peut lui rapporter plus de bien-être, plus de puissance ou le forcer à se réduire et le frapper même de dégradation sociale. Ainsi s'évanouit le reste d'égard que le simple capitaliste pouvait encore avoir pour l'ouvrier.

Le capital financier est celui qui incline le plus à la violence. C'est lui qui se joint le plus facilement aux monopoles et obtient ainsi un pouvoir illimité sur la classe ouvrière; c'est lui qui connaît le moins l'ouvrier, c'est lui qui élimine enfin le capital des capitalistes particuliers et commande de plus en plus à toute la production capitaliste.

Et la conclusion naturelle est ici encore : aggravation des antagonismes sociaux.

Mais l'Angleterre, m'objectera-t-on. N'y rencontrons-nous pas une atténuation graduelle de leur acuité? Marx n'a-t-il pas dit déjà qu'elle était la terre classique du mode de production capitaliste et qu'elle nous montrait par avance notre propre destin? L'état actuel de l'Angleterre n'est-il pas celui auquel nous sommes condamnés à arriver?

C'est toujours à ce pays que nous renvoient les dévots de la paix sociale. Chose remarquable : ce sont précisément les mêmes gens qui nous reprochent à nous, marxistes orthodoxes, de nous en tenir opiniâtrement à toute proposition de Marx, qui pensent ici nous abattre définitivement avec la phrase de Marx que nous avons citée.

En fait, les conditions ont fort changé depuis l'époque où Marx composait le *Capital*. L'Angleterre a cessé d'être la terre classique du capitalisme. Son développement se ralentit de plus en plus; d'autres nations, l'Allemagne, l'Amérique ne cessent de la dépasser et le rapport commence à s'inverser. L'Angleterre ne nous montre plus notre avenir, mais notre état économique peut déjà lui indiquer quel sera son destin dans le mode de production capitaliste. Voilà ce que l'étude des conditions réelles enseigne à ces marxistes « orthodoxes », qui ne se contentent pas de répéter aveuglément tout ce que Marx a dit, mais

appliquent sa méthode et tentent ainsi de comprendre le présent.

L'Angleterre était le terrain classique du capitalisme: c'est chez elle que pour la première fois le capital industriel est arrivé à prévaloir.

Le capitalisme industriel triompha, l'emportant au point de vue économique non seulement sur les autres classes du pays, mais même sur l'étranger. Aussi put-il développer le plus librement du monde tous ces caractères qui lui sont particuliers et que j'ai déterminés précédemment. Il renonce à maintenir par la violence les classes laborieuses sous le joug; il préfère suivre une voie pacifique, s'efforce de diviser le prolétariat en accordant des privilèges politiques à ses fractions les plus puissantes, les mieux organisées et en cherchant à gagner et à corrompre leurs chefs, ce qui ne lui réussit que trop souvent. Il renonce à toute violence à l'extérieur: paix et libre-échange, tel est son mot d'ordre. Il adopte une attitude pacifique vis-à-vis des Boërs, et feint même de vouloir enfin réparer le crime séculaire de l'Angleterre et accorder le home-rule à l'Irlande.

Mais entre temps la concurrence étrangère est devenue puissante, beaucoup trop puissante même. Elle oblige les capitalistes à supprimer à l'intérieur toutes les entraves apportées à l'exploitation de l'ouvrier, elle les force d'autre part à s'assurer des débouchés par la violence. En même temps, la haute finance exagère encore les

pratiques usuraires qu'elle applique au procès de production. Depuis que se sont produits tous ces phénomènes l'Angleterre a bien changé. « L'esprit de l'époque, constataient B. et S. Webb dans la *Soziale Praxis* (20 mars 1902), s'est dans ces dix dernières années dans les rapports entre employeurs et ouvriers prononcé contre la pratique du « self-help » corporatif, qui caractérisait la génération antérieure. Dans les classes riches et chez les gens en place, l'opinion est réellement beaucoup plus hostile aux syndicats et aux grèves que ce n'était le cas il y a une génération ».

Par suite de ce revirement, les syndicats se voient très sensiblement entravés dans leur activité par les tribunaux. Le libre-échange perd du terrain et les tarifs douaniers provoquent l'enchérissement des moyens de subsistance. La politique coloniale de conquête reprend un nouvel essor, ainsi que la législation coercitive contre l'Irlande. Un seul trait dépare le tableau: l'armée anglaise n'est pas encore organisée à la prussienne. L'Angleterre est complètement entraînée dans l'orbite politique de l'Allemagne et la suit dans sa politique polonaise, dans sa politique commerciale, dans sa politique sociale, dans sa politique extérieure, dans sa politique militaire.

Tous ces faits ne nous montrent-ils par clairement que c'est en Allemagne (et en Amérique) qu'il faut aujourd'hui étudier la destinée de l'Angleterre, que l'état de ce dernier pays a cessé de nous représenter notre avenir? Le stade de

« l'atténuation des antagonismes sociaux », de la préparation à la « paix sociale » est resté limité à l'Angleterre, et, même chez elle, appartient déjà au passé. Gladstone fut le représentant le plus éminent de la politique des concessions faites pour éteindre les antagonismes sociaux. Cette méthode répondait à la façon de penser des industriels anglais, tout puissants vis-à-vis des autres classes et des autres pays. Le représentant le plus remarquable de la nouvelle tactique est Chamberlain. Il est l'homme des capitalistes financiers qui luttent pour maintenir leur suprématie par la violence. Nous nous trouvons ici en présence d'une des plus étranges ironies de l'histoire: en Allemagne, on célèbre hautement l'époque de Gladstone, on y voit notre avenir, on la regarde comme une des conquêtes impérissables de l'Angleterre, juste au moment où l'héritage de cet homme d'Etat se dissipe à tous les vents et où Chamberlain devient un héros du peuple anglais.

Je l'avouerai ouvertement: j'ai, moi aussi, fondé de grandes espérances sur l'Angleterre. Je ne pensais pas que le stade représenté par Gladstone pût jamais se reproduire en Allemagne; mais j'espérais cependant qu'en Angleterre, grâce aux conditions spéciales où se trouve placé ce pays, l'évolution du capitalisme au socialisme pourrait s'effectuer, non par une révolution sociale, mais, pacifiquement, par une série de concessions progressives, consenties au prolétariat

par les classes dominantes. L'expérience de ces dernières années a ruiné également l'espoir que j'avais mis en ce pays. Sa politique intérieure commence à se modeler sur celle de sa rivale, l'Allemagne. Puisse l'analogie se poursuivre ! Puisse cette politique produire sur le prolétariat anglais les mêmes effets que sur le prolétariat allemand !

Nous voyons maintenant dans quelle mesure l'hypothèse est justifiée, jusqu'à quel point il faut admettre que les antagonismes de classe s'atténuent, que la bourgeoisie se rapproche du prolétariat. Elle n'est pas imaginée à plaisir, elle se fonde sur certains faits. L'erreur consiste à attribuer une valeur générale à des phénomènes propres à une sphère restreinte. On identifie à toute la bourgeoisie certaines classes d'intellectuels. Une tendance sociale particulière à l'Angleterre, appartenant déjà au passé, devient une tendance générale, sans cesse grandissante, du mode de production capitaliste tout entier.

---

## CHAPITRE VI

---

### La Démocratie

---

Mais la démocratie ne nous fournit-elle pas la base propre à assurer le passage graduel, insensible du capitalisme au socialisme sans que nous ayons à redouter cette rupture violente avec l'état existant dont nous menace la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ?

Quantité de politiciens prétendent que seule la domination despotique d'une classe rend la révolution nécessaire, la démocratie la rend superflue et dans toutes les nations civilisées nous jouissons d'une dose de démocratie suffisante pour que l'évolution pacifique soit possible, pour qu'elle se produise sans révolution. Nous avons partout la faculté de fonder des sociétés de consommation ; étendues, elles pratiquent elles-mêmes la production pour leur propre compte, et, lentement mais sûrement, changent le caractère de la production capitaliste. Nous avons partout la faculté d'organiser des syndicats : ils limitent de plus en plus le pouvoir qu'exerce le

capitaliste dans sa propre exploitation, remplacent dans la fabrique l'absolutisme par le constitutionnalisme et préparent ainsi lentement le passage de celle-ci à la forme républicaine. Presque partout la démocratie socialiste a la faculté de pénétrer dans les conseils communaux, de faire entrer en ligne de compte, dans les travaux publics, les intérêts de la classe ouvrière, d'agrandir toujours la tâche des municipalités et de restreindre la production privée en élargissant constamment le domaine de la production communale. Enfin, la démocratie socialiste entre au parlement, y conquiert une influence grandissante, fait aboutir une réforme après l'autre, limite le pouvoir des capitalistes par une législation protectrice du travail, étend toujours davantage la sphère de la production d'Etat en poussant à la transformation des grands monopoles en services publics. Ainsi, par le simple usage des droits démocratiques et tout en restant sur le terrain déjà acquis aujourd'hui, la société capitaliste se développe en société socialiste, la conquête révolutionnaire du pouvoir public par le prolétariat devient inutile, la favoriser est tout simplement nuisible; elle ne peut avoir d'autre effet que de troubler le cours de ce progrès lent, mais sûr.

C'est ainsi que s'expriment les ennemis de la méthode révolutionnaire.

C'est une idylle bien séduisante qu'ils nous dépeignent. Ici encore, nous ne pouvons dire que ce soit une pure imagination. Les faits sur les-

quels elle s'appuie sont bien réels. Mais ils ne nous conduisent qu'à une demi-vérité. Un peu de dialectique aurait amené nos adversaires à la vérité complète.

Cette idylle ne vaut que si l'on admet qu'un des termes de l'opposition, le prolétariat, croît seul en force, tandis que l'autre, la bourgeoisie, reste intacte dans son ancienne situation. Dans cette hypothèse, le prolétariat doit naturellement triompher progressivement, même sans révolution, de la bourgeoisie et l'exproprier sans qu'il y paraisse.

Mais l'aspect change si l'on considère l'autre terme. On voit alors que la bourgeoisie, elle aussi, croît en puissance. Chaque progrès du prolétariat la pousse à déployer de nouvelles forces, à inventer et à employer de nouveaux modes de résistance et d'oppression. A n'examiner qu'incomplètement la situation, on n'aperçoit que l'évolution progressive vers le socialisme. En réalité, des masses de plus en plus compactes de combattants s'organisent. Les armes que l'on crée, que l'on emploie sont de plus en plus puissantes, le champ de bataille s'étend constamment. La lutte des classes ne disparaît pas, le capitalisme n'est pas absorbé par le socialisme. Bien au contraire, la lutte se reproduit avec un ampleur toujours plus grande; chaque victoire, chaque défaite ont des conséquences de plus en plus profondes.

Les coopératives, — et, parmi elles, seules les

sociétés de consommation méritent aujourd'hui l'attention, — sont des plus innocentes. Leur caractère paisible les fait priser bien haut par tous les adversaires de la méthode révolutionnaire. Sans doute, elles peuvent offrir à la classe ouvrière quantité d'avantages. Mais il est ridicule d'attendre de leur fonctionnement l'expropriation même partielle du capital. Si elles éliminent une classe, c'est celle des petits boutiquiers et certaines catégories de métiers, les boulangers, par exemple. Aussi ne voit-on jamais les grands capitalistes combattre les sociétés de consommation qui, dit-on, devraient les faire disparaître. Non, ce sont les petits bourgeois qui s'élèvent avec rage contre elles; surtout ceux dont la clientèle est toute ouvrière, les plus susceptibles par conséquent de se rallier à une politique prolétarienne. Si les coopératives de consommation procurent des avantages matériels à de nombreuses catégories d'ouvriers, elles éloignent du mouvement bien des éléments voisins du prolétariat. Ce moyen destiné à faciliter l'absorption pacifique du capitalisme et à supprimer la lutte des classes y introduit un nouveau sujet de discord et attise une nouvelle haine de classe. La coopérative de consommation n'a jusque maintenant triomphé encore que du petit boutiquier. Il lui reste à vaincre le grand magasin. Elle n'y arrivera pas sans peine.

Il est absolument absurde d'admettre que les dividendes de ces sociétés, même s'ils n'étaient

pas répartis mais épargnés, peuvent croître plus rapidement que ne s'accumule le capital, de croire qu'ils peuvent triompher de cette concentration et restreindre peu à peu la sphère du capitalisme.

Les coopératives de consommation n'ont d'importance pour l'émancipation du prolétariat que là où la lutte des classes est menée énergiquement, où elles procurent aux prolétaires militants un accroissement de force et de puissance. Mais elles dépendent complètement de l'état de la législation et de l'attitude du gouvernement. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, l'importance de ces sociétés pour la lutte des classes restera renfermée dans d'étroites limites.

Pour le prolétariat, les syndicats présentent un intérêt bien plus puissant que les coopératives, mais seulement à titre d'organisation de combat et non comme mouvement poursuivant la paix sociale. Là même où ils concluent des conventions avec les patrons — isolés ou organisés — ils n'y arrivent qu'autant qu'ils sont capables de mener la lutte à bien.

Mais si important, si indispensable que soit le syndicat pour le prolétariat militant, il a tôt ou tard à compter avec son rival, le syndicat patronal, qui, s'il prend la forme étroite d'un trust ou d'un cartel, ne présente que trop facilement un obstacle infranchissable à l'union ouvrière.

Les associations de patrons ne sont pas seules

à menacer les groupements corporatifs: l'autorité publique n'est pas moins à craindre. Nous en savons quelque chose en Allemagne. Et des jugements récents, et que l'on connaît bien, ont montré que, même dans la démocratie Angleterre, les syndicats ne sont pas encore hors de tout péril; ces décisions ne tendent à rien moins qu'à paralyser complètement leur action.

Sur ce point encore, l'article déjà cité qu'ont publié B. et S. Webb dans la « Sozial Praxis » nous fournit des renseignements dignes de remarque; il jette une lumière spéciale sur l'avenir des syndicats. Il nous fait observer d'abord combien inégalement les groupements corporatifs se développent en Angleterre: « D'une manière générale, les unions puissantes déjà le sont devenues davantage encore; celles qui ne l'étaient pas sont maintenant plus faibles qu'auparavant. Les syndicats des mineurs, des travailleurs de l'industrie cotonnière, du bâtiment, de la métallurgie se sont développés. Ils ont perdu de l'importance parmi les ouvriers agricoles, les matelots, dans l'industrie du vêtement et parmi les manœuvres. L'hostilité croissante des classes dominantes menace le monde syndical tout entier. Les lois anglaises s'entendent très bien à étouffer les organisations incommodes. Le danger de les voir appliquées aux corporations ouvrières « s'est accru, l'aversion que l'on témoigne pour les syndicats et pour les grèves que magistrats et jurys partagent avec le reste des classes moyennes ou

supérieures augmente encore l'inquiétude. » Les lois existantes peuvent « livrer au patron l'ouvrier pieds et poings liés ». B. et S. Webb en sont arrivés à prévoir une situation telle que « le contrat collectif avec son corollaire obligé, la cessation collective du travail et l'arrêt accidentel de l'industrie, sera rendu sinon impossible, du moins onéreux et difficile, grâce aux interprétations données à la loi ».

Mais si les syndicats sont arrivés à gêner beaucoup les capitalistes, on ne peut dire qu'ils aient réellement diminué l'exploitation. Qu'on songe à la conduite que tiendraient les pouvoirs publics même dans cet Eldorado syndical, même en Angleterre, si les corporations ouvrières réussissaient à entraver sensiblement le capital.

Ce que l'on appelle le socialisme municipal trouve également sa limite dans l'ordre établi, politique et social, là même où le suffrage universel gouverne la commune. Celle-ci reste toujours soumise aux conditions générales, politiques et économiques, elle ne peut s'y soustraire par ses propres forces. Dans certaines localités industrielles, les prolétaires peuvent arriver à prendre en mains l'administration communale avant qu'ils ne soient assez forts pour conquérir le pouvoir public. Ils peuvent ainsi atténuer ce qu'elle contient de plus particulièrement hostile et y introduire quelques améliorations que l'on ne peut attendre d'un régime bourgeois. Mais l'activité de ces municipalités se heurte bientôt à une limite

infranchissable, l'obstacle est moins le pouvoir central que l'impuissance économique. Les communes conquises les premières par la démocratie socialiste sont la plupart du temps pauvres, habitées presque exclusivement par les prolétaires. Où pourraient-elles trouver les moyens de réaliser de grandes réformes? D'une manière générale, la législation limite l'imposition des habitants de la commune; et, quand il n'en est pas ainsi, on ne peut taxer les riches au delà d'un certain point sans faire émigrer ceux-là seuls que l'on peut utilement frapper. Toute réforme profonde exige de nouveaux impôts et ils déplaisent non seulement aux hautes classes mais encore à des fractions importantes de la population. La question des impôts a fait perdre aux socialistes ou à des réformistes qui les touchent de près de nombreuses communes qu'ils avaient conquises. Il importe peu que leur administration ait été admirable. Ce fut le cas une fois à Londres et dernièrement à Roubaix.

Mais le domaine politique! De telles limites lui sont inconnues! Ne rencontrons-nous pas sur ce terrain un progrès ininterrompu de la protection ouvrière?

La moindre session parlementaire n'impose-t-elle pas de nouvelles bornes au capitalisme? Chaque élection n'augmente-t-elle pas le nombre de nos représentants au Parlement? Notre pouvoir dans l'Etat, notre influence sur le gouvernement ne s'accroissent-ils pas, lentement, il est

vrai, mais progressivement, invinciblement? Le capital ne tend-il pas ainsi à passer de plus en plus sous la dépendance du prolétariat?

Sans doute, le nombre des lois de protection ouvrière grandit tous les ans. Mais si on les examine on s'aperçoit qu'elles ne sont qu'une extension à d'autres sphères des prescriptions existantes; on les applique maintenant aux employés de commerce, garçons marchands de vins, enfants travaillant en dehors des fabriques, industriels à domicile, matelots, etc. Les mesures sont timides, le résultat problématique, et l'on se garde bien de les renforcer là où elles existent déjà. Si l'on considère avec quelle rapidité peu commune le mode de production capitaliste étend sa sphère d'action, avec quelle promptitude il s'attaque successivement à toutes les professions, à tous les pays, on s'apercevra que la protection ouvrière ne se développe que lentement, que jamais ses progrès ne dépassent ceux du capitalisme: boiteuse, elle ne suit le capital qu'avec peine. L'extension de celui-ci se poursuit suivant une allure de plus en plus rapide. La protection du travail tend de plus en plus à rester stationnaire.

Si le progrès de celle-ci est déjà insuffisant en largeur, il est presque nul en profondeur. En 1847, en Angleterre, sous la pression du mouvement chartiste et de la misère croissante des ouvriers de l'industrie textile, on avait obtenu la journée de dix heures pour les femmes et les

enfants, c'est-à-dire pour presque tous les travailleurs employés dans cette branche. Avons-nous jusqu'à présent été plus loin?

En 1848, en France, la deuxième république avait fixé la journée pour tous les ouvriers à Paris à dix heures, dans le reste de la France à onze heures. Quand dernièrement Millerand fit adopter (sur le papier, avec de nombreuses restrictions) par la Chambre la journée de dix heures pour les industries où femmes et enfants travaillent avec des hommes (pour certaines industries seulement), on vit dans cette mesure une œuvre digne de toute admiration et dont seul était capable un ministre socialiste. Et cependant Millerand était moins généreux que la législation bourgeoise anglaise qui datait d'un demi-siècle. Il permit, en effet, que la journée de dix heures s'appliquât aux enfants dont le temps de travail en Angleterre et dès 1844 était limité à six heures et demie!

Déjà en 1866, le congrès de Genève de « l'Internationale » réclamait la journée de huit heures et y voyait la condition préliminaire de toute réforme sociale féconde. Et, trente-six ans plus tard, au récent congrès socialiste français de Tours, un délégué pouvait s'opposer à ce que la journée de huit heures fût rangée au nombre de nos premières revendications. Il n'entendait demander que des mesures préparatoires. On ne rit pas au nez de cet individu, bien mieux, il put être candidat à Paris aux dernières élections.

On le voit : dans le parti de la réforme sociale, une seule chose est en progrès : la modestie des réformistes.

Mais comment est-ce possible ? Le nombre des députés socialistes s'accroît dans les corps représentatifs. L'explication est simple ; il suffit de ne pas se borner à ce phénomène et de considérer aussi le revers de la médaille. Le nombre des députés socialistes grandit, il est vrai, mais en même temps la démocratie bourgeoise déchoit. Cette décadence se manifeste souvent publiquement : le nombre de voix obtenues par elle dans les élections diminue ; la démoralisation éclate par contre à chaque instant. Chaque jour elle montre moins de caractère, chaque jour elle devient plus lâche ; elle ne sait plus se défendre que d'une façon du reproche d'être réactionnaire : elle se déclare prête à pratiquer elle-même une politique de réaction ; et elle le fait réellement quand elle arrive au pouvoir. Telle est aujourd'hui la méthode qu'il plairait aux libéraux d'employer pour conquérir le pouvoir politique.

Quand Bismarck vit son régime chanceler, il demanda qu'on portât la législature du Reichstag de 3 à 5 ans. C'était une mesure désespérée, réactionnaire, qui déclencha une tempête d'indignation. Mais en France le dernier ministère radical, le ministère de défense républicaine, qui comprenait un ministre socialiste, proposa de porter la législature de 4 à 6 ans ; et la majorité républicaine lui accorda la prolongation. Sans le

Sénat, cette mesure, réactionnaire si jamais il en fût, passait au rang de loi.

Mais non seulement le libéralisme bourgeois tend à disparaître à mesure que la démocratie socialiste se développe; l'influence du Parlement décroît encore à mesure que notre parti voit son crédit grandir. Ces deux phénomènes sont simultanés, mais il n'y a entre eux aucune connexité immédiate. Au contraire, les Parlements où nous ne comptons pas de représentants, la Chambre prussienne ou saxonne, perdent plus rapidement que les autres leur influence, leur puissance de travail.

La décadence des Parlements a les causes les plus diverses. Les plus essentielles ne sont pas du ressort de la technique parlementaire; ne croyons pas qu'on puisse s'y soustraire en modifiant l'ordre du jour ou la compétence parlementaire. Les plus essentielles ont leur origine dans le caractère des classes qui, par le parlementarisme, exercent une action déterminante sur le gouvernement.

Pour prospérer, ce régime a besoin de deux conditions préliminaires. Il lui faut d'abord une majorité forte, unie, puis un grand but social, qu'elle poursuive énergiquement et qu'elle impose au gouvernement. A l'époque où le parlementarisme était dans sa fleur, ces deux conditions se trouvaient remplies. Tant que le capitalisme représentait l'avenir de la nation, toutes les classes du peuple, importantes au point de vue parle-

mentaire, et, entre toutes, la masse des intellectuels s'employèrent à sa libération; la majorité des petits bourgeois, l'ouvrier lui-même se mirent sous la conduite de la bourgeoisie.

Ainsi naquit le libéralisme; parti fermé, il se proposait des buts élevés. Ses efforts pour conquérir le parlement, ses luttes dans le parlement donnaient à ce dernier son importance.

Mais depuis s'est produite l'évolution que j'ai décrite plus haut: le prolétariat qui possède une conscience de classe spéciale, puis une fraction des intellectuels, de la petite-bourgeoisie et des paysans petits propriétaires sont entraînés dans le camp socialiste; le reste des petits bourgeois et des petits agriculteurs devient complètement réactionnaire tandis que les éléments les plus puissants du capitalisme industriel s'unissent à la haute finance qui n'a jamais fait grand fond sur le parlementarisme, bien qu'elle sache en avoir raison — voir Panama.

Le parti libéral se résout ainsi en ses éléments sans que les classes dirigeantes puissent constituer pour le remplacer un autre grand parti parlementaire ayant un caractère suffisant d'unité. Plus les classes possédantes deviennent réactionnaires, moins elles forment une masse unique. Elles se divisent de plus en plus en petites fractions. Il devient de plus en plus difficile de réunir une majorité parlementaire homogène. A mesure que nous avançons, une majorité n'est plus possible que parce que les tendances les plus

diverses se réunissent en coalitions passagères. Leur base est des moins sûres, aucun lien intime n'en guide le jeu, seules des considérations d'opportunité les provoquent. De prime abord, elles sont frappées de stérilité: leurs éléments sont si divers qu'ils ne peuvent demeurer unis qu'à une condition: chacun d'eux doit renoncer à agir délibérément dans le sens qui lui est propre. Ces combinaisons ont leur origine dans la décadence du parlementarisme; elles dénotent son impuissance politique et sociale. C'est méconnaître étrangement leur nature que de s'imaginer qu'en y participant on permettra au prolétariat de s'emparer lentement, graduellement du pouvoir politique.

Mais l'évolution sociale ne conduit pas seulement à la résolution des grands partis parlementaires en de nombreuses fractions diverses, opposées mêmes. Elle a encore un autre résultat: souvent les majorités parlementaires sont plus réactionnaires, plus hostiles à l'ouvrier que les gouvernements. Si ces derniers ne sont que les commis des classes dominantes, ils comprennent cependant mieux l'ensemble des rapports sociaux et politiques. Si la bureaucratie officielle n'est que la servante soumise du gouvernement, elle n'en développe pas moins sa propre vie, ses propres tendances qui réagissent à leur tour sur le pouvoir. Mais la bureaucratie se recrute parmi les intellectuels où, comme nous l'avons vu, on commence, timidement il est vrai, mais progres-

sivement aussi à comprendre l'importance du prolétariat.

Tout cela a l'effet suivant: il arrive que les gouvernements, malgré toutes leurs idées réactionnaires, hostiles aux travailleurs, ne montrent pas la même rage aveugle que les classes dominantes qui les suivent et leur queue de petits bourgeois et de paysans. Les parlements qui, autrefois, servaient à entraîner les gouvernements dans la voie du progrès sont un moyen maintenant d'étouffer le peu de progrès que les circonstances imposent aux gouvernements. Dans la mesure où les classes qui dominent par le parlementarisme deviennent superflues et même nuisibles, le mécanisme parlementaire perd de son importance.

Si d'autre part les égards que l'on doit aux électeurs prolétariens forcent un corps représentatif à faire montre de sympathie envers les travailleurs, à afficher des sentiments démocratiques et à surpasser le gouvernement sur ce point, ce dernier trouve facilement les moyens de venir à bout du Parlement.

Dans les Etats-Unis, la lutte contre les syndicats est menée moins par les corps représentatifs que par les tribunaux. C'est également la juridiction des lords et non la législation de la Chambre des communes soumise à l'élection qui, en Angleterre, a donné naissance à ces attaques contre les syndicats; et en Allemagne, l'esprit de la loi contre les menées subversives, abrogée

maintenant, subsiste encore dans bien des tribunaux, nos travailleurs en sauraient bien que dire.

Ainsi la chandelle brûle aux deux bouts : les partis dominants et les gouvernements taxent de plus en plus les Parlements de stérilité. Le parlementarisme devient de moins en moins capable de suivre une politique précise dans quelque direction que ce soit. Il devient de plus en plus décrépit, de plus en plus impuissant. Il ne retrouvera une nouvelle jeunesse, une nouvelle force que quand le prolétariat, encore dans son adolescence, l'aura conquis, comme tout pouvoir public, et l'aura fait servir à ses desseins. Le parlementarisme, bien loin donc de rendre la révolution impossible ou superflue, a besoin lui-même de la révolution pour renaître à l'existence.

Mais que l'on ne s'y méprenne pas : que l'on ne croie pas que je tienne la démocratie pour inutile et que les coopératives, les syndicats, l'entrée de la démocratie socialiste dans les municipalités, l'obtention de quelques réformes soient choses sans valeur. Rien ne serait plus erroné. Au contraire, tout progrès a une importance inappréciable pour le prolétariat, et ne perd de sa valeur que si l'on y voit le moyen d'empêcher la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

La démocratie a une grande valeur déjà parce qu'elle rend possible les formes supérieures de la lutte révolutionnaire. Celle-ci ne sera plus comme

en 1789, et même en 1848, un combat de masses inorganisées, sans expérience politique, ne comprenant pas quelles étaient la puissance réciproque, la force des facteurs en lutte, n'entendant pas les difficultés du combat et ignorant les moyens de les trancher. Ce ne sera plus un combat de masses qui se laissent entraîner, égarer par le moindre soupçon, la moindre conjoncture. Ce sera au contraire une lutte de masses organisées, éclairées, pleines de constance et de réflexion, qui ne suivent pas toute impulsion, n'éclatent pas à la moindre injure, mais aussi ne se laissent pas abattre par le moindre insuccès.

D'autre part, les luttes électorales sont des moyens de se compter, soi-même et ses adversaires; elles permettent d'apercevoir clairement la force relative des classes et des partis, leurs progrès et leurs regrès; elles détournent ainsi d'attaques prématurées et évitent des défaites; elles permettent même à l'adversaire de reconnaître publiquement combien telle position est intenable et de l'abandonner volontairement quand ce n'est pas pour lui une question d'existence. Le combat exige donc moins de victimes, est moins cruel, dépend moins des hasards aveugles.

De plus, il ne faut pas déprécier les conquêtes pratiques qui peuvent être faites grâce à la démocratie et par l'usage de ses libertés et de ses droits. Elles sont beaucoup trop minimes pour restreindre le pouvoir du capitalisme et le faire

évoluer insensiblement en socialisme. Mais la plus petite des réformes, la plus faible organisation peuvent présenter une grande importance pour la renaissance physique et intellectuelle du prolétariat qui, sans elles, livré pieds et poings liés au capitalisme, serait déjà démoralisé par la misère, dont celui-ci ne cesse de la menacer. Mais ce n'est pas seulement pour sortir le prolétariat de la misère que l'activité de représentants prolétariens dans les parlements et dans les assemblées communales, que l'action d'organisations prolétariennes sont indispensables. C'est un moyen de familiariser pratiquement le prolétariat avec les problèmes et les moyens que présentent l'administration de l'Etat ou de la commune, et les grandes entreprises économiques. C'est un chemin qui mène à cette maturité intellectuelle dont le prolétariat a besoin, s'il doit remplacer un jour la bourgeoisie comme classe dirigeante. La démocratie est donc indispensable: elle rend le prolétariat mûr pour la révolution sociale. Mais elle n'est pas en état d'empêcher cette révolution. La démocratie est pour le prolétariat ce que l'air et la lumière sont pour l'organisme; sans elle, il ne peut développer ses forces. Mais le progrès d'une classe ne doit pas faire oublier le progrès simultané de l'adversaire. La démocratie n'entrave pas le développement du capital; son organisation, son pouvoir politique et économique croissent en même temps que la force du prolétariat. Les coopératives de consommation

sont bien en progrès, mais l'accumulation du capital grandit aussi. Les syndicats sont prospères, mais la concentration du capital se poursuit sur une plus large échelle encore; il s'organise en monopoles gigantesques. Pour effleurer un point que nous ne développerons pas, la presse socialiste s'étend, mais en même temps se répand aussi la presse sans parti, sans caractère, qui énerve et empoisonne de larges sphères de la population. Les salaires montent, mais la masse des profits s'élève encore plus vite. Le nombre des députés socialistes dans les parlements augmente, mais l'importance et l'efficacité de ces institutions baisse de plus en plus, leurs majorités comme les gouvernements tombent de plus en plus sous le pouvoir de la haute finance.

A côté des forces du prolétariat se développent les forces du capital.

Cette évolution ne peut se terminer que par un combat décisif entre les deux adversaires, combat qui ne peut cesser que par la victoire du prolétariat.

La classe capitaliste est en effet superflue. Le prolétariat, par contre, est devenu la classe nécessaire de la société. La classe capitaliste est incapable de supprimer, d'anéantir le prolétariat. Après chaque défaite, il doit toujours se relever plus menaçant que jamais. Par contre, le prolétariat ne peut user que d'une façon de la victoire qui lui mettra le pouvoir politique entre les mains: il ne pourra l'employer qu'à abolir le

capital. Tant que cette abolition ne se sera pas produite, la lutte entre les deux classes ne prendra pas, ne peut prendre fin. La paix sociale dans le monde de production capitaliste est une utopie, née de besoins très réels de l'intelligence, mais qui ne trouve dans la réalité aucune base solide lui permettant de se produire. Il n'est pas moins utopique de croire que le capitalisme en se développant passe peu à peu au socialisme. Nous n'avons pas la moindre raison d'admettre qu'il finira autrement qu'il a commencé. Ni l'évolution politique ni l'évolution économique ne nous enseigne que l'ère des révolutions qui caractérise le mode de production capitaliste est close. Les réformes sociales, les progrès des organisations prolétariennes ne peuvent les empêcher. Elles peuvent tout au plus avoir cet effet: dans les sphères les plus développées du prolétariat militant, la lutte de classe menée contre le capital ne se rapportera plus aux conditions premières de l'existence; elle aura le pouvoir pour but.

---

## CHAPITRE VII

---

### Formes de la Révolution sociale Moyens dont elle dispose

---

Mais sous quelles formes s'engageront les luttes décisives entre les classes dominantes et le prolétariat? Nous pouvons sans doute découvrir d'avance jusqu'à un certain point la tendance de l'évolution, mais nous n'en pouvons prévoir ni les formes, ni le rythme. En recherchant la tendance de l'évolution, nous n'avons affaire qu'à des lois relativement simples, nous pouvons faire abstraction de la variété confuse des phénomènes auxquels nous ne pouvons reconnaître ni régularité ni nécessité — qui nous paraissent simplement fortuits. Mais ces phénomènes jouent un grand rôle dans la détermination des formes et de la rapidité du mouvement. Ainsi chez tous les peuples civilisés modernes la direction de l'évolution capitaliste a été la même au siècle dernier, mais chez chacun d'entre eux elle a affecté une forme différente et une rapidité différente. Celles-ci dépendaient de particularités géographi-

ques, de qualités de race, de la faveur ou de la défaveur des voisins, de grandes personnalités qui les contrariaient ou les favorisaient et de beaucoup d'autres choses. Beaucoup de ces faits ne pouvaient être connus d'avance, mais beaucoup des facteurs qu'on pouvait connaître réagissaient tellement les uns sur les autres que le résultat était extrêmement compliqué, impossible à démêler dans l'état actuel de la science. Ainsi, il arriva que même des gens qui dépassaient de beaucoup leurs contemporains par la connaissance complète et approfondie de l'état social de nos peuples civilisés, et par la méthode féconde suivie dans leurs recherches, Marx et Engels, par exemple, ont bien pu déterminer d'avance la tendance du mouvement économique pour un laps de temps assez long et leurs prévisions ont été justifiées brillamment par la marche des événements, mais ces mêmes penseurs ont pu se tromper parfois sur les formes et sur la rapidité du mouvement portant sur l'espace de quelques mois.

Il n'y a qu'une chose qu'à mon avis on puisse dire avec certitude de la prochaine révolution. Elle ne ressemblera en rien aux précédentes. C'est une des plus grandes erreurs que commettent les révolutionnaires et leurs adversaires, ils se représentent la prochaine révolution d'après le modèle des révolutions passées, et comme rien n'est plus facile que de démontrer que des révolutions comme ces dernières ne sont plus possi-

bles, on en conclut sans peine que la révolution sociale est en somme une idée surannée. C'est la première fois dans l'histoire du monde que nous marchons à des luttes révolutionnaires, engagées sous des formes démocratiques par des organisations fondées sur les libertés démocratiques, contre des forces telles qu'on n'en avait encore jamais vues, contre les ligues d'entrepreneurs devant lesquelles les monarques eux-mêmes s'inclinent et dont la force s'augmente de toutes les ressources développées par le despotisme des grandes puissances, je veux parler de la bureaucratie et de l'armée.

Une des particularités de la situation actuelle est, comme nous l'avons déjà dit, que ce ne sont plus les gouvernements qui nous opposent les plus vives résistances. Sous le régime de l'absolutisme auquel s'étaient attaquées les révolutions antérieures, le gouvernement était tout puissant, et les antagonismes de classes ne pouvaient pas se développer nettement. Le gouvernement empêchait non seulement les classes exploitées mais même les exploités de défendre librement leurs intérêts; et une partie seulement de ces derniers marchait avec le gouvernement; une fraction très considérable des exploités, notamment des capitalistes industriels, était, dans le champ de l'opposition, aussi bien que toutes les classes laborieuses, les paysans et les petits bourgeois, à côté des prolétaires — abstraction faite de quelques régions arriérées. — Le

gouvernement était par conséquent isolé dans la nation, il n'avait pas de soutien dans les masses populaires, il représentait la principale force qui opprimait et pillait le peuple. Dans certaines circonstances, on pouvait réussir à le renverser par un coup de main.

Dans la démocratie, non seulement les exploités mais aussi les exploités peuvent plus librement développer leurs organisations; et il faut qu'ils le fassent s'ils veulent se défendre contre la puissance croissante de leurs adversaires. Les uns et les autres sont plus forts que sous le régime de l'absolutisme; ils usent de leurs forces plus brutalement, plus impitoyablement que le gouvernement lui-même qui, loin de les dominer, leur est subordonné.

Les masses révolutionnaires ont donc affaire non seulement au gouvernement, mais encore à de puissantes organisations d'exploiteurs, et ces masses ne représentent plus, comme dans les révolutions antérieures, l'immense majorité de la nation en face d'une poignée d'exploiteurs. Elles représentent aujourd'hui essentiellement une classe, celle des prolétaires qui ont pour adversaires non seulement tous les exploités, mais encore la majorité des petits bourgeois et des paysans et une grande partie des intellectuels.

Une fraction seulement des intellectuels, des petits paysans et quelques petits-bourgeois qui sont en réalité des salariés ou qui vivent de la

clientèle ouvrière, marchent de concert avec les prolétaires. Mais ce sont des auxiliaires parfois peu sûrs, en général peu susceptibles de se servir de l'arme qui fait surtout la force du prolétariat, je veux parler de l'organisation.

Si les dernières révolutions ont été un soulèvement des masses populaires contre le gouvernement, on peut dire que la révolution future — excepté peut-être en Russie — aura plutôt le caractère d'une lutte d'une partie de la nation contre l'autre fraction et se rapprochera par cela, mais rien que par cela, plus des luttes de la Réforme que de la Révolution française. Je dirai volontiers qu'elle n'aura rien d'une insurrection spontanée contre l'autorité, qu'elle ressemblera plus à une *guerre civile* prolongée, si l'on n'attache pas à ce dernier mot l'idée de guerre véritable, de massacre. Mais nous n'avons aucune raison d'admettre que des insurrections à main armée, des combats sur des barricades et d'autres actes d'hostilité puissent aujourd'hui encore jouer un rôle décisif. Les raisons en ont été exposées si souvent que je n'ai pas besoin de m'y arrêter davantage. Le militarisme ne sera brisé que parce qu'on ne pourra plus compter sur la fidélité des soldats et non parce que le peuple en révolte en triomphera.

Nous ne devons pas plus attendre l'écroulement de la société actuelle d'une crise financière que des insurrections à main armée. Sous ce rapport aussi la situation est tout autre qu'en 1789

et en 1848. Alors le capitalisme était encore faible, l'accumulation des capitaux médiocre, le capital était rare et difficile à trouver. D'un autre côté, le capital était hostile à l'absolutisme, ou du moins montrait de la défiance à son égard. Les gouvernements étaient alors encore indépendants du capital, notamment du capital industriel, et souvent hostiles à son développement, bien qu'à regret. Mais la féodalité qui s'éteignait laissait se tarir toutes les sources de revenus, si bien que les gouvernements tirant de moins en moins d'argent du pays durent de plus en plus recourir aux emprunts. Cela devait conduire à un krach financier ou à des concessions aux classes qui tendaient à s'élever, mais l'un ou l'autre de ces événements entraînait après soi la débâcle politique.

Il en est tout autrement aujourd'hui. Le capitalisme ne néglige pas la production, comme le faisait le régime féodal, il l'exagère; il étouffe de pléthore. Le capital, loin de faire défaut, est en grande abondance, recherche un placement avantageux, les risques même ne l'effrayent pas. Les gouvernements sont dans la complète dépendance des capitalistes qui ont toutes sortes de bonnes raisons pour les protéger et les soutenir. L'augmentation des dettes publiques ne peut devenir un facteur révolutionnaire qu'autant que les impôts devenant plus lourds poussent les classes inférieures à la révolte, mais elle conduira difficilement — exceptons encore la Russie — les

gouvernements à la banqueroute ou même à une crise financière sérieuse. La crise financière ne nous conduira pas plus à la révolution que l'insurrection à main armée.

Le moyen particulier dont dispose le prolétariat pour lutter, pour exercer une pression sur ses adversaires, c'est la cessation du travail organisé, la grève. Plus le mode de production capitaliste se développe, plus le capital se concentre, et plus gigantesques sont les proportions que prennent les grèves. Et plus la production capitaliste refoule celle de la petite bourgeoisie, et plus aussi toute la société dépend davantage de la marche régulière de la production capitaliste, et plus un trouble sérieux comme en amène une grève importante deviendra un événement politique, une calamité nationale. Telle elle est déjà apparue en Belgique et en France, et elle a été utilisée çà et là avec succès. A mon avis, elle jouera un grand rôle dans les révolutions futures. C'est mon opinion depuis fort longtemps. Dans mes articles sur le nouveau programme du Parti de 1891 (*Neue Zeit*, 1890-91, n° 50, p. 757) j'ai déjà indiqué « que dans certaines circonstances, quand il s'agit de prendre une grande détermination, quand de grands événements ont profondément agité les masses ouvrières, il serait possible de provoquer de grands effets politiques par des grèves considérables ».

Je ne veux pas par là recommander la grève générale comme l'entendent les anarchistes et les

syndicats français. Celle-ci doit remplacer, dit-on, l'action politique et notamment l'action parlementaire du prolétariat et pourra d'un coup renverser de fond en comble l'organisation sociale actuelle.

C'est insensé! Une grève générale comprise de telle façon que sur un signal donné tous les ouvriers d'un pays quittent le travail supposerait une entente, une organisation ouvrière qui semblent difficilement réalisables dans la société actuelle et qui, si elles pouvaient devenir une réalité, rendraient le prolétariat tellement invincible que la grève générale se trouverait inutile. Une telle grève rendrait impossible d'un seul coup non seulement la société actuelle mais l'existence du prolétariat, plus encore que celle du capitaliste, et cette arme terrible se briserait au moment même où son action révolutionnaire commencerait à se faire sentir.

La grève, comme arme de guerre politique, ne prendra peut-être jamais, certainement pas avant longtemps, la forme de grève générale de *tous* les ouvriers d'un pays; elle ne peut pas non plus se proposer de *remplacer* les autres moyens employés dans la lutte politique du prolétariat, elles les *complètera*, les *renforcera*.

Nous marchons vers une époque où la grève isolée, non politique, sera tout aussi vaine contre la prépondérance des entrepreneurs organisés que l'est l'action parlementaire isolée des partis ouvriers contre la pression du gouvernement

assujetti aux capitalistes. Il faudra toujours qu'elles se complètent l'une l'autre et puisent de nouvelles forces dans leur coopération.

Comme pour toute autre arme, il faut d'abord apprendre à se servir de la grève entendue au sens politique. Elle n'est pas une panacée commé le proclament à son de trompe les anarchistes, elle n'est pas non plus un remède infaillible dans toutes les circonstances, comme ils le pensent; je ne puis pas ici assumer la tâche de rechercher sous quelles conditions on peut y recourir, mais, eu égard aux récents événements de Belgique je voudrais faire remarquer qu'ils ont bien montré que la grève exige une méthode particulière qui ne s'associe pas à la volonté avec d'autres méthodes, à celle, par exemple, d'une coopération avec les libéraux.

Je ne la rejeterai pas dans toutes les circonstances. Il serait insensé de ne pas tirer profit de la désunion, des divisions de nos adversaires. Mais il ne faut pas attendre des libéraux plus qu'ils ne peuvent donner. Dans les débats parlementaires sur telle ou telle mesure, nous pouvons moins différer d'eux que les autres adversaires bourgeois; alors une action commune est tout indiquée. Mais dans la lutte extra-parlementaire au sujet d'une revendication à portée révolutionnaire on ne peut pas compter sur l'aide du libéralisme. Vouloir pour une telle action augmenter les forces prolétariennes par une alliance avec les libéraux, c'est émousser l'une par l'autre

les armes qu'on emploie. La grève politique est une arme purement prolétarienne qui ne peut être employée que dans une lutte entreprise par le prolétariat seul: elle doit donc surtout être prise en considération dans une lutte contre toute la société bourgeoise. Comprise ainsi, elle est peut-être la plus révolutionnaire de toutes les armes du prolétariat.

D'autres moyens, d'autres méthodes de combat, dont nous n'avons aujourd'hui pas la moindre idée, pourront encore se développer. Entre la connaissance de méthodes et des organes et celle de la direction suivie par les luttes sociales, il y a encore cette différence: cette dernière peut être étudiée théoriquement d'avance, tandis que les premières sont l'œuvre de praticiens; ce n'est qu'après coup que les théoriciens peuvent les observer et étudier leur importance dans la suite de l'évolution. Les syndicats, les grèves, les sociétés par actions, les trusts, etc., sont issus de la pratique, non de la théorie. Dans ce domaine nous pouvons nous attendre encore à plus d'une surprise.

La guerre peut également être un moyen de hâter l'évolution politique du prolétariat et de lui livrer le pouvoir. La guerre a bien souvent joué le rôle d'un facteur très révolutionnaire. Il y a des situations historiques où une révolution est nécessaire pour que la société continue à progresser, mais où les classes révolutionnaires sont trop faibles pour renverser les puissances

dominantes. Quand on dit qu'une révolution est nécessaire il ne faut pas entendre par là que les classes qui tendent à s'élever acquièrent au moment opportun la force qui leur est nécessaire pour faire cette révolution. Le monde n'est malheureusement pas assez bien organisé pour cela. Il y a des situations où il est absolument nécessaire qu'une classe dominante soit remplacée par une autre, et où cependant la première s'entend à maintenir la seconde constamment opprimée. Si cet état dure trop longtemps, toute la société se corrompt et se désagrège. Mais bien souvent dans une telle situation la guerre exécute la tâche qui est au-dessus des forces de la classe qui tend à s'élever. Elle l'exécute de deux manières. Une guerre est impossible si toutes les forces de la nation ne s'y appliquent. S'il existe une profonde scission dans une nation, la guerre oblige la classe dominante à faire des concessions à la classe qui veut s'élever, à l'intéresser à la chose commune et à lui donner ainsi la puissance qu'elle n'aurait pas eu sans la guerre.

Mais si la classe dominante n'est pas capable d'un tel sacrifice, ou s'il vient trop tard, la guerre aboutit à la défaite qui entraîne la révolution à l'intérieur. Elle renverse un régime dont l'armée était le principal appui en brisant cet appui.

C'est ainsi que dans des circonstances où tous les autres moyens sont impuissants, la guerre a souvent servi au progrès de moyen, brutal et dévastateur il est vrai, mais efficace cependant.

Le déplacement du centre de gravité économique de l'Europe vers les pays baignés par l'océan Atlantique, la guerre de Trente ans et ses suites ont trop affaibli la bourgeoisie allemande, par exemple, pour qu'elle pût de ses propres forces renverser l'absolutisme féodal. Elle en fut débarrassée par les guerres napoléoniennes et ensuite par celles de l'ère Bismarckienne. Le testament de 1848 a été exécuté en somme par les guerres des puissances contre-révolutionnaires, comme cela a déjà été souvent établi.

Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un état analogue à celui qui existait de 1850 à 1870: il existe des antagonismes politiques à l'intérieur et à l'extérieur. De nouveau, il y a accumulation de matières inflammables. De plus en plus impérieusement s'impose la solution des problèmes à résoudre, mais aucune des classes ou des partis dominants n'ose se mettre sérieusement à l'œuvre, car cette œuvre est impossible sans de grands ébranlements, et l'on s'en garde, on connaît trop bien la force redoutable du prolétariat que tout grand ébranlement menace de déchaîner.

J'ai signalé plus haut combien la vie politique se corrompait à l'intérieur, la décadence croissante du parlementarisme le manifeste très clairement. Mais cette corruption à l'intérieur va de pair avec celle de la politique extérieure de l'Europe. On redoute toute politique énergique qui pourrait amener un conflit international, non parce qu'on réproouve la guerre comme immorale,

mais parce qu'on craint la révolution dont la guerre serait le précurseur. C'est pourquoi toute la politique de nos gouvernants consiste, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, à renvoyer toutes les questions aux calendes grecques, à laisser s'accumuler les problèmes non résolus. C'est grâce à cette circonstance que subsiste encore une série de semblants d'Etats qu'une génération révolutionnaire plus énergique a cloués, il y a cinquante ans déjà, sur leur lit de mort; la Turquie, l'Autriche existent encore. C'est d'un autre côté pour les mêmes raisons que la bourgeoisie a cessé complètement de s'intéresser à la question d'une nationalité polonaise indépendante.

Mais ces foyers de crises ne sont pas éteints, ils peuvent se raviver d'un jour à l'autre et, comme le mont Pelé dans l'île de la Martinique, allumer des guerres dévastatrices. L'évolution économique elle-même crée de nouveaux foyers de crises, multiplie les causes de frottement et produit des complications pouvant aboutir à la guerre; elle éveille en effet dans les classes élevées le désir de monopoliser les marchés, de conquérir des territoires au-delà des mers et substitue aux idées pacifiques du capitaliste industriel les idées de violence du financier.

La seule garantie de paix que nous ayons aujourd'hui, c'est la peur du prolétariat révolutionnaire. Reste à savoir combien de temps elle résistera aux nombreuses causes du conflit. Il y a nombre d'Etats qui n'ont pas encore à redouter

de prolétariat révolutionnaire indépendant, et plusieurs de ces pays sont entièrement dominés par une clique de gros financiers sans honte ni vergogne; ces puissances, qui étaient jusqu'aujourd'hui pacifiques et sans importance dans la politique internationale, jouent chaque jour davantage un rôle perturbateur. Tels sont surtout les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon. La Russie occupait autrefois le premier rang sur la liste des Etats perturbateurs de la paix européenne, son héroïque prolétariat lui a fait renoncer pour un moment à ce poste.

Mais le désespoir d'un régime chancelant peut tout aussi bien allumer la guerre que la turbulence d'un gouvernement que rien ne refrène à l'intérieur; c'était le cas de Napoléon III en 1870, ce pourra être celui de Nicolas II. Ce sont ces puissances avec leurs antagonismes qui menacent le plus aujourd'hui la paix du monde: ce n'est pas l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, entre l'Autriche et l'Italie. Il faut que nous comptions avec la probabilité de commotions politiques qui aboutiront directement à des insurrections prolétariennes ou qui du moins en frayeront les voies.

Qu'on me comprenne bien: J'examine ici, je ne prophétise pas et j'exprime encore moins des vœux. Je recherche ce qui peut arriver, je ne déclare pas ce qui arrivera, et ne réclame nullement ce qui doit arriver. Si je considère la guerre comme un moyen de révolution, cela ne veut pas

dire que je désire la guerre. Elle sème une telle épouvante qu'il n'y a que les fanatiques du sabre qui puissent trouver encore de nos jours le triste courage de la désirer de sang-froid. Quand même une révolution, au lieu d'être un moyen pour atteindre à un but, constituerait elle-même un but qui ne serait jamais trop chèrement acheté, dût-il coûter des flots de sang, on ne pourrait pas encore désirer la guerre comme moyen de déchaîner la révolution. Car elle est le plus irrationnel des moyens. Elle entraîne avec elle des désordres si terribles, réclame de l'Etat de si énormes sacrifices, qu'une révolution qui en résulte a à supporter des charges écrasantes qui ne viennent pas de son fait et qui absorbent presque toutes ses ressources, toutes ses forces. En outre, une révolution qui naît d'une guerre est un signe de faiblesse de la classe révolutionnaire, et souvent la cause d'un plus grand affaiblissement qui provient des sacrifices que la guerre impose et aussi de la dégradation morale et intellectuelle qu'elle provoque le plus souvent. Il y a donc très grande augmentation des charges pour le régime révolutionnaire, en même temps diminution de ses forces. C'est pourquoi une révolution issue d'une guerre échoue assez facilement ou perd rapidement de son élan. Combien plus efficace a été la révolution bourgeoise en France, où elle a été le résultat d'un soulèvement populaire, qu'en Allemagne, où elle a été imposée par une suite de guerres. Et la cause prolétarienne aurait beau-

coup profité de l'insurrection du prolétariat de Paris si, provoquée par la guerre de 1870-71, elle n'avait pas éclaté prématurément, mais plus tard, à un moment où les Parisiens auraient été assez forts pour se débarrasser sans guerre de Napoléon Bonaparte et de sa bande.

Nous n'avons donc pas la moindre raison de souhaiter que notre marche en avant soit hâtée artificiellement par une guerre.

Nos souhaits n'ont pas d'importance. Les hommes font eux-mêmes leur histoire; cela est vrai, mais ils ne choisissent pas à leur gré les problèmes à résoudre, ni les circonstances dans lesquelles ils vivent, ni les moyens par lesquels ils résoudront ces problèmes. Si cela dépendait de nos désirs, qui ne préférerait les moyens pacifiques à un moyen violent qui est peut-être au-dessus de nos forces, qui nous dévorera peut-être nous-mêmes? Mais notre tâche n'est pas de formuler de pieux souhaits et de vouloir que le monde s'y conforme, elle consiste à prendre connaissance des problèmes posés, des circonstances, des moyens pour arriver ainsi à appliquer utilement ces derniers à la solution des premiers.

L'étude des faits est le fondement d'une politique rationnelle; si je suis persuadé que nous marchons vers une ère de révolution dont nous ne pouvons préciser l'avènement, je suis arrivé à cette conviction en étudiant les faits, et non en faisant des vœux. Je ne désire qu'une chose, c'est de me tromper, et de voir que ceux-là ont raison

qui croient que les plus grosses difficultés de la transition du capitalisme au socialisme sont déjà surmontées et que nous avons déjà acquis un terrain sûr, sur lequel nous avancerons vers le socialisme. Malheureusement il ne m'est pas possible d'être de cet avis. Le plus fort, le plus pénible reste à faire: c'est la lutte pour le pouvoir politique; elle sera longue et rude et tous nous devons y employer tout ce que nous avons de force et d'énergie.

On ne peut pas faire de plus grand mal au prolétariat que de lui conseiller de désarmer dès à présent afin d'encourager les soi-disant avances de la bourgeoisie. Dans l'état actuel des choses, c'est livrer le prolétariat à la bourgeoisie, c'est le mettre dans sa dépendance politique et intellectuelle, c'est l'énerver, le dégrader, le rendre incapable de remplir ses hautes destinées historiques.

Les ouvriers anglais nous fournissent la preuve que je n'exagère pas. Le prolétariat n'est nulle part plus nombreux, son organisation économique ne s'est nulle part mieux développée, sa liberté politique n'est nulle part plus grande qu'en Angleterre. Et nulle part il n'a une moindre puissance politique. Il a non seulement perdu toute indépendance dans la haute politique, mais il ne sait plus même défendre ses intérêts les plus immédiats.

De nouveau, nous voudrions en appeler au témoignage des Webb que nous avons déjà plusieurs fois mentionnés; ils ne sont pas sus-

pects de tendances révolutionnaires. Malgré les progrès dans ces dix dernières années, l'intérêt de l'ouvrier anglais pour la politique ouvrière a diminué; la loi des huit heures et le socialisme constructif à la manière des Fabiens qui passionnèrent tellement les syndicats entre 1890-93 ont peu à peu cessé de les captiver. Le nombre des représentants n'a pas augmenté à la Chambre des Communes. »

Même les coups de fouet que leur ont donnés récemment leurs adversaires n'ont pu secouer les ouvriers anglais. Ils restent muets quand on viole leurs syndicats, muets quand on augmente le prix du pain. Comme facteurs politiques, les ouvriers anglais viennent loin après ceux de Russie, le pays d'Europe le plus arriéré au point de vue économique, le moins libre au point de vue politique. C'est leur conscience révolutionnaire très prononcée qui donne aux ouvriers russes leur grande force dans la pratique. C'est parce qu'ils renoncent à la révolution, parce qu'il ne connaissent que l'intérêt du moment, que la politique dite des réalités, que les ouvriers anglais jouent le rôle de zéro dans la politique effective.

Mais dans cette politique des réalités, la dégradation morale et intellectuelle va de pair avec la perte de la puissance politique.

J'ai parlé plus haut de la renaissance morale des prolétaires qui, après avoir été les barbares de la société moderne, sont devenus le facteur le plus important du maintien et du progrès de

notre civilisation. Mais ils ne se sont élevés à cette hauteur que là où ils sont restés les adversaires déclarés de la bourgeoisie, où leur aspiration vers la puissance politique les a profondément pénétrés de cette vérité qu'ils sont appelés à élever avec eux toute la société à un stade supérieur. Là encore l'Angleterre nous montre ce que devient une classe ouvrière qui renonce à la révolution et ne fait que de la politique pratique, qui, se raillant de son idéal, le relègue dans un coin, et se tient à l'écart de toute lutte ayant un autre objectif que des livres sterling et des shillings. Les bourgeois eux-mêmes se plaignent de la décadence morale et intellectuelle de l'élite des ouvriers anglais, qui ne font d'ailleurs que marcher sur les traces de la bourgeoisie et sont aujourd'hui à peine autre chose que de petits bourgeois ne se distinguant des autres que par moins d'éducation, et n'ayant pas d'idéal plus élevé que de singer leurs maîtres; ils imitent leur respectabilité hypocrite; comme eux ils admirent la richesse quelle qu'en soit l'origine; ils emploient sottement leurs heures de loisir. L'émancipation de leur classe leur fait l'effet d'un rêve insensé, mais en revanche, le football, la boxe, les courses, les paris sont des affaires qui les passionnent et qui absorbent tous leurs loisirs, toute leur intelligence, toutes leurs ressources.

C'est en vain qu'on cherche par des sermons moraux à inspirer à l'ouvrier anglais une conception plus élevée de la vie, le sentiment de plus

nobles efforts. L'éthique du prolétaire découle de ses aspirations révolutionnaires; ce sont elles qui lui donnent plus de force et d'élévation. C'est l'idée de la révolution qui a relevé le prolétariat de l'abaissement le plus profond, régénération qui est le plus grand événement de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est à cet idéalisme révolutionnaire que nous voulons surtout rester fidèles, puis advienne que pourra, nous endurerons de pénibles travaux, nous accomplirons de grandes choses et nous serons dignes de la grande tâche historique qui nous est réservée.

---

DEUXIÈME PARTIE

---

**Le lendemain de la Révolution  
Sociale**

## CHAPITRE PREMIER

---

### Limitation du problème

---

Avant d'aborder le sujet de cette étude, il faut tout d'abord que je me justifie de la grave suspicion que le titre de mon étude a pu éveiller dans l'esprit de bien des gens. *Le lendemain de la Révolution!* Cela ne prouve-t-il pas que nous autres, « marxistes orthodoxes », nous ne sommes au fond que des blanquistes déguisés, qui espèrent pouvoir un jour, par un coup de main, s'emparer de la dictature sociale? Et n'est-ce pas revenir aux procédés démodés des utopistes que de vouloir dès aujourd'hui édicter des prescriptions pour un moment précis, alors que nous ignorons quand et dans quelles conditions il viendra?

Il est certain que si mon titre avait cette signification, on aurait les meilleures raisons du monde pour ne lire mon travail qu'avec la plus grande défiance. C'est pourquoi je m'empresse de remarquer que je considère la révolution comme une phase historique, dont la durée sera plus ou moins longue et qui peut, à travers des

lutttes acharnées, se prolonger des dizaines d'années. Je suis convaincu d'ailleurs que nous n'avons pas à nous creuser la tête pour inventer des recettes pour l'avenir; un exemple va prouver combien peu je m'en préoccupe.

Lorsque, il y a plus de dix ans, la démocratie socialiste allemande discuta un nouveau programme, on proposa d'y introduire des mesures qui faciliteraient le passage de la production capitaliste à la production socialiste. J'étais parmi ceux qui s'élevèrent contre l'adoption de telles propositions, parce que je considérais comme une erreur de vouloir dès à présent fixer au parti sa voie pour un événement que nous ne pouvons pas nous figurer, dont nous ne pouvons avoir qu'un vague pressentiment et qui peut nous ménager bien des surprises. Mais je crois que c'est un excellent exercice de la pensée, un moyen de donner de la netteté et de la consistance à nos idées politiques que de s'appliquer à déduire toutes les conséquences de nos aspirations et à sonder les problèmes qui pourront naître de la conquête du pouvoir politique. Cela est aussi très avantageux au point de vue de la propagande; d'une part, en effet, nos adversaires prétendent que notre victoire nous mettrait en face de problèmes insolubles; d'autre part, il s'est trouvé dans nos rangs mêmes des hommes qui ont fait le tableau le plus noir des conséquences de notre victoire. Le jour de la victoire contiendrait, disent-ils, le germe de la défaite. Il

est donc important de rechercher s'il en est ainsi et quelle part de vérité il y a dans leur dire.

Mais pour que de telles réflexions donnent des résultats précis, n'aillent pas se perdre dans le vague, il faut étudier les problèmes qui surgissent sous leur forme la plus simple, sous laquelle ils ne se présentent pas dans la réalité, et les dégager de toutes les circonstances qui les compliquent. C'est le procédé ordinaire de la science; et l'on sait très bien que dans la réalité les choses se comportent autrement, ne se déroulent pas si uniment qu'on le suppose dans l'abstraction.

J'ai déjà dit que la révolution sociale est un processus de longue durée; mais si nous voulons la réduire à sa plus simple expression il faut que nous admettions qu'un beau jour toute la puissance politique écherra d'un coup au prolétariat, sans réserve aucune, qu'il ne sera guidé que par ses intérêts de classe dans l'usage qu'il fera du pouvoir, et qu'il s'en servira au mieux; la première hypothèse ne se réalisera certainement pas, et il n'est pas nécessaire non plus que la seconde soit le cas général. Il faudrait pour cela que le prolétariat fût une masse plus unie, plus homogène. On sait qu'il se divise en groupes différents dans leur évolution, différents par leurs traditions, par le degré de leur développement intellectuel et économique. Mais il est fort vraisemblable que d'autres couches sociales, voisines du prolétariat, s'élèvent en même temps que lui: une fraction des petits bourgeois, des petits

paysans, qui ne partagent pas tout à fait les opinions du prolétariat; de là pourront naître des frottements, des malentendus de tous genres; nous ne pourrons pas toujours ce que nous voulons, et nous ne voudrons pas toujours ce que nous devons. Mais il nous faut ici négliger ces facteurs discordants. Il faut, d'un autre côté, que nous parlions dans cette étude d'hypothèse connue; nous ne pouvons pas la fonder sur une situation telle qu'elle pourra être dans l'avenir sans bâtir sur le sable. Et cependant on comprend bien que nous n'arriverons pas au pouvoir si la situation reste ce qu'elle est aujourd'hui. La révolution elle-même suppose des luttes longues et sérieuses qui, elles seules, modifieront déjà notre constitution politique et sociale actuelle. Lorsque donc le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, des problèmes, ignorés aujourd'hui se poseront, tandis que d'autres, qui nous occupent aujourd'hui, seront résolus. Mais il surgira aussi des moyens, que nous ne soupçonnons même pas aujourd'hui, pour résoudre ces différents problèmes.

De même que le physicien étudie la loi de la chute des corps dans le vide et non dans l'air en mouvement, de même nous étudions ici la situation du prolétariat victorieux dans certaines hypothèses, qui ne se réaliseront jamais parfaitement; celle-ci, par exemple, qu'il deviendra d'un coup le seul maître demain et qu'il disposera pour s'acquitter de la tâche qui lui incom-

bera des moyens employés aujourd'hui. En procédant ainsi nous pouvons arriver à des résultats qui différeront de ce qui se passera en réalité, comme des lois de la gravitation diffèrent de la chute effective des divers corps. Mais, malgré ces perturbations, les lois de la gravitation subsistent réellement et président à la chute de chaque corps particulier, chute qu'on ne comprend que lorsqu'on a compris ces lois.

De même les espérances et les difficultés que nous déterminons en procédant comme nous l'avons dit seront effectivement réservées au prolétariat victorieux — en supposant naturellement que nous appliquions bien notre méthode — et elles joueront un rôle décisif dans les luttes de la révolution sociale et dans leurs prodromes, quand même la réalité pourra s'écarter de ce que nous admettons ici. Et ce n'est que de cette manière qu'on peut arriver à des jugements scientifiquement établis sur les espérances de la révolution sociale. Celui à qui ce moyen de pronostiquer n'offre pas assez de garanties n'a qu'à se taire, quand il est question de la révolution sociale, et à dire simplement: « Qui vivra verra ». Cela est indubitablement ce qu'il y a de plus sûr.

On ne peut discuter en fait de problèmes relatifs à la révolution sociale que ceux qu'on découvre par la voie que nous venons d'indiquer. Pour tous les autres, on ne peut se prononcer ni dans un sens ni dans l'autre.

## CHAPITRE II

---

### Expropriation des expropriateurs

---

Admettons donc que le beau jour vient de naître qui apportera tout d'un coup tout le pouvoir au prolétariat. Qu'en fera-t-il? Je ne dis pas : que va-t-il en faire en s'appuyant sur telle ou telle théorie, mais que sera-t-il forcé de faire sous la pression de ses intérêts de classe et de la nécessité économique?

Il va de soi qu'il fera d'abord ce que la bourgeoisie a négligé de faire. Il balayera tout ce qui reste de la féodalité et fera une vérité du programme démocratique, qui a été aussi un jour celui de la bourgeoisie. Comme il constitue la dernière des classes, il est la plus démocratique de toutes. Il introduira le suffrage universel dans toutes les corporations, la liberté absolue de presse et de réunion; il effectuera la séparation de l'Eglise et de l'Etat et abolira tous les privilèges héréditaires; il aidera les communes à se rendre tout à fait autonomes et se débarrassera

du militarisme, ce qui pourra se faire de deux manières : ou bien en armant toute la nation ou en procédant au désarmement. La politique exige l'armement de la nation ; les finances exigent le désarmement. L'armement de la nation peut, dans certains cas, être aussi dispendieux qu'une armée permanente ; il peut être nécessaire pour consolider la démocratie, pour enlever au gouvernement la principale force qu'il puisse tourner contre la nation. Le désarmement a pour principal but de diminuer le budget de la guerre. Il peut se faire de telle manière que la puissance des gouvernements en soit encore augmentée ; cela arrive quand on remplace l'armée fournie par le service militaire obligatoire par un ramassis d'hommes sans aveu, qui, pour de l'argent, sont prêts à toutes les besognes. Un régime prolétarien songera nécessairement à concilier les deux systèmes : à armer la nation tout en cessant de renouveler l'armement : on ne fabriquera pas de nouveaux fusils, de nouveaux canons, de nouveaux cuirassés ; on ne construira pas de nouveaux forts.

Il va de soi aussi que le prolétariat victorieux réformera radicalement le système des impôts. Il s'appliquera à supprimer tous les impôts qui accablent aujourd'hui la classe ouvrière, surtout les impôts indirects qui renchérisent les vivres ; par l'impôt progressif sur les revenus ou même sur les richesses, il demandera surtout aux gros rentiers, aux grosses fortunes, les ressources né-

cessaires pour couvrir les dépenses de l'Etat. Je reviendrai d'ailleurs sur cette question.

Mais ce qui sera de la plus haute importance pour nous, ce sera l'instruction publique. L'instruction primaire a de tous temps préoccupé les partis prolétariens et a déjà joué un grand rôle chez les anciennes sectes communistes du Moyen âge. Arracher aux classes riches le monopole de l'éducation a dû, de tous temps, être le vœu de la partie intelligente du prolétariat. Il va de soi que le nouveau régime multipliera et perfectionnera les écoles, qu'il améliorera la situation des professeurs et augmentera leur traitement. Mais on fera encore plus. Le prolétariat victorieux, quelque radical qu'il soit, ne pourra pas d'un coup faire disparaître les différences de classes; elles sont le résultat d'une évolution de plusieurs milliers d'années, et elles ne peuvent s'effacer avec toutes les conséquences qui en découlent aussi simplement qu'on efface d'un coup d'éponge la craie sur le tableau. Mais l'école peut y préparer les esprits, et elle contribuera puissamment à niveler les classes en instruisant également tous les enfants, également bien nourris, également bien vêtus; en donnant à tous la même facilité de développer intégralement leurs aptitudes intellectuelles et physiques. Il ne faut pas exagérer l'influence de l'école. La vie en a une plus puissante qu'elle, et, si elle veut se mettre en opposition avec la réalité, elle ne pourra qu'échouer. Si, par exemple, nous vou-

lions tenter de faire disparaître dès aujourd'hui la distinction des classes au moyen de l'école, nous arriverions à un piètre résultat. Mais, quand l'école agit dans le sens de l'évolution effective de la société, elle peut la favoriser et la hâter. Ainsi, partout où il y a tendance à faire disparaître les différences de classes, l'école peut prendre les devants et réaliser, au moins dans un domaine restreint, chez la génération qu'elle élève, ce qui se développe dans toute la société avec cette génération.

Le radicalisme bourgeois s'est déjà proposé tous ces buts, mais il n'a pu les atteindre parce qu'il fallait être puissamment armé contre le capital et sans aucun ménagement pour lui; ce n'est le cas d'aucune classe bourgeoise. L'école, réorganisée d'après le plan que je viens d'indiquer dans tout l'empire, exigerait, d'après le calcul que j'en ai fait dans ma *Question agraire*, annuellement un milliard et demi, peut-être même deux milliards: presque le double du budget actuel de la guerre! De telles sommes ne peuvent être consacrées aux écoles que là où la chose publique est aux mains d'un prolétariat que le respect des gros revenus ne paralyse pas.

Mais la Révolution ne s'arrêtera pas après avoir opéré ces transformations. Elle n'est pas précisément une révolution bourgeoise démocratique, c'est une révolution prolétarienne. Comme nous l'avons déjà dit, nous ne rechercherons pas

maintenant ce que le prolétariat voudra faire en se fondant sur telle ou telle théorie; nous ne savons pas, en effet, quelles théories peuvent encore se produire ni dans quelles conditions, sous quelles influences la révolution s'accomplira. Nous rechercherons simplement ce que le prolétariat, sous la pression de la situation économique, sera contraint de faire s'il veut agir efficacement.

Il y a un problème qui s'impose avant tous les autres à l'attention de tout régime prolétarien. Il aura dans tous les cas à trouver le remède à la misère des sans-travail. Le chômage est pour l'ouvrier une véritable malédiction; il est synonyme de misère, d'humiliation et de crime. L'ouvrier ne vit que de la vente de sa force de travail, et, s'il ne trouve pas d'acquéreur, la faim le guette. Même quand l'ouvrier travaille, l'idée du chômage le tourmente, car il n'a aucune sécurité du lendemain: le chômage le menace, et avec lui la misère. Un régime prolétarien devra s'appliquer à remédier à cette situation, même si les prolétaires, au lieu d'être socialistes, sont simplement libéraux, comme en Angleterre. Nous ne rechercherons pas ici de quelle façon pourra se résoudre la question du chômage. Il y a des méthodes très diverses, et nombre de théoriciens ont fait à cet effet les propositions les plus variées. La bourgeoisie elle-même a cherché à parer à la misère résultant du chômage et a fait des projets d'assurances contre le chômage qui ont

été en partie réalisés. Mais la société bourgeoise ne peut rien faire de complet sur ce terrain, parce qu'elle couperait elle-même la branche sur laquelle elle est posée. Seul, le prolétariat victorieux pourra prendre des mesures — et il le fera — capables de faire disparaître la misère du chômage, qu'il soit produit par la maladie ou par toute autre cause. Pour que tous les sans-travail puissent être efficacement secourus, il faut que le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le prolétariat et le capital, se déplace; c'est ainsi que le prolétariat deviendra le maître à l'atelier. Si les ouvriers se vendent aujourd'hui aux entrepreneurs, s'ils sont dans la nécessité de se laisser exploiter et asservir, c'est parce que le spectre du chômage les hante, parce que la peur de la faim les cingle comme un fouet. Si, au contraire, l'ouvrier a son existence assurée, même en cas de chômage, rien ne lui sera plus facile que de mettre le capital en échec. Alors il n'aura plus besoin du capitaliste, qui ne pourra pas, sans l'ouvrier, continuer son exploitation. Quand on en sera là, l'entrepreneur aura le dessous dans tous les conflits avec ses ouvriers et sera forcé de céder. Les capitalistes pourront alors continuer de diriger les fabriques, mais ils cesseront d'en être les maîtres et les exploités. Mais si les capitalistes reconnaissent qu'il ne leur restera plus que des risques à courir et des charges à supporter, ils seront les premiers à renoncer à la production ca-

pitaliste et à insister pour qu'on leur achète leurs entreprises, dont ils ne tireraient plus de profits. Des faits analogues se sont déjà produits. Ainsi, pour donner un exemple, quand en Irlande l'agitation agraire était à sa période la plus violente, que les propriétaires fonciers ne pouvaient plus toucher leurs rentes, les lords eux-mêmes demandèrent que l'Etat se rendît acquéreur de tout le sol. Sous le régime prolétarien, nous pourrions attendre la même chose de la part des entrepreneurs capitalistes. Même si ce régime n'était pas guidé par des théories socialistes et ne visait pas *a priori* à faire des moyens de production capitalistes une propriété sociale, les capitalistes demanderaient eux-mêmes qu'on achetât leurs moyens de production. La domination politique du prolétariat et la continuation de la production capitaliste sont deux choses-incompatibles. Celui qui admet la possibilité de la première doit aussi admettre la possibilité de la dernière. A qui les capitalistes pourraient-ils bien vendre leurs entreprises? Certaines fabriques, des mines, etc., pourraient être cédées aux ouvriers mêmes qui y travaillent et pourraient être exploitées collectivement. D'autres pourraient être vendues à des coopératives de consommation, d'autres encore aux communes ou à l'Etat. Mais il est certain que le capital s'adressera le plus souvent aux acquéreurs les plus sûrs, les plus solvables, à l'Etat et aux communes, et, pour cette raison déjà, le plus grand nombre des entreprises deviendront pro-

priété de l'Etat ou des communes. On sait que ce sera là la solution préférée de la démocratie socialiste quand elle arrivera au gouvernail. D'un autre côté, un prolétariat qui ne serait pas guidé par des idées socialistes viserait également *a priori* à transformer en propriété nationale ou communale toutes les industries qui naturellement — les mines, par exemple, — ou par leur organisation — les trusts — sont devenues des monopoles. Ces monopoles particuliers deviennent dès à présent insupportables non seulement aux salariés, mais à toutes les classes de la société qui n'y sont pas directement intéressées. Ce n'est que l'impuissance de la bourgeoisie vis-à-vis du capital qui fait qu'elle ne s'attaque pas à ces monopoles. Une révolution prolétarienne aurait nécessairement pour conséquence l'abolition de la propriété privée de ces monopoles. Mais ils ont déjà aujourd'hui une très grande extension; ils dominent dès à présent toute la vie économique et se développent rapidement. Les nationaliser et les communaliser, c'est rendre la société et ses organes: l'Etat et la commune, maîtres de tout le processus de la production.

Les moyens de transport — chemins de fer, machines à vapeur — sont le plus propres à être nationalisés; il en est de même de la production des matières premières qu'on tire des mines, des forêts, des hauts fourneaux, des fabriques de machines, etc. C'est aussi dans ces domaines que la grande exploitation et les cartels se développent

le plus souvent. La mise en œuvre des matières premières, des produits manufacturés, pour l'usage des consommateurs et du commerce de détail a le plus souvent un caractère local et est encore fortement décentralisée. Dans ce domaine, ce seront les communes et les coopératives qui joueront le premier rôle; l'exploitation par l'Etat ne viendra qu'au second rang. Mais, avec le progrès de la division du travail, la production pour la consommation personnelle devient de moins en moins importante relativement à celle des moyens de production. Et ainsi s'agrandit le domaine de la production par l'Etat. Ce domaine se développe encore par ce fait que le développement de la circulation et de la grande exploitation ouvrent un marché plus vaste à toutes les productions locales et les transforment l'une après l'autre en industries nationales. L'éclairage au gaz, par exemple, est évidemment une affaire communale; en revanche, le développement de l'éclairage électrique et de la transmission de la force motrice dans les pays de montagnes y rend nécessaire la nationalisation de la force hydraulique. De ce fait, l'éclairage, qui est une exploitation communale, devient une affaire de l'Etat. D'un autre côté, le cordonnier, autrefois, ne travaillait que pour le marché local, tandis que la fabrique de chaussures fournit ses produits non à une seule commune, mais à tout le pays; aussi est-elle mûre non pour être communalisée, mais pour être nationalisée: il en est de même des

raffineries de sucre, des brasseries, etc. La tendance de l'évolution est donc de faire prédominer de plus en plus l'exploitation par l'Etat sous le régime prolétarien.

Ne disons rien de plus sur la propriété des moyens de production de la grande exploitation, qui comprend naturellement les exploitations agricoles. Mais qu'advient-il du capital-argent et de la propriété foncière? Le capital-argent est cette portion du capital qui peut se placer à intérêts. Le capitaliste proprement dit n'a pas de fonctions personnelles à remplir dans la vie économique; il est inutile, et on peut sans aucune difficulté l'exproprier d'un trait de plume. On y arrivera d'autant plus vite que c'est précisément cette portion inutile de la classe des capitalistes, la haute finance, qui se rend de plus en plus maîtresse de toute la vie économique. Elle est aussi maîtresse des grands monopoles privés, des trusts, etc. Et l'on ne peut pas exproprier le capital industriel et s'arrêter devant le capital-argent. L'un et l'autre sont trop étroitement confondus. La socialisation des exploitations capitalistes (c'est ainsi que nous désignerons brièvement le transfert de la propriété à l'Etat, à la commune, aux coopératives) aura comme conséquence naturelle la socialisation d'une grande partie du capital-argent. Quand on nationalise une fabrique ou un domaine, leurs dettes sont également nationalisées; de dettes privées, elles deviennent dettes de l'Etat. S'il

s'agit d'une société par actions, les actionnaires deviendront créanciers de l'Etat.

Reste à considérer la propriété foncière. Je parle ici de la propriété du sol et non des exploitations agricoles. Les grandes exploitations agricoles régies par le capital suivront naturellement la même évolution que les autres grandes exploitations. Elles n'auront plus de salariés et seront forcées d'offrir à l'Etat ou aux communes l'achat de leurs possessions, et ainsi elles seront également socialisées. Les petites exploitations paysannes resteront probablement des propriétés privées. J'y reviendrai plus loin.

Il ne s'agit donc pas d'exploitation agricole, mais de la propriété foncière, indépendante de l'exploitation, de la propriété privée du sol, qui procure au propriétaire une rente foncière sous la forme de fermage, de loyer ou d'intérêts hypothécaires, qu'il soit question de propriété foncière urbaine ou rurale.

Ce que nous avons dit du capitaliste financier s'applique également au propriétaire foncier. Lui non plus n'a aucune fonction personnelle à remplir dans la vie économique et peut être facilement éliminé. Dans certains milieux bourgeois, on constate dès à présent le désir de socialiser la propriété foncière privée, comme on y cherche à socialiser les monopoles privés dont nous avons parlé antérieurement; cette propriété privée devient en effet de plus en plus oppressive, de plus en plus nuisible, dans les villes surtout. Dans ce

cas aussi, il suffit simplement d'être assez fort pour arriver à la socialisation, et le prolétariat vainqueur aura la force nécessaire. L'expropriation des exploités revient à une pure question de puissance. Elle résulte fatalement des besoins économiques du prolétariat et elle sera la conséquence inévitable de sa victoire.

---

## CHAPITRE III

---

### Confiscation ou rachat

---

La nécessité et la possibilité de l'expropriation des expropriateurs ne laissent pas de doute dans notre esprit; nous ne pouvons répondre avec la même assurance à cette autre question connexe: l'expropriation sera-t-elle une confiscation ou un rachat? Les propriétaires actuels seront-ils dédommagés ou non? A cette question, nous ne sommes pas en état de répondre dès à présent. Ce n'est pas nous qui serons chargés d'effectuer cette évolution: on ne peut pas prévoir quelles seront les circonstances, ni de quel poids elles feront pencher vers l'une ou l'autre solution. Et cependant il y a de nombreuses raisons pour croire qu'un régime prolétarien préférera la voie du rachat et cherchera à dédommager les capitalistes et les propriétaires fonciers. Je donnerai seulement deux de ces raisons, celles qui me paraissent les plus sérieuses. Le capital-argent est devenu, comme nous l'avons déjà dit, une puissance impersonnelle, et aujourd'hui toute somme

d'argent peut être convertie en capital sans que le possesseur ait besoin de faire acte de capitaliste. Nous savons que si nous avons économisé une pièce de 5 francs, nous pouvons la placer à intérêt sans pour cela devenir un capitaliste. C'est un phénomène qui est largement exploité par les défenseurs optimistes de l'ordre social actuel. Ils concluent qu'il serait très possible par ce moyen d'exproprier les capitalistes, qu'il suffirait que tous les ouvriers portassent à la Caisse d'épargne leurs petites économies et eussent ainsi eux-mêmes une part de capital. Ces mêmes optimistes ont dit ailleurs : « Si nous confisquons aujourd'hui le capital, nous ne prendrions pas seulement le capital des riches, mais aussi celui des ouvriers, nous confisquerions aussi les petites économies des pauvres, des veuves et des orphelins. » En agissant ainsi, nous susciterions un grand mécontentement, même parmi les ouvriers : c'est une raison pour les exciter à renverser leur propre domination, renversement que ces glorificateurs du régime actuel attendent avec sécurité.

Je ne m'arrêterai pas au premier argument : il est trop dénué de bon sens. Les gens qui veulent exproprier le capital par l'augmentation des petites économies, ne voient pas que le grand capital augmente bien davantage. D'un autre côté, il est juste de dire qu'un régime prolétarien qui se proposerait une confiscation générale, confisquerait aussi l'épargne des petites bourses, mais

cela ne fera pas que les ouvriers se dégoûtent de leur propre souveraineté — il faut avoir bien peu d'arguments sérieux à opposer à la révolution sociale pour se bercer de telles espérances —, mais cela pourra amener le prolétariat à renoncer à la confiscation des moyens de production.

Dans ce cas, on peut se demander quel avantage la classe ouvrière tirera de l'expropriation? Elle n'aura d'autre effet que de convertir tout le capital en capital-argent, en dettes nationales, communales ou corporatives; et la plus-value que les capitalistes tiraient jusque-là directement des ouvriers, leur parviendrait par l'entremise de l'Etat, des communes ou des corporations. Et cela change-t-il en rien la situation des ouvriers?

Question très juste. Mais même si le régime prolétarien devait payer au capital la même somme de profits qu'il touchait auparavant, l'expropriation sous le régime prolétarien aurait quand même ce très grand avantage de rendre impossible désormais toute augmentation de l'exploitation. Le capital ne peut plus produire de rente nouvelle, celle-ci ne peut plus s'accroître. Cela seul serait déjà un beau résultat de la révolution prolétarienne. Toute augmentation de la richesse sociale deviendrait donc un avantage pour toute la société.

Mais il y a encore un autre avantage. Dès que la propriété capitaliste aura pris la forme de dette inscrite de l'Etat, de la commune, des corporations, il sera possible d'établir un impôt progres-

sif sur les revenus, sur la fortune, sur les successions, plus élevé qu'on n'aurait pu le faire auparavant. C'est déjà une de nos revendications aujourd'hui de remplacer par de tels impôts tous les autres et tout particulièrement les impôts indirects. Mais si nous étions aujourd'hui assez forts pour les introduire, grâce à l'appui d'autres partis — ce sur quoi il ne faut pas compter, car aucun parti bourgeois n'irait aussi loin —, nous ne laisserions pas de rencontrer de très grandes difficultés. C'est un fait reconnu que plus les impôts sont élevés, plus il y a tentation de frauder le Trésor. Et quand même on réussirait à empêcher toute dissimulation de revenu et de richesses, on ne serait pas encore en état d'élever à volonté les impôts sur le revenu et sur la richesse, parce que les capitalistes trop imposés quitteraient le pays, et l'Etat en serait pour ses frais: il aurait bien l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la richesse, mais revenus et impôts auraient disparu. Ces impôts ne peuvent donc dépasser une certaine mesure aujourd'hui, même si le pouvoir politique est aux mains des prolétaires. Mais la situation change du tout au tout, si toute la propriété capitaliste prend la forme de dette publique. Cette propriété, qu'on ne peut pas évaluer exactement aujourd'hui, sera mise en pleine évidence. Il suffira de décréter que toutes les dettes doivent être inscrites au nom du propriétaire et l'on pourra estimer exactement les revenus et la fortune de chacun. Alors on pourra à

volonté élever les impôts, sans qu'aucune fraude devienne possible. Il ne sera plus possible non plus d'échapper à l'impôt par l'émigration, car, les intérêts étant payés par les institutions publiques du pays, par l'Etat lui-même, il lui sera facile de retenir l'impôt sur les revenus à payer. Dans ces conditions, il sera possible d'élever l'impôt progressif sur le revenu et sur la fortune autant qu'il le faudra. En cas de besoin, cette élévation ressemblera fort à une confiscation des grandes fortunes.

Mais, me demandera-t-on, quel avantage y a-t-il à prendre cette voie détournée au lieu de confisquer directement les grosses fortunes? N'est-ce pas une pure comédie pour dissimuler les apparences de la confiscation que de racheter les capitaux à leur vraie valeur et de s'en emparer ensuite par l'impôt: la différence entre ce mode de procédé et la confiscation directe n'est que dans la forme.

Il y a une différence. La confiscation directe des capitaux les frappe tous également, ceux des invalides du travail comme ceux des travailleurs, les petits comme les grands. Avec cette méthode il est difficile, souvent impossible de distinguer les gros revenus des petits, les uns et les autres étant engagés dans les mêmes entreprises financières. La confiscation directe se ferait promptement, tout d'un coup, tandis que la confiscation par l'impôt permet d'arriver à la suppression de la propriété capitaliste par un lent processus dont

le mouvement s'accroîtra à mesure que la nouvelle organisation se consolidera et manifesterà des heureux effets. Elle permettra de faire durer cette confiscation des dizaines d'années, de sorte qu'elle ne deviendra pleinement efficace que pour la génération nouvelle qui aura grandi dans ce nouvel état de choses et à qui on aura appris à ne plus compter sur le capital et les intérêts. La confiscation perd ainsi ce qu'elle a de pénible, on s'y habituera, elle paraîtra moins douloureuse. Plus la conquête du pouvoir politique par le prolétariat se fera pacifiquement, plus solidement ce pouvoir sera organisé, plus il sera éclairé, et plus on pourra s'attendre à ce que la forme plus raffinée de l'impôt progressif soit préférée à la forme plus primitive de la confiscation.

Je me suis longuement arrêté sur cette question parce qu'elle est une des principales objections de nos adversaires, et non pas parce que la solution présente de très grandes difficultés. Ce n'est que plus tard que nous nous trouverons en présence de très sérieuses difficultés. L'expropriation des moyens de production est relativement le plus simple des grands changements qu'entraînera la révolution sociale. Pour l'opérer, il suffit d'avoir la puissance nécessaire, et cette puissance est l'hypothèse sur laquelle repose toute notre étude. Les difficultés du régime prolétarien ne sont pas du domaine de la propriété, mais de celui de la production.

---

## CHAPITRE IV

---

### Comment intéresser l'ouvrier au travail

---

Nous avons vu que la révolution sociale met un terme au mode de production capitaliste, que la domination politique du prolétariat est nécessairement liée à une révolution économique dirigée contre la production capitaliste afin d'en arrêter le développement. Mais il faut que la production soit continuée, elle ne peut pas s'arrêter, pas même quelques semaines, sans que toute la société ne périsse. C'est donc un devoir urgent du prolétariat victorieux d'assurer la continuation de la production en dépit de tout ce qui peut la troubler, et de ramener à la fabrique et aux ateliers les ouvriers qui leur tournent le dos, de les y maintenir afin que la production ne soit pas interrompue.

Quels sont les moyens dont dispose à cet effet le nouveau régime? On n'aura certainement pas recours à l'aiguillon de la faim, ni aux moyens coercitifs. S'il y a des gens qui s'imaginent que le gouvernement prolétarien ressemblera à une

maison de correction, que l'autorité assignera à chacun sa tâche, c'est qu'ils connaissent mal le prolétariat qui, se donnant lui-même ses lois, sera bien plus imbu de l'amour de la liberté que les professeurs serviles et byzantins qui s'indignent contre le caractère correctionnel de l'Etat futur.

Jamais le prolétariat victorieux ne s'accommodera du régime de la caserne ou de la maison de correction. Il n'en a pas besoin; il dispose d'autres moyens pour maintenir les ouvriers au travail.

Il faut d'abord ne pas oublier la grande force de l'habitude. Le capital a accoutumé l'ouvrier à travailler du matin au soir, il ne saurait rester sans rien faire. Il y a même des personnes qui sont tellement habituées à leur besogne qu'elles ne savent que faire de leurs heures de liberté; elles se sentent malheureuses dès qu'elles ne travaillent plus. Il y a peu de personnes qui seraient heureuses de ne jamais travailler. Je suis convaincu que lorsque le travail n'aura plus le caractère rebutant du surmenage, quand la journée de travail sera raisonnablement réduite, la masse des ouvriers se livrera, par pure habitude, à un travail régulier dans les fabriques et dans les mines.

Il va sans dire qu'on ne peut compter sur ce seul stimulant, c'est le plus faible de tous. Un autre, bien plus puissant, est l'esprit de *discipline* du prolétariat. Nous savons que lorsqu'un

syndicat décide la grève, l'ouvrier organisé est assez discipliné pour s'imposer volontairement toutes les épreuves, toutes les terreurs d'un chômage, pour ne pas manger à sa faim des mois durant, dans l'intérêt de la cause commune. Je pense donc que si la discipline est assez forte pour arracher l'ouvrier à la fabrique, elle le sera aussi pour l'y maintenir. Quand un syndicat reconnaît la nécessité d'un travail régulier qui ne doit subir aucune interruption, nous pouvons être persuadés que dans l'intérêt de la collectivité, il y aura à peine un membre qui abandonnera son poste. Cette même force qui fait aujourd'hui du prolétariat une arme de guerre contre la production, en fera alors un moyen efficace pour assurer la marche du travail social. Plus est parfaite, dès à présent, l'organisation syndicale, plus on pourra espérer que la production se poursuivra sans interruption, après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Mais la discipline du prolétariat n'est pas la discipline militaire; elle n'est pas l'obéissance passive à une institution établie d'en haut; c'est la discipline démocratique, la soumission volontaire à une direction élue et aux résolutions de la majorité des compagnons. Pour que cette discipline démocratique ait une action dans la fabrique, il faut que le travail y soit organisé démocratiquement, que la fabrique démocratique ait remplacé la fabrique autocratique d'aujourd'hui. Il va de soi qu'un régime socialiste n'aura rien de

plus pressé que d'organiser démocratiquement la production. Mais si le prolétariat victorieux n'avait pas de prime abord cette intention, il y serait amené par la nécessité d'assurer la continuité de la production. On ne maintiendra dans le travail la discipline qui y est indispensable qu'en introduisant la discipline syndicale dans le processus de la production.

Tout cela ne pourra pas se faire partout de la même manière: chaque industrie a son caractère propre, qui est une indication pour l'organisation de ses ouvriers. Il y a, par exemple, des exploitations qui ne peuvent pas se passer d'une organisation démocratique, tels les chemins de fer. Voici quelle pourrait être dans ce cas l'organisation démocratique: les ouvriers éliraient des délégués qui formeraient une sorte de parlement ayant pour mission de régler le travail et de surveiller l'administration bureaucratique. D'autres exploitations peuvent être confiées aux syndicats; d'autres, enfin, peuvent être laissées aux mains des corporations. Il y a donc dans les industries une très grande variété dans l'organisation démocratique, et nous ne pouvons pas espérer voir adopter pour toutes un seul et même modèle.

Nous avons vu qu'il pouvait y avoir différentes sortes de propriétés: propriété de l'Etat, propriété de la commune, propriété des associations; mais bien des moyens de production pourront continuer à être des propriétés privées,

ainsi que nous le montrerons. Nous venons de voir à l'instant que l'organisation des exploitations sera très variée.

Quelque puissants stimulants puissent être la discipline démocratique et l'accoutumance à un travail régulier, elles ne sont peut-être pas encore une garantie suffisante d'une participation constante de tous les ouvriers à la production. Nous ne pouvons pas espérer que l'organisation syndicale comprenne dans sa société actuelle la majorité des ouvriers. Quand la classe ouvrière arrivera au gouvernail, il n'y aura probablement encore qu'une minorité de ses membres qui seront organisés et disciplinés. Il faudra donc trouver d'autres stimulants au travail. Celui qui s'offre tout d'abord à un régime prolétarien est l'attraction du travail. On devra s'efforcer de faire un plaisir de ce travail, qui, aujourd'hui encore est une peine. Si le travail devient agréable, on s'y rendra gaiement.

Certes, cela n'est pas chose facile; mais le prolétariat pourra, dès qu'il sera maître de la situation, faire un premier pas dans cette voie en abrégeant la journée de travail. En même temps, on s'efforcera de rendre les ateliers plus hygiéniques, plus agréables, d'enlever autant que possible au travail ce qui peut le rendre désagréable ou répugnant. Toutes ces mesures ne feront que développer ce que les lois de protection ouvrière se proposent dès à présent. Mais, pour réaliser de grands progrès dans cette voie, il faudra

transformer les bâtiments et la technique, et ces changements ne peuvent pas se produire du jour au lendemain. Il sera difficile de rendre promptement attrayant le travail de la mine et de la fabrique. Il faudra donc, outre l'attrait du travail, mettre une autre attraction en œuvre, celle du salaire.

Je parle ici de salaires, et l'on me dira sans doute: « Y aura-t-il donc encore des salaires dans la nouvelle société? Ne voulons-nous pas supprimer le travail salarié et l'argent? Comment peut-il être alors question de salaires? » Ces objections seraient fondées si la révolution sociale voulait se mettre immédiatement à supprimer l'argent. Chose qui me semble impossible. L'argent est jusque à présent le plus simple des moyens connus pour faciliter la circulation des produits et leur répartition entre les différents membres de la société, dans le mécanisme si compliqué de la production moderne et la division du travail poussée à l'extrême. L'argent met chacun à même de satisfaire ses besoins selon ses penchants (naturellement dans les limites de sa puissance économique). Comme moyen de circulation, l'argent restera indispensable tant qu'on n'aura rien trouvé de mieux. Il perdra, à la vérité, certaines de ses fonctions, du moins dans la circulation intérieure; il ne sera surtout plus la mesure des valeurs. Quelques remarques sur la valeur ne seront pas hors de propos ici; elles élucideront ce que nous dirons plus loin.

Rien n'est plus erroné que de croire qu'il incombe à un régime socialiste de faire exécuter rigoureusement la loi des valeurs, de veiller à ce qu'il y ait égalité entre les valeurs échangées... La loi des valeurs est plutôt une loi propre à la société productrice de marchandises.

La production de marchandises est le mode de production dans lequel, avec une division du travail très développée, plusieurs producteurs indépendants les uns des autres, produisent les uns pour les autres. Mais aucun mode de production ne peut subsister sans une certaine proportionnalité. Le nombre des bras dont dispose une société est limité, et pour qu'elle puisse satisfaire à ses besoins et continuer à produire, il faut que les forces productrices disponibles soient réparties convenablement entre les différentes branches de la production. Dans une société communiste, le travail est méthodiquement réglé, les ouvriers sont répartis d'après un plan déterminé entre les différentes industries. Mais dans la production commerciale, cette réglementation se fait d'après la loi de la valeur. La valeur de toute marchandise est limitée non par le temps qui a été employé à la produire, mais par le temps que sa production nécessite dans l'état social existant. Nous ne parlerons pas ici de la modification que cette loi subit dans la production capitaliste par le profit, nous compliquerions inutilement notre analyse, sans jeter de lumière nouvelle sur la question. Le temps nécessaire à une

production quelconque dans une société donnée est déterminé tout d'abord par le degré de développement qu'y a atteint la technique de cette production, par la plus ou moins grande ardeur mise au travail, bref, par la force productive moyenne de l'ouvrier, ensuite par la qualité des produits dont la société a besoin et enfin par le total des ouvriers dont la société dispose. Grâce à la libre concurrence, le prix des produits, c'est-à-dire la quantité d'or qu'on peut obtenir en échange, se rapproche de leur valeur toujours déterminée par la durée du travail qu'ils ont nécessité dans l'état social donné. C'est ainsi qu'il arrive que la production dans une industrie quelconque, sans être réglée par un organe central, ne s'écarte jamais trop, ni pour longtemps, de son niveau normal. Sans la loi de la valeur, la production marchande, au milieu de l'anarchie qui y domine, deviendrait bientôt un chaos inextricable.

Un exemple va rendre la chose évidente; choisissons-le aussi simple que possible. Comme objets de la production sociale prenons deux marchandises quelconques: les pantalons et les bretelles.

Admettons que dans une société la fabrication des pantalons dans un temps déterminé nécessite 10.000 journées de travail, et que celle des bretelles, dans le même espace de temps, n'en demande que 1.000. Autrement dit: voilà le nombre des journées de travail nécessaires, dans un

état donné de productivité du travail, pour fournir à la société les pantalons et les bretelles qui lui sont nécessaires. Si la journée de travail vaut 10 marks, la valeur des pantalons sera de 100.000 marks et celle des bretelles de 10.000.

Si un seul ouvrier s'écarte de la production normale de la société, si son travail n'équivaut qu'à la moitié environ de celui de ses camarades, le prix du produit de sa journée de travail ne sera aussi que la moitié environ de celui du produit de la journée de travail de ses camarades. Cela est un fait connu. Mais la même chose se présente quand la proportionnalité des travaux devient anormale. Si, par exemple, la fabrication des bretelles attire plus d'ouvriers que la société le nécessite, ces ouvriers feront défaut ailleurs, puisque le nombre des ouvriers dont la société dispose est limité. Admettons pour plus de simplicité que les tailleurs seuls fournissent cet excédent d'ouvriers en bretelles; qu'au lieu de 10.000 journées de travail, les tailleurs n'en fournissent plus que 8.000, et que les ouvriers en bretelles, au lieu de 1.000 journées en fournissent 3.000. Il y aura surabondance de bretelles, mais on manquera de pantalons. Qu'en résultera-t-il? le prix des bretelles baissera, celui des pantalons haussera. Les 3.000 journées de travail qui sont effectivement consacrées à la fabrication des bretelles ne représenteront cependant que la valeur des 1.000 journées dont la société a besoin, et la valeur d'une paire de bretelles sera réduite au

tiers de sa valeur primitive, son prix tombera probablement encore au-dessous du tiers. La valeur des pantalons sera encore comme auparavant déterminée par les 10.000 journées de travail nécessaires à la société, et non par les 8.000 journées qui y sont consacrées effectivement, et la valeur de chaque pantalon sera les  $\frac{5}{4}$  de la valeur antérieure. Par suite, la fabrication des bretelles cessera d'être profitable, le nombre des ouvriers qui s'y livrent diminuera et ils iront de nouveau grossir les rangs des tailleurs en pantalons dont le travail sera devenu extraordinairement rémunérateur. C'est ainsi que la valeur est régulatrice de la production, là où il y a libre concurrence. Ce n'est pas le meilleur moyen de régler la production, mais c'est le seul possible avec la propriété privée des moyens de production. Lorsque la propriété des moyens de production sera collective, la production sera aussi réglée collectivement. Il ne sera plus nécessaire de la régler par l'échange de valeurs égales. En même temps, l'argent ne sera plus la mesure des valeurs, ne sera plus un objet de valeur. La monnaie métallique pourra être remplacée par toute autre monnaie. Les produits pourront être maintenus à des prix indépendants de leur valeur. Mais le temps employé à les produire sera toujours d'une importance capitale dans leur évaluation, et il est tout indiqué qu'on tiendra compte des prix qu'avaient les objets antérieurement. Mais s'il y a de l'argent et si les produits

sont estimés, il faudra bien payer le travail avec de l'argent, et il y aura nécessairement des salaires.

Malgré cela, ce serait une erreur de croire que le salariat actuel persistera, comme le font certains Fabiens qui prétendent que la tâche du socialisme n'est pas d'abolir le salariat, mais de le généraliser. Cela n'est juste qu'en apparence. Au fond le salaire est tout autre chose dans un régime prolétarien que dans le capitalisme. Aujourd'hui, il est le prix du travail considéré comme marchandise : il est déterminé en dernier ressort par les frais d'entretien de l'ouvrier ; ses oscillations dépendent de la loi de l'offre et de la demande. Cela ne sera plus ainsi dans une société où dominera le prolétariat, l'ouvrier ne sera plus forcé de vendre son travail, qui ne sera plus une marchandise dont le prix est déterminé par les frais de production, et ce prix ne dépendra plus du rapport de l'offre et de la demande. Ce qui déterminera désormais le taux du salaire, ce sera en dernier ressort la quantité des produits qu'on aura à répartir entre les ouvriers. Plus cette quantité sera considérable, et plus le niveau général des salaires pourra s'élever et s'élèvera effectivement. Sans doute que l'offre et la demande conserveront toujours une certaine influence sur les salaires relatifs des différentes industries. Comme on n'assignera pas militairement telle ou telle industrie à l'ouvrier, qu'il s'y portera volontairement, il pourra arriver que

certaines industries soient encombrées, tandis que d'autres manquent de bras. Pour rétablir l'équilibre, il n'y aura qu'à baisser les salaires là où les ouvriers surabondent, et à les élever là où ils sont en nombre insuffisant, jusqu'à ce que chaque branche d'industrie ait autant d'ouvriers qu'il lui faut. Mais le niveau général des salaires de tous les ouvriers ne dépendra plus du rapport de l'offre à la demande, mais bien de la quantité des produits disponibles. Il ne se produira plus de baisse générale des salaires, à la suite de la surproduction. Plus on produira, et plus les salaires en général s'élèveront.

Voici une nouvelle question qui se pose : pour assurer la continuité de la production il sera nécessaire d'y attacher les ouvriers par une augmentation générale des salaires. Mais comment payera-t-on ces salaires augmentés? autrement dit : où prendra-t-on la quantité nécessaire de produits ?

Si nous admettons, — ce que nous n'avons pas fait, — le cas le plus favorable au nouveau régime, celui d'une confiscation générale, si tous les revenus des capitalistes revenaient aux ouvriers, il en résulterait déjà une jolie hausse des salaires. Dans mon travail sur la Réforme et la Révolution, j'ai reproduit une statistique établissant qu'en Angleterre, en 1891, les revenus des ouvriers se sont élevés en chiffres ronds à 700 millions de livres sterl., et ceux des capitalistes à 800 millions environ. J'ai fait remarquer

en outre que cette statistique me semblait embellir la situation, qu'elle exagérait le chiffre des salaires, et diminuait celui des revenus capitalistes. Mais admettons ces chiffres de 1891 : ils montrent en tous cas que si le revenu des capitalistes devenait la loi des ouvriers, tous les salaires pourraient être doublés. Mais malheureusement, cela ne se fera pas si facilement. Si nous exproprions le capital, il faudra que nous nous chargeons de ses fonctions sociales. Parmi celles-ci, il y a l'importante fonction de l'accumulation des capitaux. Les capitalistes ne consomment pas tous leurs revenus ; ils en réservent une partie qui sert à étendre la production. Un régime prolétarien devra agir de même pour donner de l'extension à la production : pour cette raison déjà, même si la confiscation du capital était radicale, les ouvriers n'obtiendraient pas tous les revenus antérieurs : les capitalistes sont d'ailleurs obligés de donner à l'Etat sous forme d'impôts une partie de la plus-value qu'ils empochent. Cette partie sera considérable lorsque l'impôt progressif sur le revenu et sur la fortune sera l'unique imposition de l'Etat et de la Commune. Les impôts ne diminueront certainement pas. J'ai déjà indiqué quelles dépenses nécessitera rien que la nouvelle organisation de l'instruction publique ; il faudra, en outre, constituer une assurance avantageuse contre la maladie, une assurance pour les invalides du travail, pour la vieillesse, etc...

Nous voyons donc que même si nous confisquons tout le capital d'un coup, il ne restera pas beaucoup du revenu des capitalistes à consacrer à la hausse des salaires. Il en restera encore bien moins si nous voulons indemniser les capitalistes. Il sera donc absolument nécessaire, pour pouvoir élever les salaires, de produire plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent.

Il est donc urgent pour la révolution sociale non seulement de continuer la production, mais de l'augmenter. Le prolétariat victorieux devra se hâter de développer la production s'il veut être à la hauteur des nombreuses exigences auxquelles le nouveau régime aura à satisfaire.

---

## CHAPITRE V

---

### Augmentation de la production

---

Il y a différents moyens d'augmenter rapidement la production. Deux de ces moyens les plus efficaces ont déjà acquis une grande importance.

Tous deux sont employés avec succès par les trusts américains qui, en général, nous apprendront bien des choses sur les méthodes de la révolution sociale. Ils nous montrent comment on peut, d'un coup de baguette, augmenter la productivité du travail. On y arrive simplement en concentrant toute la production dans les exploitations les plus parfaites et en laissant chômer toutes celles qui n'ont pas atteint ce degré de perfection.

Le trust des sucres, par exemple, a, il y a quelques années, utilisé un quart seulement des raffineries qu'il possédait, et a produit autant de sucre dans ce quart de ses usines, qu'on en produisait auparavant dans toutes les usines réunies. Le trust du whisky a acheté 80 grandes distilleries dont 48 ont été mises immédiatement

hors d'usage : il n'en a utilisé que 12 qui ont bientôt fourni plus de whisky que n'en produisaient auparavant les 80 distilleries. Un régime prolétarien procédera de même et le pourra d'autant plus facilement qu'il ne sera pas contrarié par la propriété privée. Là où les exploitations particulières sont des propriétés privées, l'élimination des établissements insuffisants ne se fait que lentement sous l'action de la libre concurrence. Les trusts ont pu immédiatement laisser de côté les exploitations qui ne réussissaient pas, parce que toutes étaient réunies dans une main et qu'elles n'étaient plus des propriétés privées. La méthode que les trusts peuvent appliquer dans un domaine relativement restreint de la production pourra être étendue à toute la production sociale par un régime prolétarien qui abolira toute la propriété privée capitaliste. Mais sa méthode d'augmenter la productivité par l'élimination des exploitations insuffisantes se distinguera de celle des trusts actuels non seulement par sa plus grande extension ; elle aura encore une autre efficacité et servira à d'autres fins. Le nouveau régime opérera ce changement surtout afin de pouvoir élever les salaires. Le trust au contraire ne se soucie nullement des ouvriers. Il abandonne tout bonnement ceux qui deviennent superflus dans les industries où il y a trop de bras. Il s'en sert tout au plus pour exercer une pression sur les ouvriers occupés, abaisser leurs salaires et aug-

menter leur dépendance. Le prolétariat victorieux procédera tout autrement. Il enverra aux exploitations en activité les ouvriers devenus superflus là où l'exploitation a cessé. Les trusts sont d'autant plus disposés à mettre des ouvriers à pied que leur but n'est pas d'augmenter considérablement la production.

Plus la quantité des produits augmente, plus il y a d'offre et plus les prix baisseront, toutes les autres circonstances restant les mêmes. Mais les trusts se proposent précisément de réagir contre la baisse des prix, ils cherchent donc plutôt à restreindre la production qu'à l'augmenter. S'ils n'utilisent que les meilleures exploitations, c'est uniquement pour diminuer les frais de la production et augmenter ainsi les profits en maintenant les prix ou même en les augmentant, mais leur but n'est pas d'augmenter la production. Sous le régime prolétarien, il s'agit au contraire d'étendre la production, car ce régime veut augmenter les *salaires* et non les *profits*. Il augmentera donc autant que possible le nombre d'ouvriers dans les meilleures exploitations et il peut augmenter la production en faisant travailler dans une exploitation, les uns après les autres, plusieurs équipes d'ouvriers. La chose est possible et exercera une grande influence sur la production : je vais le montrer par un exemple. Les chiffres que je vais donner sont absolument fictifs et peuvent ne pas répondre à la réalité; mon exemple n'est cependant pas une

pure œuvre d'imagination; il est emprunté à ce qui se fait dans les trusts. Considérons, si vous voulez, l'industrie textile en Allemagne: elle occupe aujourd'hui, en chiffres ronds environ un million d'ouvriers (1895 : 993.257). Plus de la moitié de ces ouvriers (1895 : 587.599) travaillent dans des exploitations comptant plus de 50 ouvriers. Nous admettrons encore que l'exploitation la plus grande, la plus vaste est aussi la plus parfaite. Cela n'est pas toujours vrai : une exploitation avec 20 ouvriers peut être mieux aménagée techniquement qu'une autre qui compte 80 ouvriers ; mais il en est ainsi en général, et nous pouvons d'autant mieux l'admettre ici qu'il s'agit d'un exemple utile à la démonstration et non de la base d'un projet devant dès demain être mis à exécution. Admettons donc que les exploitations les plus imparfaites soient celles qui comptent moins de 50 ouvriers. Toutes celles-ci cesseront de travailler, et les ouvriers en seront transférés dans celles qui occupent plus de 50 ouvriers ; on pourrait alors les faire travailler successivement en les divisant en deux équipes. Si aujourd'hui leur journée de travail est de 10 à 11 heures, on pourrait la réduire à 8 heures à peu près pour chaque équipe. A partir de ce moment on travaillerait donc journallement 6 heures de plus, l'utilisation des machines augmenterait en proportion, quoique chaque ouvrier travaille deux heures de moins qu'auparavant. Nous pouvons admettre

que la production de chaque ouvrier ne sera pas diminuée, car de nombreux exemples ont montré que les avantages d'une journée de travail ainsi raccourcie contre-balancent au moins en général les désavantages qui y sont inhérents. Si nous admettons en outre que dans une exploitation non perfectionnée un ouvrier produit annuellement une quantité de travail d'une valeur de 2.000 marks et que l'ouvrier produit dans les exploitations plus grandes deux fois plus (Sinzheiner adopte ce rapport de productivité entre la petite et la grande exploitation), c'est-à-dire une valeur de 4.000 marks, ce demi-million d'ouvriers employés dans les petites exploitations de l'industrie textile produira donc une valeur d'un milliard de marks, l'autre demi-million d'ouvriers employés dans les exploitations plus grandes produira une valeur de deux milliards ; la valeur des produits du million d'ouvriers sera donc de trois milliards.

Mais si, sous le nouveau régime, tous les ouvriers sont concentrés dans les exploitations contenant plus de 50 ouvriers, le travail annuel de chaque ouvrier aura une valeur de 4.000 marks, celui de tous les ouvriers en tissus sera donc d'une valeur de quatre milliards de marks, c'est-à-dire d'un milliard de marks de plus qu'auparavant.

— Nous admettons pour faciliter la comparaison qu'on produira des valeurs après comme auparavant.

On pourrait aller encore plus loin, et faire cesser le travail non seulement dans les petites exploitations mais aussi dans les exploitations moyennes comptant de 50 à 200 ouvriers, et concentrer toute l'industrie textile dans les plus grandes fabriques, dans celles qui comptent plus de 200 ouvriers. Le nombre des ouvriers allemands qui y travaillaient en 1895 était de 350.306, un tiers environ du nombre total des ouvriers en tissus. Il faudrait donc diviser les ouvriers en trois séries travaillant à tour de rôle, pour les occuper dans toutes ces grandes exploitations. Admettons que pour éviter le travail de nuit, la journée de chaque ouvrier soit réduite à 5 heures, à la moitié de la durée actuelle du travail. Aujourd'hui l'ouvrier des plus grandes fabriques produit peut-être quatre fois plus que l'ouvrier des petites exploitations, c'est-à-dire une valeur de 8.000 marks d'après la supposition toute gratuite que nous avons faite. La réduction de la journée de travail n'entraîne pas une réduction proportionnelle des produits, car l'ouvrier qui a moins d'heures de travail travaille mieux que l'ouvrier surmené. Si nous admettons que dans 8 heures il produira autant qu'en 10 heures aujourd'hui, on ne sera pas trop optimiste en admettant que lorsque la journée de travail sera réduite de 8 heures à 5 heures, le travail produit ne subira pas plus de 25 p. 100 de diminution, que cette réduction sera certainement au-dessous de 37 p. 100. D'après cela, cha-

que ouvrier produira annuellement une valeur de 5.000 à 6.000 marks au minimum, et tous ensemble une valeur de 5 à 6 milliards.

La production totale pourra donc être le *double* de ce qu'elle est aujourd'hui *et par conséquent les salaires pourront aussi être doublés*, — en faisant complètement abstraction de toute confiscation des capitaux — *en même temps que la journée de travail sera réduite de moitié*. Dans certaines circonstances même, l'augmentation des salaires, en se fondant sur les chiffres que nous venons de donner, pourra être encore plus grande. Admettons que le produit annuel des industries textiles que nous évaluons à trois milliards se répartisse ainsi qu'il suit: un milliard est affecté aux salaires, un milliard aux matières premières, aux machines, etc., et un milliard constitue le profit du capital. Sous le nouveau régime, elles produiront six milliards, dont deux seront affectés aux matières premières, aux machines, etc., dont un servira à indemniser les capitalistes expropriés et à effectuer les contributions qu'ils rendaient à la société, et il restera trois milliards à distribuer en salaires qui seraient ainsi *triplés*. Et tout cela s'obtiendra sans qu'il soit nécessaire de faire d'autres installations de nouvelles machines; il suffira d'arrêter le travail des petites exploitations et d'amener les ouvriers devenus disponibles dans les grandes. Nous n'avons pour cela qu'à exécuter en grand ce dont les trusts nous donnent

l'exemple en petit. Seule la propriété privée des moyens de production entrave ce développement des forces productrices modernes.

Cette méthode peut être envisagée encore d'un autre point de vue. Nos adversaires nous objectent volontiers que longtemps encore il sera impossible de nationaliser la production à cause du nombre considérable d'ateliers existant. Il se passera encore bien du temps avant que la concurrence ait détruit les petites exploitations et ait ainsi rendu possible la production socialiste. L'empire d'Allemagne compte en effet 2 millions 1/2 d'exploitations industrielles ; les seules industries textiles en comprennent plus de 200.000. Comment l'Etat pourrait-il diriger une telle quantité d'exploitations !

La tâche paraît en effet effrayante, mais elle se simplifie considérablement si nous admettons que le régime prolétarien emploie la méthode des trusts, qu'il exproprie toutes les exploitations, mais qu'il n'utilise que les grandes exploitations perfectionnées. Sur les 200.000 exploitations textiles, il n'y en a que 3.000 qui emploient plus de 50 ouvriers.

Il est clair que si l'industrie textile se concentre dans ces dernières, cela simplifiera déjà beaucoup la réglementation sociale de la production.

Elle sera encore plus simplifiée si, comme nous l'admettons, le nouveau régime ferme toutes les fabriques qui comptent moins de

200 ouvriers ; des 200.000 il n'en restera plus alors que 800.

La surveillance et le contrôle de 800 exploitations ne sont plus une impossibilité.

De là un nouveau point de vue digne de remarque. Nos adversaires et les pessimistes qui se trouvent dans nos propres rangs doutent de la maturité de notre société pour la production socialiste, à cause des nombreuses petites industries qui végètent et dont elle est incapable de se débarrasser promptement. Et avec un air de triomphe on nous rappelle sans cesse le grand nombre de petites exploitations qui subsistent encore. Mais notre maturité pour le socialisme ne se mesure pas par le nombre des petites exploitations qui subsistent encore, mais par le nombre des grandes exploitations qui existent déjà. Sans le développement de la grande exploitation, le socialisme est impossible. Mais là où la grande exploitation est déjà bien développée, il sera facile au socialisme d'y concentrer la production et de faire promptement table rase de la petite exploitation. Les oiseaux de mauvais augure qui ne savent prédire au socialisme que les malheurs qui l'attendent, se cramponnent opiniâtrement à ce fait que de 1882 à 1895 le nombre des petites exploitations a augmenté de 1,8 p. 100 dans l'empire d'Allemagne; ils ne veulent pas voir cet autre fait que dans le même intervalle le nombre des grandes exploitations comptant plus de 50 ouvriers a augmenté de

99 p. 100 et celui des exploitations gigantesques de plus de 1.000 ouvriers, de 100 p. 100. C'est cette augmentation qui est la condition préalable du socialisme, et elle est largement remplie. Si le nombre absolu des petites exploitations ne diminue pas, cela prouve simplement que les débris que le régime prolétarien aura à balayer sont encore considérables. En attendant, les trusts nous promettent de nous préparer la besogne même sur ce point.

Sur d'autres points encore, ils pourront nous servir de modèles. Les trusts actuels augmentent leurs profits non seulement en augmentant la productivité de leurs ouvriers, mais encore en faisant toutes sortes d'économies. Une production socialiste devrait en faire de plus grandes sur le matériel, sur les produits accessoires, sur le transport. Pour nous en tenir à l'exemple de l'industrie textile, il faut des dépenses bien plus considérables pour transporter les matières premières et les accessoires dans 200.000 exploitations que pour les transporter dans 800 usines. Même économie dans les frais de direction. Les plus petites exploitations, celles qui occupent moins de 5 ouvriers, n'ont à la vérité pas besoin de surveillance spéciale. Le directeur est en même temps ouvrier; abstraction faite de celles-ci, il en reste 12.000 dont la direction exigera certainement un plus nombreux personnel que celle de 800 grandes exploitations. Les trusts réalisent encore de grandes économies en sup-

primant toute concurrence. Depuis qu'ils se propagent aux Etats-Unis, le nombre des commis-voyageurs diminue. Le cas le plus frappant nous est signalé dans un travail de J. W. Jenks : un trust, qui a tellement étendu sa production que le nombre des ouvriers s'est accru depuis sa fondation de 51 p. 100 parmi ceux qui n'ont pas fait d'apprentissage et de 14 p. 100 parmi les professionnels. En revanche, le nombre de ses commis-voyageurs a diminué de 75 p. 100 dans le même intervalle. Le même Jenks nous apprend que certains trusts, d'après leurs propres renseignements, épargnent de 40 à 85 p. 100 sur les frais d'insertions et de réclames, et souvent encore davantage.

L'élévation des salaires dans l'industrie aura encore pour résultat d'affranchir quantité de travailleurs qui aujourd'hui mènent l'existence parasitaire des intermédiaires. Ils vivent péniblement dans leurs petites boutiques, non pas parce que celles-ci sont nécessaires, mais parce que leurs possesseurs désespèrent de gagner autrement leur pain, ou bien parce qu'ils ont des salaires insuffisants et qu'ils sont obligés de rechercher quelque ressource nécessaire.

Des deux millions de personnes qui aujourd'hui sont occupées en Allemagne dans le commerce et les affaires (les postes et les chemins de fer non compris), la moitié peut-être deviendraient les membres actifs de la société au lieu de se livrer à des occupations parasites, si les

salaires étaient plus élevés dans l'industrie, si on y avait besoin de plus de bras.

Voici les deux méthodes qui permettent d'augmenter la productivité des ouvriers: la suppression des occupations parasites et la concentration de l'exploitation dans les établissements les plus parfaits. En employant ces deux méthodes, un régime prolétarien portera immédiatement la production à un niveau tel qu'il lui sera possible d'élever sensiblement les salaires en même temps qu'il réduira la journée de travail. Chaque hausse des salaires, chaque réduction de la journée de travail, donnera un nouvel attrait au travail et attirera vers la production des ouvriers qui jusqu'alors s'occupaient en parasites, étaient domestiques, détaillants, etc. Plus les salaires seront élevés, plus il y aura d'ouvriers, par conséquent moins il y aura d'oisifs dans la société, et plus on produira et plus les salaires seront élevés. Cette loi serait absurde dans une société capitaliste, où les salaires s'avalissent d'autant plus qu'il y a une grande offre de bras, toutes autres circonstances restant les mêmes. C'est une loi des salaires de la production socialiste.

---

## CHAPITRE VI

---

### L'organisation du processus de la production

---

En appliquant à la production les deux méthodes des trusts que nous venons d'examiner, un régime prolétarien n'aura pas encore assez fait pour assurer la continuation de la production.

Le processus de la production qui implique le renouvellement, qui est comme une reproduction continuelle, ne réclame pas seulement que la production ne soit jamais interrompue; la circulation elle aussi ne doit être arrêtée par aucun obstacle. Si la production doit être continue, il ne faut pas seulement des ouvriers qui fabriquent les produits, il faut qu'il n'y ait pas non plus d'arrêt dans l'arrivage des matières premières, des matières accessoires (houille, outillage et machines, vivres pour les ouvriers), il faut de plus que les produits achevés trouvent des débouchés. Un arrêt de circulation est une véritable crise économique. Il y a arrêt quand il y a eu

surproduction d'une certaine marchandise. Dans ce cas, les fabriques qui la fournissent ne peuvent rester en pleine activité, par suite du manque de débit de leurs produits. Elles ne tirent plus d'argent, et par suite elles manquent de ressources pour acheter de nouvelles matières premières, pour payer les salaires, etc. Mais une crise peut aussi résulter de l'insuffisante production d'une certaine marchandise: ce fut le cas, par exemple, de la crise cotonnière qui sévit en Angleterre à la suite de la guerre de Sécession aux Etats-Unis, pendant laquelle la production du coton avait fortement diminué.

Les crises sont les pires fléaux de la production moderne. Un régime prolétarien n'a pas d'obligation plus urgente que de les éviter. On ne peut y arriver qu'en réglant méthodiquement la production et la circulation, c'est-à-dire la reproduction.

*L'organisation de la production* est généralement désignée comme la tâche du socialisme. Mais le capital se charge en partie de cette tâche quand, à la place d'un grand nombre de petites exploitations il organise une grande exploitation où des milliers d'ouvriers sont employés. Les trusts arrivent à organiser toute une branche d'industrie. Mais ce dont un régime prolétarien seul peut se charger, c'est de la réglementation méthodique de la *circulation*, des rapports entre les différentes industries, entre les producteurs et les consommateurs, le mot étant pris dans son

sens le plus large, comprenant à la fois ceux qui consomment personnellement et ceux qui consomment pour la production. Le fil qu'emploie le tisserand, par exemple, est une consommation productive, le pain qu'il mange est une consommation personnelle.

Le prolétariat seul peut régler la circulation des produits en supprimant la propriété privée des exploitations; non seulement il le peut, mais il le doit, afin d'assurer la marche continue de la production et de consolider son régime. Il doit fixer quelle doit être la production de chaque fabrique sociale en fondant son calcul sur les forces productives disponibles (ouvriers et moyens de production) et sur les besoins, et il doit avoir soin que chaque fabrique reçoive les ouvriers et les moyens de production qui lui sont nécessaires, et que ses produits soient déposés chez les consommateurs.

Mais ce problème n'est-il pas insoluble dans un grand Etat moderne? Qu'on se représente l'Etat en Allemagne dirigeant la production de 2 millions de fabriques et chargé comme intermédiaire de la circulation de leurs produits dont les uns comme moyens de production, sont l'objet d'échanges réciproques, dont les autres, objets de consommation, doivent être fournis à 60.000.000 d'habitants dont chacun a des besoins particuliers et variables. La tâche semble écrasante si l'on ne peut pas arriver à régler d'en haut les besoins des hommes d'après un modèle très sim-

ple, à les réduire à leur extrême limite, à les rationner comme à la caserne, bref à faire descendre de plusieurs degrés la vie civilisée de nos jours. Notre idéal serait-il la vie de caserne ou celle de la maison de correction? Certes, la tâche n'est pas simple, elle est la plus difficile de celles qui incomberont au régime prolétarien et elle lui donnera plus d'une fois du fil à retordre. Mais il ne faut cependant pas exagérer la difficulté.

Faisons remarquer tout d'abord qu'il ne s'agit pas de créer du jour au lendemain une organisation toute nouvelle de la production et de la circulation. Cette organisation nouvelle existe déjà jusqu'à un certain point, sans quoi la société moderne serait impossible. Il s'agit simplement par la loi de la valeur — à l'insu des intéressés, de convertir cette organisation — qui se soutient péniblement, au milieu des frottements, des crises et des banqueroutes, en une organisation formée avec préméditation, dans laquelle le jeu de l'offre et de la demande est remplacé par un calcul préalable. La proportionnalité des différentes branches du travail existent déjà, bien qu'imparfaitement et sans continuité; on n'a donc pas à l'établir, il suffit de la rendre plus parfaite, plus stable. Comme dans la question des prix et de l'argent, il faut aussi nous rattacher à la tradition, ne pas tout changer de fond en comble, mais simplement donner de l'extension par-ci, faire des restrictions par là et consolider, ce qui manque de fermeté:

Mais le problème se simplifie considérablement par ce fait que nous avons établi: qu'en concentrant la production dans les usines les plus perfectionnées on diminue sensiblement le nombre des exploitations. Sur 2.146.972 exploitations que comptait en 1895 l'industrie allemande il n'y a que 17.941 grandes exploitations occupant chacune plus de 50 ouvriers (en tous cas elles emploient aujourd'hui déjà 3.000.000 d'ouvriers, alors que toute l'industrie en occupe 8.000.000). Je ne soutiens naturellement pas que ces grandes exploitations seront seules mises en activité. Il serait ridicule de vouloir préciser par des chiffres la situation de demain. Tous les chiffres que nous avons donnés n'ont d'autre but que de jeter un peu de lumière sur les problèmes qui ne manqueront pas de surgir, ils ne sauraient donner un tableau exact de ce qui sera réellement. Ce rapport de 2.000.000 d'exploitations industrielles à 18.000 grandes exploitations montre simplement que sous le régime prolétarien le nombre des exploitations diminuera sensiblement. A part cette réduction des exploitations, il y a encore autre chose qui pourra faciliter l'organisation de la production.

La production peut se diviser en deux grands domaines, celui de la production en vue de la consommation, et celui de la production en vue de la production. La production des moyens de production est, grâce à la division extrême du travail, devenue aujourd'hui la partie la plus

importante de la production et prend chaque jour une plus grande extension. Il n'y a pour ainsi dire pas un seul objet de consommation qui sorte des mains d'un seul producteur, tous passent par une série d'ateliers et l'ouvrier qui y met la dernière main est le terme extrême d'une longue série. La production pour la consommation et la production pour la production ont chacune leur caractère tout particulier. La production des moyens de production est le domaine des exploitations gigantesques : telles sont les industries du fer, les mines, etc. Elles sont déjà fortement organisées, grâce aux associations des entrepreneurs, aux cartels, aux trusts, etc. Mais même parmi les acheteurs de ces moyens de production, les associations des entrepreneurs se sont déjà bien développées. Là le plus souvent les affaires ne se traitent plus entre entrepreneurs particuliers, mais entre des syndicats d'entrepreneurs. Et même lorsqu'il y a peu de syndicats d'entrepreneurs, il y a toujours dans ce domaine de la production un nombre relativement petit de producteurs en présence d'un petit nombre de consommateurs. Le consommateur, en effet, n'est pas, dans ce cas, un individu, mais toute une exploitation. En 1895, 1.152 exploitations, comptant 17.047 ouvriers, s'occupaient de la fabrication des machines à filer et à tisser : sur ce nombre, 744 exploitations, avec 1.474 ouvriers, sont insignifiantes. On ne comptait que 73 grandes exploitations faisant travailler 10.355 ouvriers.

Elles se trouvent en présence de 200.000 exploitations en tissus (tissages, filatures et autres), mais le nombre pourrait, comme nous l'avons vu, en être réduit à quelques milliers, peut-être à quelques centaines.

Lorsque la production aura été concentrée dans les exploitations les plus perfectionnées, il restera peut-être d'un côté 50 fabriques de machines, de l'autre 2.000 tissages ou filatures. Sera-t-il impossible qu'il y ait entente entre les unes et les autres afin de régler méthodiquement la production de leurs machines?

Le nombre des producteurs et celui des consommateurs étant relativement assez faible, on comprend assez facilement que dès à présent on ne produise plus que très peu de moyens de production pour le marché, qu'on ne les produise que sur commande. C'est donc la production méthodique, la production et la circulation prévues qui se développent.

La production des objets de consommation a un autre caractère. Ici encore, nous avons des exploitations gigantesques (raffineries, brasseries), mais en général c'est la petite industrie qui règne dans ce domaine, où, le plus souvent, il s'agit de se conformer aux besoins individuels des clients; la petite industrie le peut plus facilement que la grande. Les exploitations sont nombreuses, et le nombre n'en peut être réduit dans la même mesure que celui des exploitations fournissant les moyens de production. Ici do-

mine aussi la production pour le marché au lieu de la production sur commande. Le marché lui-même est à cause du grand nombre des consommateurs moins calculable.

Le nombre des syndicats d'entrepreneurs est bien moindre. L'organisation de la production et de la circulation des produits de consommation sera donc bien plus difficile que pour les moyens de production. Mais dans ce cas encore il y a une distinction à établir entre les objets de consommation indispensable et les objets de luxe. La demande des objets de consommation indispensables subit relativement de très petites fluctuations, elle est à peu près constante. Un jour comme l'autre, il faut les mêmes quantités de chaussures et de linge. Par contre, la demande d'un objet de consommation subira des fluctuations d'autant plus grandes qu'il aura plus le caractère d'un objet de luxe; il est agréable de posséder de tels objets, d'en jouir; mais ils ne nous sont pas indispensables, leur consommation dépend des circonstances. Mais, si l'on regarde de plus près, on reconnaît que ces variations dans la demande sont plus souvent amenées par l'industrie elle-même que par les acheteurs. On sait, par exemple, que si les modes changent si souvent, ce n'est pas parce que le public est inconstant dans ses goûts, mais parce que les producteurs éprouvent le besoin de mettre hors d'usage les anciennes marchandises déjà vendues, et d'engager ainsi les consommateurs à

acheter du nouveau. Pour cela il faut que le nouveau diffère sensiblement de l'ancien. A part l'agitation perpétuelle qui est au fond même de la production moderne, c'est une tendance du producteur qui est la principale cause des fréquents changements de la mode. C'est lui qui crée les nouvelles modes et qui les impose ensuite au public.

Mais les fluctuations de la demande des objets de consommation, des objets de luxe surtout, dépendent encore plus des variations de revenus des consommateurs que des changements de la mode. Ces variations de revenus, en tant qu'elles ne sont pas des cas isolés, quand elles atteignent une grande partie de la société proviennent des alternatives de temps prospères et de temps de crise, de moments où les bras manquent et d'autres où le chômage s'étend. Mais, si nous recherchons d'où viennent ces alternatives, nous trouvons qu'elles proviennent du domaine de la production des moyens de production. On sait généralement, et personne ne le conteste, que c'est aujourd'hui l'industrie du fer qui surtout occasionne les crises.

La succession des temps de la prospérité et de la crise et par suite les grandes oscillations dans le commerce des objets de consommation, naissent donc dans le domaine de la production des moyens de production, que la concentration des exploitations et l'organisation de la production ont dès à présent tellement développée que l'or-

ganisation de la production et de la circulation pourra s'y parfaire plus tôt que partout ailleurs. Si les moyens de production sont l'objet d'une production sans variation, il n'y aura pas non plus grande variation dans la demande des objets de consommation et il sera alors très facile d'établir les dimensions de cette demande sans qu'on ait à réglementer la consommation.

Il n'y a qu'une seule sorte de perturbations de la circulation, en tant qu'elles naissent de la production, qui puisse devenir fatale à un régime prolétarien: c'est l'insuffisance et non l'excès de la production. Aujourd'hui, c'est la surproduction qui est la principale cause des crises; ce qui est surtout difficile, c'est la vente, c'est le placement des produits. L'achat, l'acquisition des produits dont on a besoin, occasionne en général peu d'embarras, du moins à ceux dont la bourse est assez bien garnie. Mais dans un régime prolétarien, c'est tout l'opposé qui se produit. On n'a pas beaucoup à s'inquiéter du placement des produits fabriqués: ce ne sont plus des particuliers qui produisent pour d'autres particuliers, c'est la société qui produit pour ses propres besoins. Dans ce cas, il ne peut y avoir de crise que si la fabrication des produits destinés à la production ou à la consommation personnelle devient insuffisante. Mais s'il y a par-ci par-là, ou même partout surproduction, il y aura, à la vérité, du travail gaspillé, c'est-à-dire une perte pour la société, mais la production ni la consommation ne

seront entravées dans leur marche. La grande préoccupation du nouveau régime sera de produire suffisamment dans tous les domaines; certainement, il songera en même temps à ne pas dissiper ses forces de travail en des productions superflues, car toute dissipation de ce genre se traduit tout d'abord par une prolongation superflue de la journée de travail.

---

## CHAPITRE VII

---

### Survivances de la propriété privée des moyens de production

---

Nous avons vu que le régime prolétarien s'empressera de mettre fin à la petite exploitation partout où elle représente l'imperfection, dans l'industrie, comme dans le commerce de détail.

Les efforts pour organiser la circulation mentionnés il y a un instant tendront aussi à la suppression rapide du petit commerce, qui sera remplacé soit par des coopératives de consommation, soit par des organisations communales. Il importe, en effet, pour qu'on puisse plus facilement embrasser et organiser la production, que sa direction ait à faire non à un nombre prodigieux d'acheteurs, mais à un petit nombre d'organisations.

Les coopératives de consommation et les communes devront aussi produire tous les objets de consommation nécessaires à la commune : le pain, le lait, les légumes, la construction des logements.

Mais il ne faut pas croire que de cette façon toutes les petites exploitations privées disparaîtront; les petites exploitations agricoles surtout se maintiendront. Certainement, celles qui sont déjà devenues des exploitations capitalistes deviendront des exploitations nationales, ou communales, ou coopératives. En même temps, beaucoup de nos paysans « nains » renonceront à leur genre d'existence et deviendront ouvriers dans les grandes exploitations industrielles ou agricoles qui leur assurent une situation meilleure. Mais on peut s'attendre à ce qu'il y ait toujours des paysans qui continueront à exploiter leur petit bien avec les membres de leur famille ou tout au plus avec un valet ou une servante. Etant donné le tempérament conservateur de nos paysans d'aujourd'hui, il est fort vraisemblable que bon nombre d'entre eux voudront continuer à exploiter comme par le passé.

Le gouvernement prolétarien ne sera d'ailleurs nullement disposé à prendre possession des exploitations aussi petites. Et aucun socialiste qui mérite d'être pris au sérieux n'a jamais demandé que les paysans fussent expropriés, ou que leurs biens fussent confisqués. Il est bien plus probable qu'on permettra au paysan de continuer son train de vie comme par le passé. Le paysan n'a rien à redouter du régime socialiste.

Il est même vraisemblable que ces exploitations paysannes acquerront une nouvelle force sous le nouveau régime. Plus de charge militaire,

dégrèvement des impôts, administration autonome, écoles et voies de communication entretenues par l'Etat, plus d'indigents à nourrir, dettes hypothécaires nationalisées ou même réduites, autant d'avantages pour lui et la liste n'en est pas épuisée. Mais nous avons aussi vu que le prolétariat victorieux a toutes les raisons de multiplier les produits, et parmi ceux qui seront de plus en plus demandés, il faut mettre les produits agricoles en toute première ligne. En dépit de toutes les réfutations du paupérisme il y a encore beaucoup d'affamés à rassasier, et ce seul fait nous autorise à admettre que la hausse des salaires se manifesterait surtout par une plus forte demande de produits agricoles. Le régime prolétarien aura donc un grand intérêt à augmenter la production des paysans et il les secondera puissamment à cet effet. Dans son propre intérêt, il relèvera les exploitations paysannes arriérées en leur procurant du bétail, des machines, des engrais, en amendant le sol, etc. C'est ainsi qu'il arrivera à développer les produits agricoles, même dans les exploitations qui ne seront pas encore socialisées.

Mais ici comme dans d'autres domaines, les circonstances imposeront la nécessité de simplifier le processus de la circulation en remplaçant beaucoup de particuliers qui échangent leurs produits entre eux par un petit nombre d'organisations s'associant entre elles dans des buts économiques : l'Etat fournira plus volontiers du

bétail, des machines, des engrais à des communes ou à des associations de paysans qu'à des particuliers. Ces mêmes communes et associations trouveront comme acquéreurs de leurs produits non plus des détaillants privés mais des coopératives de consommation, des communes, des exploitations de l'Etat (moulins, brasseries, raffineries, etc.). Dans ce cas aussi, l'économie privée cédera insensiblement le terrain à l'économie sociale, qui finira par transformer aussi l'exploitation paysanne par la réunion de plusieurs exploitations privées en une grande exploitation coopérative ou communale. Les paysans réuniront leurs terres et les travailleront en commun, surtout s'ils voient que l'exploitation collective des grandes exploitations expropriées réussit, quand il apparaîtra qu'avec la même dépense de travail elles produisent considérablement plus que ne peut le faire la petite exploitation, que pour une même quantité de produits elles laissent à l'ouvrier beaucoup plus de loisir. Si la petite exploitation agricole se soutient encore, c'est en grande partie parce qu'elle tire plus de travail de ses ouvriers que ne peut le faire la grande exploitation.

Il est indéniable que les paysans travaillent beaucoup plus que les ouvriers salariés des grands propriétaires fonciers. Le paysan n'a presque jamais une heure de liberté et même pendant ses rares loisirs il réfléchit encore aux moyens d'améliorer son exploitation. Il ne con-

naît rien d'autre que son exploitation et c'est une des raisons pour lesquelles nous avons tant de peine à le gagner à notre cause. Mais tout cela ne s'applique qu'à la vieille génération; la nouvelle a déjà une autre manière de voir; elle éprouve un grand besoin de plaisirs, d'amusements, de gaieté, mais aussi de plus de culture intellectuelle. Et comme elle ne trouve pas à la campagne la satisfaction de ce besoin, elle afflue vers les villes en abandonnant la campagne. Si le paysan voit qu'il peut rester dans l'agriculture sans avoir à renoncer aux loisirs et à la culture intellectuelle, il ne fuira plus la campagne, mais il passera de la petite à la grande exploitation, et cela fera disparaître un des derniers remparts de la propriété privée.

Le prolétariat victorieux ne songera pas à employer la violence pour hâter cette évolution et cela pour cette excellente raison déjà qu'il ne se souciera pas de susciter sans nécessité des luttes sanglantes. Et il ne faudrait pas s'attendre à autre chose si l'on essayait d'imposer au paysan un nouveau mode de production. Quelque haute idée que nous ayons de la combativité, de l'intrépidité du prolétariat, nous savons qu'il ne s'attaquera pas aux petites gens, exploités eux-mêmes, que tous ses efforts seront dirigés contre les grands exploités.

Outre l'agriculture, il y aurait encore à considérer les petites exploitations industrielles. On peut attendre que celles-ci non plus ne disparaî-

tront pas tout à fait dans un temps prochain. Certes, partout où des exploitations mal organisées seront en concurrence avec d'autres plus perfectionnées, le nouveau régime s'appliquera à faire cesser les premières et à en placer les ouvriers dans les dernières: on les y attirera facilement en leur offrant des salaires plus élevés. Mais il y a encore des industries où la machine ne peut pas soutenir avec succès la concurrence avec le travail à la main, où elle est impuissante à donner les mêmes résultats. En tous cas, il est bon de signaler qu'en parcourant la statistique de l'industrie de l'empire d'Allemagne je n'ai pas trouvé d'industrie où la petite exploitation domine exclusivement (il n'y a d'exception que pour une seule branche minimale embrassant quatre exploitations ayant chacun un ouvrier). Je vais donner ici quelques chiffres qui, à ce que je sache, n'ont pas encore été publiés. Dans les industries suivantes, la petite exploitation est encore à peu près exclusive (plus de 97 p. 100 du total des exploitations); la grande exploitation (avec plus de 50 ouvriers) y est encore inconnue.

Si nous laissons de côté les artistes, les coiffeurs, les ramoneurs, les fabricants de violons, et, si vous voulez, les équarrisseurs et les cireurs de bottes, il reste infiniment peu de petites exploitations plus importantes.

	NOMBRE DES EXPLOITATIONS		NOMBRE des MOTEURS
	de 1 à 5 ouvriers	de 6 à 50 ouvriers	
Fabricants de pierres à aiguiser.....	77	2	52
Fabricants de violons...	1.037	24	5
Préparateurs de pièces anatomiques .....	126	3	0
Equarisseurs .....	971	2	11
Filatures) Sans indication	275	3	2
Tissages) de matière (1)	608	6	5
Jouets en caoutchouc...	4	0	0
Perruquiers et coiffeurs.	60.035	470	6
Brosseurs et cirleurs de bottes .....	744	4	7
Ramoneurs de cheminées	3.860	26	0
Peintres et sculpteurs ..	5.630	84	2

Néanmoins nous pouvons accorder encore quelque avenir aux petites exploitations dans certaines industries qui travaillent directement pour la consommation individuelle; les machines, en effet, fabriquent, comme on le sait, des produits par masses, tandis que beaucoup de clients veulent qu'on tienne compte de leur goût particulier. Il est même possible que le nombre des petites exploitations industrielles augmente sous le régime prolétarien, car ce régime répandra un plus

(1) Cette rubrique n'embrasse pas les filatures et tissage consommant une des matières bien connues: coton, laine, soie, etc., mais seulement quelques spécialités rares.

grand bien-être dans les masses, et par suite des objets fabriqués à la main pourront être plus demandés, le métier d'art pourra prendre un nouvel essor. Nous ne pouvons sans doute pas espérer voir se réaliser cet avenir que nous dépeint William Morris, dans lequel la machine ne joue aucun rôle; c'est une gracieuse utopie. La machine continuera à dominer le processus de la production. Elle n'abdiquera jamais en faveur de la main-d'œuvre. Cela ne veut pas dire que le travail manuel ne redevienne pas florissant dans quelques industries d'art, et qu'il ne puisse gagner du terrain. Mais le travail manuel qui, aujourd'hui subsiste le plus souvent comme industriel à domicile fort misérable, ne pourra exister dans une société socialiste que comme un luxe dispendieux qui pourra se répandre grâce au bien-être général.

La base du processus de la production sera toujours la grande exploitation à l'aide des machines. Les petits métiers dont il est question feront l'effet d'îlots disséminés dans l'Océan des grandes exploitations sociales. Dans celles-ci même, la propriété des moyens de production, le placement de leurs produits peuvent affecter les formes les plus variées. Elles peuvent être des dépendances d'une grande exploitation nationale ou communale, en recevoir leurs matières premières et leurs outils, et lui fournir leurs produits; elles peuvent produire pour des particuliers ou pour le marché, etc. Comme aujourd'hui, un ouvrier

pourra alors travailler successivement dans plusieurs industries: une couturière, par exemple, pourra travailler un jour dans une fabrique de l'Etat, une autre fois travailler chez elle pour une cliente, ou aller en journée, ou enfin s'associer à d'autres ouvrières pour ouvrir une maison de confection ou pour travailler sur commandes.

Sous ce rapport, comme sous tous les autres, il pourra y avoir la plus grande variété, la plus grande liberté de mouvement. Rien n'est plus faux que de se représenter un milieu socialiste, comme un mécanisme simple et rigide qui une fois mis en mouvement se meut toujours de la même façon.

La propriété des moyens de production peut exister sous les formes les plus variées dans une société socialiste: il peut y avoir les unes à côté des autres, des propriétés nationales, communales, privées; les coopératives de consommation, les coopératives de production peuvent également être propriétaires. L'exploitation peut affecter toutes les formes imaginables, elle peut être bureaucratique, syndicale, coopérative, individuelle: même variété dans le paiement du travail; appointements fixes, paiement à la journée, aux pièces, participation aux économies sur les matières premières, sur le matériel, etc.; participation aux bénéfices d'un travail plus intensif; même diversité pour la circulation des produits — contrats de livraison, achat dans les magasins de l'Etat, des communes, des coopératives

de consommation, des producteurs eux-mêmes, etc., etc. Le mécanisme économique d'une société socialiste admet la même variété que celui d'aujourd'hui. Ce qui disparaîtra, c'est notre agitation enfiévrée, c'est la lutte à outrance où il s'agit de vaincre ou de mourir, à laquelle nous condamnons le système actuel de la concurrence, ce qui disparaîtra enfin, c'est l'antagonisme entre les exploités et les exploités.

---

## CHAPITRE VIII

---

### La production intellectuelle

---

Nous n'en dirons pas plus des problèmes si importants que soulèvera tout d'abord la domination politique du prolétariat, ni des solutions qu'ils comportent. Il serait pourtant bien tentant de développer notre sujet, et de rechercher ce qu'il en sera de la vie de famille, des relations internationales, des rapports entre la ville et la campagne; toutes choses qui seront profondément modifiées par la domination prolétarienne, qui ne pourront rester ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais je puis me dispenser de traiter tous ces thèmes: l'essentiel de ce que je pourrais en dire, je l'ai déjà dit ailleurs. J'ai exposé dans ma préface à la brochure d'Atlanticus, « Ein Blick in den Zukunftsstaat » (*Coup d'œil sur l'Etat de l'avenir*), p. XIX et sq., quelle sera la situation d'une communauté socialiste vis-à-vis des colonies et du commerce mondial, dans ma *Question agraire*, ce que deviendra le foyer domestique. Il n'y a qu'un seul point, un point bien obscur en-

core, que je voudrais examiner ici : c'est l'avenir de la production intellectuelle.

Jusqu'ici nous n'avons étudié que les problèmes de la production matérielle qui est la fondamentale, mais sur son soubassement s'élève la production des objets d'art, d'études scientifiques, des œuvres littéraires les plus variées.

La continuité de cette production n'est pas moins nécessaire pour l'homme civilisé de nos jours que la continuité ininterrompue de la production du pain, de la viande, du charbon, du fer. Une révolution prolétarienne révolutionnera aussi cette production. Mais comment la transformera-t-elle ? J'ai déjà dit dans ma brochure : « Réforme et Révolution », qu'il n'y a plus un homme raisonnable qui redoute que le prolétariat victorieux agisse comme les anciens barbares, et considère les arts et les sciences comme des meubles inutiles qu'il faut mettre au grenier ; le prolétariat, au contraire, est de toutes les classes de la société celle qui témoigne le plus d'intérêt, le plus d'estime pour l'art et la science. Tout ce que je recherche ici d'ailleurs, ce n'est pas ce que le prolétariat victorieux voudra faire, mais ce qu'il pourra ou devra faire, en vertu de la logique des faits.

Les ressources matérielles ne feront pas défaut aux sciences et aux arts ! Nous avons vu, en effet, comment le régime prolétarien, en supprimant la propriété privée des moyens de production, permettra d'éliminer très promptement tout

ce qui survit des anciens moyens et méthodes de production qui, aujourd'hui, paralysent encore de toutes parts les forces productives modernes et ne disparaissent que lentement et imparfaitement sous l'action de la concurrence. Grâce à cela, la richesse sociale dépassera bien vite le niveau atteint par la société capitaliste.

Mais les ressources matérielles ne suffisent pas. La richesse seule ne produit pas une puissante vie intellectuelle. Il s'agit de savoir si les conditions de la production des biens matériels dans une société socialiste sont compatibles avec les conditions nécessaires d'une production intellectuelle très développée. Nous entendons souvent soutenir par nos adversaires qu'elles ne le sont pas.

Voyons d'abord de quelle nature est aujourd'hui la production intellectuelle. Elle se présente sous trois formes, elle est : 1° l'œuvre d'organismes sociaux, servant directement à la satisfaction des besoins sociaux ; 2° elle prend la forme d'une marchandise produite par un seul individu ; 3° celle d'une marchandise, produite d'une seule exploitation capitaliste.

Le premier genre de production intellectuelle comprend tout l'enseignement, depuis l'école primaire jusqu'à l'Université. Si nous faisons abstraction des écoles privées de si mince importance, tout l'enseignement est dès à présent un service public, et si la société s'en charge, ce n'est pas pour faire une affaire, pour en tirer des bé-

néfices : cela s'applique surtout aux écoles nationales et communales, mais aussi à ces écoles qui, remontant au Moyen âge, sont des organisations de l'Eglise ou des fondations d'utilité publique et qui sont encore assez nombreuses, notamment dans les pays de civilisation anglo-saxonne.

Cet enseignement social est de la plus haute importance pour la vie intellectuelle, la vie scientifique surtout, et cela ne tient pas seulement à son influence sur la génération grandissante. Il domine aussi de plus en plus la recherche scientifique en faisant de ses maîtres, de ceux des universités surtout, les possesseurs exclusifs de tout l'appareil scientifique sans lequel toute recherche scientifique devient à peu près impossible aujourd'hui. Cela est vrai surtout des sciences de la nature dont la technique a pris un tel développement que, à part quelques millionnaires, l'Etat seul dispose de ressources suffisantes pour l'établissement et l'entretien des institutions qu'exigent les sciences. Même bien des parties des sciences sociales, l'ethnologie, l'archéologie et autres, réclament pour leurs recherches un appareil de plus en plus dispendieux. Ajoutons à cela que la science devient de plus en plus un métier de crève-la-faim, qui ne nourrit plus son homme, et ceux-là seuls peuvent s'y consacrer que l'Etat paye à cet effet, à moins qu'ils n'aient été très prévoyants dans le choix de leurs parents — ou de leur femme. Pour acquérir les connaissances préliminaires à des travaux scientifiques féconds,

il faut déjà beaucoup d'argent, et il en faut toujours plus. Et c'est ainsi que le gouvernement et les classes riches monopolisent la science de plus en plus.

Un régime prolétarien ne pourra que faire disparaître tous ces obstacles aux recherches scientifiques. Comme je l'ai déjà dit au commencement de ces pages, il devra organiser l'enseignement de telle façon que tout homme doué puisse acquérir toute la science enseignée dans ses établissements. Il aura besoin d'un nombre considérable de professeurs et de savants adonnés aux recherches scientifiques. Enfin, en faisant disparaître tout antagonisme de classes, il donnera aux savants qui étudient les sciences sociales au service de l'Etat pleine liberté, pleine indépendance. Tant qu'il y aura des antagonismes de classes, il y aura aussi différents points de vue, plusieurs manières de considérer la société. Il n'y a pas de plus grande illusion, pas de plus grande hypocrisie que de parler d'une science qui est au-dessus des antagonismes de classes. La science n'existe que dans le cerveau des chercheurs, et ceux-ci sont des produits de la société, ils ne peuvent ni s'en détacher, ni s'élever au-dessus d'elle. Même dans un régime socialiste, la science ne sera pas indépendante des conditions sociales, mais celles-ci seront au moins harmonieuses au lieu d'être contradictoires.

Mais il y a quelque chose de pire que cette dépendance des conditions sociales à laquelle au-

cun savant ne peut se soustraire, c'est la dépendance matérielle dans laquelle se trouvent beaucoup d'entre eux vis-à-vis du gouvernement ou d'autres puissances constituées, les Eglises, par exemple. C'est cette dépendance qui les pousse à adapter leurs opinions à celles des classes dominantes; ils ne sont plus libres dans leurs recherches, ils se servent des procédés de la science pour justifier par des arguments l'état actuel des choses, pour repousser les couches nouvelles qui tendent à s'élever. C'est ainsi que la domination de classe exerce sur la science une action démoralisante. Elle respirera à son aise quand le régime prolétarien balayera hors de nos écoles toute domination directe ou médiate des capitalistes et des propriétaires fonciers. La vie intellectuelle, en tant qu'elle se rattache à l'enseignement, n'a donc rien à redouter de la victoire du prolétariat, elle peut au contraire beaucoup en espérer.

Voyons maintenant ce qu'il en sera de la production intellectuelle pour le marché.

Examinons d'abord la production faite par des individus isolés: nous y avons à considérer surtout la peinture, la sculpture et une partie des travaux littéraires.

Un régime prolétarien permet ce genre de production, tout comme il permet la petite exploitation privée dans la production matérielle. La palette et le pinceau, l'encre et la plume ne seront pas plus que le dé et l'aiguille rangés parmi les

moyens de production qu'on devra nécessairement nationaliser. Mais il est bien possible que lorsque l'exploitation capitaliste aura pris fin, les acheteurs solvables disparaîtront qui, jusqu'à présent, formaient la clientèle des artistes. Cela ne sera certainement pas sans influence sur la production artistique; mais elle n'en mourra pas, elle n'aura qu'à se transformer. Le tableau de chevalet et la statuette, qui peuvent se transporter, passer dans d'autres mains, se placer à volonté, sont le vrai type de la production artistique pour le marché; ils prennent le plus facilement la forme d'une marchandise, on peut les collectionner, les accumuler comme des pièces d'or, soit pour les vendre avec bénéfice, soit pour les conserver comme un trésor. Il est possible que cette production, en vue de la vente, rencontre de sérieux obstacles dans une société socialiste. Mais, par contre, il pourra naître d'autres formes de productions artistiques.

Un régime prolétarien augmentera considérablement le nombre des édifices publics, il s'appliquera aussi à enrichir d'ornements, à rendre attrayants tous les lieux où le peuple se réunit pour travailler, pour délibérer ou pour s'amuser. Au lieu de produire des statues et des tableaux qui sont lancés dans la circulation comme une marchandise quelconque et finissent par être placés dans un lieu entièrement inconnu de l'artiste, dans un but qu'il ignore absolument, il y aura entente entre l'architecte et les autres artistes,

comme aux époques où l'art florissait, comme au temps de Périclès à Athènes, comme pendant la Renaissance en Italie; un art soutiendra et relèvera l'autre; l'œuvre d'art aura un but social connu de l'artiste, et rien ne dépendra plus du hasard, ni son cadre, ni son public, ni son action.

D'un autre côté, il n'y aura plus nécessité économique pour l'artiste de produire des œuvres d'art pour le marché. D'une façon générale, il n'y aura plus nécessité de faire des travaux intellectuels pour gagner de l'argent, de faire de ces œuvres un travail salarié, une marchandise.

J'ai déjà signalé qu'un régime prolétarien s'appliquera, ce qui est tout naturel du point de vue de l'ouvrier salarié, à abréger la journée de travail et à élever les salaires. J'ai montré aussi, jusqu'à quel point cela peut se réaliser immédiatement, dans un pays de production capitaliste développée, en faisant simplement cesser le travail dans les fabriques arriérées et en développant, autant que possible, les exploitations perfectionnées. Il n'est pas du tout chimérique d'admettre qu'il soit possible immédiatement de doubler les salaires et de réduire de moitié la journée de travail. Et les sciences techniques ont fait assez de progrès pour faire espérer les meilleurs résultats. Plus on avancera et plus il deviendra possible que les ouvriers qui s'occupent de la production matérielle s'adonnent en même temps à des travaux de l'esprit, même sans arrière-pensée de profit matériel, à des travaux qui trou-

vent en eux-mêmes leur récompense, qui sont par conséquent de l'ordre le plus élevé. Leurs loisirs plus longs seront consacrés en partie, même en grande partie à des jouissances purement intellectuelles ; chez les mieux doués, ils développeront le génie créateur et associeront à la production matérielle la production artistique, littéraire ou scientifique.

Mais cette association ne sera pas seulement possible, elle deviendra une *nécessité économique*. Nous avons vu qu'un régime prolétarien s'appliquera à généraliser l'éducation. Mais si l'on voulait répandre l'éducation telle qu'elle se donne aujourd'hui, on arriverait à faire de la génération qui s'élève, des hommes impropres à toute production matérielle, à miner les fondements de la société.

Aujourd'hui, la division du travail dans la société s'est développée de telle façon, que le travail matériel et le travail intellectuel s'excluent presque absolument. La production matérielle se fait dans des conditions qui ne permettent qu'à un petit nombre de personnes favorisées par la nature ou par les circonstances de fournir en même temps un travail intellectuel plus relevé. D'un autre côté, le travail intellectuel tel qu'il se fait aujourd'hui rend inapte au travail physique qui devient quelque chose de déplaisant. Donner l'éducation à tous les hommes dans ces conditions rendrait impossible toute production matérielle, parce qu'il n'y aurait plus

personne qui pût ou qui voulût s'en charger. Si l'on veut qu'une plus haute culture intellectuelle se généralise sans compromettre l'existence de la société, il sera nécessaire, non seulement au point de vue pédagogique, mais aussi au point de vue économique, de familiariser à l'école la génération qui s'élève aussi bien avec le travail matériel qu'avec le travail intellectuel, et de lui inculquer l'habitude d'associer la production matérielle à la production intellectuelle.

De deux côtés, le régime prolétarien fera pénétrer dans la masse de la population l'idée d'associer la production matérielle à la production intellectuelle et d'affranchir, par suite, cette dernière de toutes ses entraves matérielles d'aujourd'hui. D'une part, en diminuant de plus en plus la journée de travail des professions manuelles, ce qui sera la conséquence de la productivité croissante du travail, et laissera aux ouvriers de plus en plus de temps à consacrer aux travaux de l'esprit. D'autre part, en augmentant le travail matériel des gens cultivés, ce qui résultera inévitablement du nombre toujours croissant de ces derniers.

Mais on comprend facilement que, dans cette association, le travail matériel devient le gagne-pain, le travail nécessaire au service de la société, et que le travail intellectuel devient une libre manifestation de la personnalité, affranchie de toute contrainte sociale. Car le travail intellectuel est bien plus incompatible avec la contrainte que le

travail matériel. Cet affranchissement du travail intellectuel par le prolétariat n'est pas un pieux souhait d'utopiste, c'est la conséquence économique nécessaire de la victoire prolétarienne.

Il nous reste enfin à examiner la troisième forme de la production intellectuelle, la production exploitée par le capitalisme.

La production intellectuelle sous la première forme comprend surtout la science, sous la seconde forme elle embrasse surtout les beaux-arts, sous la troisième forme se rencontrent tous les domaines de la production intellectuelle, on y trouve surtout les maîtres de la plume et de la scène en présence des entrepreneurs capitalistes : les éditeurs, les directeurs de journaux, les directeurs de théâtres.

Une semblable exploitation capitaliste devient impossible sous un régime prolétarien. Mais cette exploitation a sa raison d'être. Pour être transmise au public, cette production nécessite un appareil technique coûteux et le concours de nombreuses forces. L'individu isolé est, dans ce cas, réduit à l'impuissance. Mais qui pourra se substituer au capitalisme, sinon l'Etat ? Et la concentration administrative n'apportera-t-elle pas à cet élément si important de la vie intellectuelle ce qu'elle a le plus à redouter, la monotonie et la stagnation.

Le gouvernement cesse à la vérité d'être l'organe d'une classe, mais il devient l'organe d'une majorité, et peut-on faire dépendre la vie intel-

lectuelle des décisions d'une majorité ? Toute vérité nouvelle, toute idée neuve n'a-t-elle pas été d'abord adoptée et défendue par une minorité ? Cette nouvelle organisation ne menace-t-elle pas de mettre en perpétuel conflit avec le régime prolétarien les champions les plus honnêtes et les plus hardis des travaux intellectuels de tous genres ? Et si l'artiste et le savant, pris individuellement, peuvent se développer librement, ce plus de liberté ne sera-t-il pas contrebalancé par les chaînes qui pèsent sur le travail intellectuel ayant besoin des ressources de la société ? Certes, voilà un problème très grave, mais non insoluble.

Remarquons tout d'abord que nous ne considérons pas l'Etat comme le seul organe directeur, comme le seul Mécène de toutes les institutions sociales consacrées à l'activité intellectuelle : il y a aussi la commune. Cela seul suffit à prémunir contre l'uniformité, contre l'assujettissement de la vie intellectuelle à un pouvoir central ; il y a en outre à tenir compte d'autres organisations pouvant suppléer à l'exploitation capitaliste, des ateliers et des théâtres pour les travaux intellectuels : je veux parler des sociétés libres au service de l'art, de la science, de la vie publique, qui encouragent de mille manières la production dans ces différents domaines ou l'entreprennent elles-mêmes. Dès à présent, nous avons de nombreuses sociétés qui organisent des représentations théâtrales, qui publient des journaux, achètent des œuvres d'art, éditent des brochures,

équipent des expéditions scientifiques, etc., etc. Plus la journée de travail sera courte plus les salaires seront élevés, et plus ces associations libres prospéreront plus le nombre en augmentera, et aussi l'ardeur et l'intelligence de leurs membres, les ressources dues à l'initiative individuelle ou à la collectivité. J'espère que ces associations libres joueront un rôle de plus en plus important dans notre vie intellectuelle, qu'il leur est réservé d'organiser et de diriger la production intellectuelle au lieu du capital, en tant qu'elle sera de nature sociale.

Ici encore, le régime prolétarien, bien loin d'assujettir, ne fera que donner plus de liberté.

Affranchir l'enseignement et les recherches scientifiques de l'asservissement à la classe dominante, affranchir l'individu de ce qu'un travail matériel exclusif et épuisant a de pénible, substituer l'exploitation par associations libres à l'exploitation par le capital dans la production intellectuelle sociale : voilà ce que se propose le régime prolétarien dans le domaine de la production intellectuelle.

Nous voyons que les problèmes qu'il a à résoudre dans le domaine de la production sont tout à fait contradictoires. Le mode de production capitaliste a fait naître l'obligation de donner de l'homogénéité et de la méthode au processus de la production sociale. Cette obligation tend à enfermer l'individu dans une organisation solide, aux règles de laquelle il doit se plier. Ce même

mode de production a, d'un autre côté, plus que jamais donné à l'individu, la conscience de lui-même; il l'a détaché de la société, et lui a apporté une sorte de liberté morale. Les intellectuels veulent pouvoir développer librement leur personnalité, et être d'autant plus libres dans le choix de leurs relations avec les autres hommes, que ces relations sont plus tendres et plus intimes, surtout quand il s'agit des relations sexuelles ou des relations de l'artiste et du penseur avec le monde extérieur. Mettre de l'ordre dans le chaos de la société et affranchir l'individu, voilà les deux problèmes historiques que le capitalisme devait résoudre. Ils semblent se contredire et sont cependant susceptibles d'être résolus simultanément, parce que chacun d'eux concerne des domaines différents de la vie sociale. Il est certain que si l'on veut régler les deux domaines de la même manière, on n'évitera pas les contradictions. C'est là la pierre d'achoppement de l'anarchisme. Il est né de la réaction de la petite bourgeoisie contre le capitalisme qui la menace et l'opprime. Le petit artisan qui était habitué à organiser son travail à son gré a regimbé contre la discipline et la monotonie de la fabrique. Son idéal n'a pas changé : c'est le travail individuel libre; quand celui-ci n'a plus été possible il a cherché à le remplacer par la coopération, par des associations libres, indépendantes les unes des autres.

La « nouvelle classe moyenne », les intellec-

tuels, n'est, comme nous l'avons déjà vu maintes fois, dans la société, qu'une édition revue et corrigée de la petite bourgeoisie primitive. Leur mode de travail développe chez eux le même besoin de liberté, la même aversion de la discipline et de l'uniformité. Leur idéal social est par conséquent le même, l'anarchisme. Mais ce qui est le progrès dans le domaine de leur production est un recul dans celui de la production matérielle, c'est le retour aux conditions de production du métier en décadence.

Dans l'état actuel de la production, si l'on fait abstraction de quelques cas isolés, qui, le plus souvent, ne sont plus que des curiosités, il s'agit surtout de la production en masse, et elle n'est possible que de deux manières : d'un côté, il y a la production communiste qui suppose la propriété sociale des moyens de production et une direction méthodique partant d'un point central ; de l'autre côté, la production capitaliste. La production anarchique peut tout au plus être un épisode passager. La production matérielle, par des associations libres, n'obéissant pas à une direction centrale, conduit au chaos si elle n'est pas une production de marchandises impliquant l'échange de marchandises d'après la loi de la valeur qui se réalise par la libre concurrence. Nous avons vu plus haut l'importance de cette loi dans la production libre des industries particulières. Elle fait qu'il s'établit une juste proportion dans la production des différentes

industries, et empêche par exemple que la société ne soit encombrée de boutons et qu'elle manque de pain. Mais, dans l'état actuel de la production sociale, il faut que la production en masse pour le marché se présente toujours sous la forme de production capitaliste ainsi que le prouvent les vicissitudes des nombreuses coopératives de production. Rechercher l'idéal anarchiste dans la production matérielle, c'est tout au plus un travail de Sisyphe.

Il en est tout autrement de la production intellectuelle. Elle s'élève sur la production matérielle, elle emprunte de son surplus ses produits et ses ouvriers, elle ne prospère que lorsque la vie matérielle est assurée. Si la proportionnalité de celle-ci est troublée, toute notre existence se trouve menacée. Il est au contraire sans aucune importance de connaître dans quelle proportion le surplus de produits et de travailleurs de la société se répartit parmi les domaines divers de la production intellectuelle. Nous ne parlons pas de l'enseignement, il a ses lois particulières et n'est pas même abandonné aujourd'hui à la libre concurrence, c'est la société qui le régleme.

La société serait en fort mauvaise posture si tout le monde se livrait à la fabrication d'un même objet, des boutons par exemple, et si celle-ci occupait tant d'ouvriers qu'il en manquât pour la production d'autres marchandises, du pain, par exemple. En revanche, les poésies lyriques et les tragédies, les ouvrages d'assyriologie et de

botanique peuvent être produits dans n'importe quelle proportion, aucune limite n'est fixée. Si, aujourd'hui, on écrit deux fois plus de drames qu'hier, et deux fois moins de poésies lyriques; si, aujourd'hui, paraissent vingt ouvrages sur l'assyriologie, et dix seulement sur la botanique, si les rapports étaient inverses hier, cela ne troublera en rien la prospérité de la société. Ce fait, interprété économiquement, signifie que la loi de la valeur, en dépit de toutes les théories psychologiques de la valeur, ne peut pas s'appliquer à la production intellectuelle, comme elle s'applique à la production matérielle. Donner une direction centrale à la production intellectuelle serait non seulement inutile mais tout à fait absurde; c'est le vrai domaine de la liberté sans qu'elle ait besoin de devenir production de valeurs marchandes, production capitaliste (pour la grande exploitation).

Communisme dans la production matérielle, anarchisme dans la production intellectuelle : voilà quel sera le mode de production socialiste, ce sera par la logique des faits économiques la conséquence de la souveraineté du prolétariat, en d'autres termes, de la révolution sociale, quels que soient les vœux, les intentions et les théories du prolétariat.

---

## CHAPITRE IX

---

### Les conditions psychologiques préalables de la domination prolétarienne

---

Plus d'un lecteur pourra s'étonner de ce que je n'ai parlé dans cette étude que des conditions économiques. Je n'ai pas recherché sur quel fondement moral s'établirait la nouvelle société, si elle s'appuiera sur l'éthique de Kant ou sur celle de Spencer, si elle adopterait comme leit-motif l'impératif catégorique ou la plus grande somme de bonheur du plus grand nombre; je n'ai pas non plus recherché quel sera son principe juridique suprême : sera-ce le droit au produit du travail intégral ou le droit à l'existence, ou tout autre des droits économiques que le socialisme des jurisconsultes a découverts? Il est certain que la morale et le droit joueront leur rôle dans la révolution sociale, mais ce seront les exigences économiques qu'il faudra surtout satisfaire.

Mais il n'y a pas que le droit et la morale, il faut aussi tenir compte de la psychologie; elle aussi suscitera des problèmes au régime proléta-

rien, et des plus importants. Le régime socialiste ne suppose-t-il pas des hommes d'un désintéressement, d'une douceur, d'une intelligence, d'un zèle extraordinaires, de vrais anges, n'est-ce pas ? La révolution sociale ne sera-t-elle pas, étant donné l'égoïsme et la brutalité de la génération actuelle, le signal de luttes horribles suivies de pillage, ou d'une fainéantise générale qui la fera échouer ? Tous les changements des fondements économiques seront vains, tant que l'homme ne se sera pas amélioré !

C'est la vieille antienne; elle a déjà retenti il y a cent ans, le thème d'alors était l'esprit borné des sujets. Ces tendres pères du peuple qui constituaient la Sainte-Alliance ne demandaient pas mieux que d'octroyer toutes les libertés à leurs chers enfants, mais ceux-ci devaient auparavant arriver à la « maturité » nécessaire !

Je ne nierai pas que tout mode de production exige, pour avoir toute son efficacité, non seulement certaines conditions techniques, mais aussi certaines conditions psychologiques. Le caractère des problèmes économiques que pose un mode de production donné déterminera la nature de ces conditions préliminaires psychologiques. Mais personne ne soutiendra que je suppose des hommes angéliques dans ce que je viens d'exposer. Les problèmes qui étaient à résoudre demandaient de l'intelligence, de la discipline, un talent d'organisation. Telles sont les conditions psychologiques nécessaires à un régime

socialiste. Mais ce sont précisément celles que le capitalisme s'applique déjà à réaliser. C'est la tâche historique du capital de discipliner, d'organiser les ouvriers et d'étendre leur horizon au delà de leur atelier et de leur clocher.

Il est impossible d'arriver à la production socialiste en prenant pour fondement le travail de l'artisan ou du paysan, d'abord pour des raisons économiques, ce genre d'exploitation étant très peu productif, mais aussi pour des raisons psychologiques : J'ai déjà, dans une page antérieure, signalé la tendance anarchique du petit bourgeois et son aversion pour la discipline d'une exploitation socialiste. C'est là une des grandes difficultés que la production capitaliste rencontre à ses débuts, puisqu'elle emprunte ses premiers ouvriers au métier ou à la charrue. C'est contre cela qu'elle eut à lutter en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est ce qui entrave encore aujourd'hui, dans les Etats du Sud de l'Union américaine, les progrès de la grande industrie, qui serait singulièrement favorisée par le voisinage d'importantes matières premières.

Ce n'est pas seulement l'esprit de discipline, c'est aussi le talent d'organisation qui est peu développé chez les petits bourgeois et les paysans. Il n'y a pas lieu pour eux d'associer de grandes masses d'hommes en vue d'une coopération méthodique. Dans ce stade économique, les armées seules fournissent l'occasion d'organiser de grandes masses. Les grands capitaines

sont aussi de grands organisateurs. La production capitaliste transplante dans l'industrie la tâche d'organiser de grandes masses d'hommes. Ce sont, comme on le sait, les capitalistes qui sont leurs capitaines et leurs généraux, et ainsi tous ceux qui se distinguent parmi eux sont d'éminents organisateurs.

Le capital, en conséquence, estime fort et paye largement ceux de ses employés qui ont le talent de l'organisation, ceux-ci se multiplient et un régime prolétarien les emploiera utilement. Nous ne condamnerons pas à l'inaction les directeurs des fabriques et des trusts.

Le capital a aussi besoin d'ouvriers intelligents et nous le voyons poussé par la concurrence à perfectionner partout au moins les écoles industrielles. Le développement de la circulation et de la presse contribue d'un autre côté à élargir l'horizon intellectuel de l'ouvrier.

Les conditions psychologiques préliminaires de la production socialiste ne sont pas seulement favorisées par l'effort que fait le capital pour exploiter de grandes masses d'ouvriers, mais aussi par la lutte du prolétariat contre cette exploitation : elle développe la discipline, une autre, il est vrai, que celle qu'impose le capital, elle développe aussi le talent d'organisation, car si les prolétaires peuvent soutenir la lutte contre le capital et l'état capitaliste, ce n'est que par le concours dans le même sens de leurs forces si nombreuses.

L'organisation est l'arme la plus importante du prolétariat, et presque tous ses grands chefs sont aussi de grands organisateurs. A l'argent du capital, aux armes du militarisme, le prolétariat n'a à opposer que ses organisations et le rôle indispensable qu'il joue dans l'économie. Son intelligence se développe en même temps que ces organisations et, grâce à elles, cela va de soi.

Il lui faudra une haute intelligence, une discipline sévère et une parfaite organisation de ses grandes masses, et ces qualités deviendront en même temps tout à fait indispensables dans la vie économique s'il veut devenir assez fort pour terrasser ses redoutables adversaires. Nous pouvons nous attendre à ne le voir réussir que lorsqu'il possédera ces qualités à un degré très élevé.

Par conséquent, la domination du prolétariat et la révolution sociale ne pourront pas se produire avant que les conditions préliminaires, tant économiques que psychologiques d'une société socialiste ne soient suffisamment réalisées. Comme cela n'exige pas que les hommes deviennent des anges, nous espérons que nous n'aurons pas trop longtemps à attendre cette maturité psychologique.

Si les prolétaires modernes n'ont pas tellement à changer pour devenir mûrs pour le socialisme, nous pouvons espérer que la société nouvelle modifiera considérablement le caractère de l'homme.

Ce que l'on pose comme condition préliminaire d'un régime socialiste, ce que la société

capitaliste est incapable de fournir, ce qui serait donc une condition irréalisable, je veux dire la création d'un type humain plus élevé que ne l'est l'homme moderne, c'est précisément le résultat que nous attendons du socialisme. Il donnera à l'homme la sécurité, le repos et du loisir, il élèvera son esprit au-dessus des banalités de la vie quotidienne, parce qu'il n'aura plus à se préoccuper constamment du pain du lendemain. Il donnera à l'individu une entière indépendance vis-à-vis des autres individus et détruira par là l'esprit de servilité des uns et le mépris des hommes des autres. Il nivellera en même temps les différences entre la ville et la campagne, il mettra à la portée de l'homme tous les trésors d'une haute culture monopolisée aujourd'hui par les villes en même temps qu'il le ramènera à la nature où il puisera la force et la joie de vivre.

Il arrachera simultanément les racines physiologiques et sociales du pessimisme, la misère et la dégénérescence des uns qui font de nécessité vertu, les excès des autres qui, jouisseurs oisifs, ont vidé jusqu'à la lie la coupe des plaisirs. Le socialisme fait disparaître la misère, les richesses excessives, rend l'homme heureux de vivre, le rend sensible à la beauté; avec cela il donne à tous la liberté de travailler les sciences et les arts.

Ne sommes-nous pas autorisés à croire que dans ces conditions, il se formera un nouveau

type de l'homme qui surpassera tous ceux que la civilisation a produits jusqu'à ce jour ? Un surhomme, si l'on veut, mais qui sera la règle, non l'exception, un surhomme en comparaison de ses ancêtres, mais non en comparaison de ses contemporains, un homme supérieur qui trouvera sa satisfaction non à se trouver grand au milieu de nains rabougris, mais à être grand au milieu d'hommes grands, heureux, au milieu d'autres hommes heureux, qui prendra conscience de sa force, non en foulant aux pieds ceux qu'il écrasera, mais en unissant ses efforts à ceux des camarades qui auront les mêmes aspirations, et en trouvant dans cette union le courage nécessaire pour aborder les problèmes les plus vastes.

Ainsi nous pouvons espérer voir naître un empire de force et de beauté, digne de l'idéal de nos plus profonds, de nos plus nobles penseurs.

---

VERIFICAT  
2017

## TABLE DES MATIÈRES

Avertissement de l'éditeur .....	v
Préface .....	vii
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Réformes sociales et Révolution sociale</i>	
I. — L'idée de la Révolution sociale.....	13
II. — Evolution et Révolution.....	19
III. — Les révolutions dans l'antiquité et au Moyen âge .....	33
IV. — La Révolution sociale de la période capitaliste .....	41
V. — L'atténuation des antagonismes de classe .....	53
VI. — La Démocratie .....	85
VII. — Formes de la Révolution sociale. — Moyens dont elle dispose.....	105
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Le Lendemain de la Révolution sociale</i>	
I. — Limitation du problème.....	127
II. — Expropriation des expropriateurs....	133
III. — Confiscation ou rachat .....	145
IV. — Comment intéresser l'ouvrier au tra- vail .....	151
V. — Augmentation de la production.....	165
VI — L'organisation du processus de la production .....	177
VII — Survivances de la propriété privée des moyens de production .....	189
VIII. — La production intellectuelle.....	199
IX. — Les conditions psychologiques préala- bles de la domination prolétarienne.	217

Imprimerie Coopérative  
Ouvrière



Villeneuve-Saint-Georges  
(Seine-et-Oise)



VERIFICAT  
2007